

# Le Monde

QUARANTE ET UNIÈME ANNÉE - N° 12304 - 4 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

- VENDREDI 17 AOUT 1984

## Des experts soviétiques au Koweït

Piqué au vif par le refus des États-Unis de lui fournir des missiles Stinger pour faire face aux attaques aériennes dans le Golfe, le Koweït vient de conclure avec l'URSS un important contrat d'armement aux termes duquel l'émirat recevra de Moscou un équipement militaire perfectionné d'une valeur totale de 300 millions de dollars. Qui plus est, pour la première fois depuis son indépendance, il y a vingt-quatre ans, le Koweït va accueillir des experts militaires soviétiques qui seront chargés d'entraîner le personnel koweït.

En visite à Moscou, en juillet dernier, le cheikh Salem El Sabah, ministre de la Défense koweït, avait précisé que l'accord en gestation ne constituait pas un pacte de coopération militaire entre son pays et l'URSS. Un porte-parole koweïtien ajoutait par la suite que la visite que M. Andreï Gromyko, le chef de la diplomatie soviétique, effectuera dans l'émirat en septembre ne constituera pas « un alignement sur le bloc soviétique ». Il n'empêche que la signature de l'accord de fourniture militaire entre Moscou et le Koweït constitue un message à Washington en même temps qu'une mise en garde et reflète le souci de nombreux pays arabes pro-occidentaux de rééquilibrer leurs relations avec les deux super-puissances.

Cette préoccupation est en partie motivée par la conviction, de plus en plus répandue dans les pays du Proche-Orient, que les États-Unis sont trop liés à Israël pour pouvoir aider les Arabes d'une manière désintéressée. A ce propos, le journal égyptien *Al Akhbar*, qui reflète l'opinion du gouvernement du Caire, lequel ne saurait être taxé d'« anti-américanisme », conseillait amicalement à Washington de « réviser son attitude » afin d'empêcher les États arabes de se tourner vers l'Union soviétique pour y acquiescer de nouveaux armements.

Moscou, pour sa part, ne peut que se réjouir de l'attitude de Washington, qui facilite ainsi sa rentrée politique au Proche-Orient. L'URSS a déjà enregistré dans ce domaine quelques succès non négligeables. Elle a repris ses bonnes relations avec Bagdad, dont elle est devenue le principal fournisseur militaire. Ses rapports commerciaux avec l'Arabie Saoudite ont connu en 1983 une évolution spectaculaire grâce à d'importants achats soviétiques de pétrole, acquis auparavant en Iran.

Pour l'ensemble de la région du Proche-Orient, les positions soviétiques se sont également améliorées depuis le départ des contingents de la force multinationale du Liban. Dans une région où Damas était tout récemment encore le seul allié sûr de Moscou, la diplomatie soviétique vient de diversifier son jeu en normalisant ses relations avec Le Caire. De même, en relançant en juillet sa proposition d'une conférence internationale sur le Proche-Orient sur la base du plan Brejnev de 1982, qui prévoit la restitution de tous les territoires arabes occupés et la création d'un État palestinien en échange de la reconnaissance explicite du droit d'Israël à l'existence, Moscou a singulièrement renforcé ses positions auprès du Caire, d'Amman et de l'OPLP.

Quelle sera l'attitude de Washington devant l'offensive de charme de Moscou en direction de pays arabes réputés pour leur modération et leur amitié avec l'Occident ? La réponse définitive que donneront les États-Unis à la requête du roi Hussein, qui menace de se tourner vers Moscou s'il ne reçoit pas des missiles anti-aériens du type de ceux qui vient d'être livrés au Koweït, constituera un test de la volonté de Washington de relever le défi soviétique.

## Des intellectuels turcs en accusation

### Un procès-test pour les partisans d'un retour à la démocratie

Procès modèle ou procès embarrassant pour les autorités militaires turques ? La salle du tribunal militaire d'Ankara où comparaissent le mercredi 15 août en première audience cinquante-six personnalités du monde intellectuel turc a en tout cas été fermée à la presse étrangère, et aucune équipe de la télévision turque n'y était présente.

Les prévenus, accusés d'avoir enfreint la loi sur l'état de siège limitant la publication des textes à caractère politique, encourrent des peines de trois mois à un an de prison. Parmi eux, la fine fleur de l'intelligentsia turque, de l'ancien professeur Yalcin Kucuk à l'humoriste Aziz Nesin, en passant par des universitaires, des avocats, des écrivains, et des journalistes du quotidien *Cumhuriyet*. Leur délit ? *Avoir participé à la rédaction et à la diffusion d'un texte signé par mille deux cent soixante intellectuels (dont le célèbre écrivain Yashar Kemal) et adressé le 15 mai sous forme de pétition au président de la République, le général Evren.*

Les auteurs de ce texte rappellent que la démocratie, « malgré des pratiques variées tenant aux particularités de chaque pays, possède une essence invariable » et déclarent notamment : « Notre

peuple mérite que les droits en vigueur dans les sociétés démocratiques contemporaines lui soient appliqués sans restriction aucune. » Ils demandent la suppression de la torture, l'abolition de la peine de mort, la promulgation d'une large amnistie et une modification de la Constitution adoptée en 1982, dans le sens d'un plus grand respect des principes démocratiques et des libertés d'opinion, de presse et d'organisation.

Les autorités militaires avaient interdit à la presse de publier ce texte. Certains journaux y avaient cependant fait allusion quelques jours plus tard, en rendant compte d'une conférence de presse au cours de laquelle le premier ministre, M. Ozal, avait dû répondre aux journalistes qui l'interrogeaient sur cette pétition.

Immédiatement après, les autorités militaires avaient entrepris d'interroger les 1 260 signataires du texte et engagé les poursuites contre certains d'entre eux. Le général Evren, quant à lui, avait réagi vigoureusement lors d'un discours prononcé dans une ville de province, accusant les intellectuels d'être « traités envers la patrie » et complaisants des « ennemis extérieurs qui

cherchent à attaquer la citadelle par l'intérieur ». « Ils veulent troubler la paix et la stabilité que nous nous instaurons », ajoutait le général Evren. *Je ne permettrai à personne de porter atteinte à notre constitution.*

La violence de la réaction était à la mesure de l'outrage. C'était, en effet, la première fois depuis le coup d'État militaire de septembre 1980, qu'une démarche critique était organisée, en Turquie même, sur une aussi large échelle. Il y avait parmi les signataires des personnalités connues et unanimement respectées en Turquie. Enfin, les instigateurs de la pétition avaient fait preuve d'une extrême prudence, en veillant à respecter la légalité (le droit de pétition est inscrit dans la constitution turque), en attendant pour rendre leur initiative publique que le Conseil de l'Europe ait statué sur la réintégration des parlementaires turcs, en écartant enfin toute allégation à une quelconque tendance ou à un parti politique.

Le texte, même s'il a reçu le soutien de différents secteurs de la gauche sociale-démocrate turque, s'en tient, en effet, strictement à la défense des droits de l'homme.

CLAIRE TRÉAN.

(Lire la suite page 5.)

## Le difficile pari de M. Fabius

### Comment concilier l'unité nationale et la continuité socialiste

Dans le discours qu'il a prononcé le 15 août à Toulon à l'occasion des cérémonies du quarantième anniversaire du débarquement en Provence, M. Laurent Fabius a appelé les Français à se rassembler car, a-t-il dit, « la France n'est jamais aussi forte que lorsqu'elle est rassemblée ».

Rassembler ! Depuis un mois qu'il est premier ministre, M. Fabius se fait l'apôtre obstiné de l'unité nationale. Et il joint volontiers le geste à la parole. Une semaine après sa nomination, on l'a vu proposer des missions techniques à trois parlementaires de l'opposition. Cette opération psychologique s'est soldée par un insuccès, mais M. Fabius voulait surtout démontrer l'esprit d'ouverture de son gouvernement, et il y est parvenu. L'opposition, embarrassée, ayant été obligée de justifier son refus.

On l'a vu ensuite nommer parmi ses principaux collaborateurs des personnalités choisies essentiellement pour leurs compétences professionnelles, sans se préoccuper de leurs affinités politiques passées, qu'il s'agisse par exemple de la nomination aux fonctions de conseiller chargé des affaires économiques et financières de M<sup>me</sup> Hélène Ploix,

ancienne collaboratrice de M<sup>me</sup> Christiane Scrivener dans le deuxième gouvernement de M. Raymond Barre, ou de celle de M. Claude Silberzhan, ancien membre des cabinets de MM. André Bord, Albin Chalandon, Xavier Deniau et Bernard Stasi, désormais chargé à l'hôtel Matignon des dossiers relevant du ministère de l'Intérieur et de la décentralisation.

M. Fabius tenait à situer son souci de dialogue au-delà des clivages idéologiques, et les premiers contacts qu'il a eus avec les représentants des organisations syndicales ont montré que les milieux professionnels ne sont pas insensibles à cette approche pragmatique.

Enfin, le 15 août, en Provence, où M. Fabius prononçait son premier discours public depuis sa déclaration de politique générale du 24 juillet, on a vu le chef du gouvernement récupérer opportunément les enseignements de la Résistance et de la Libération pour exalter de nouveau « l'esprit de rassemblement ».

M. Fabius a pris soin de nommer une personne dans ses références historiques.

ALAIN ROLLAT.

(Lire la suite page 6 et, page 20, le reportage de GUY PORTE.)

## Le Zimbabwe face au géant sud-africain

### M. Mugabe sous tutelle économique

De notre envoyé spécial JACQUES DE BARRIN

Harare. — Un certain Denis Norman s'est tout récemment rendu à Johannesburg pour y assister à un match de rugby. Ce visiteur serait passé inaperçu s'il ne s'était agi du ministre zimbabwéen de l'Agriculture, venu négocier, sous le couvert d'un voyage d'agrément, avec les responsables des chemins de fer sud-africains les conditions d'acheminement, à partir du port de Durban, d'une aide alimentaire d'urgence pour son pays, victime de la sécheresse.

Ce discret envoyé s'est bien gardé de rencontrer son homologue sud-africain et de bafouer un « code d'honneur » que se sont imposés les dirigeants de Harare, à savoir éviter tout contact, au niveau ministériel, avec les représentants du régime de l'apartheid.

M. Norman aurait été, dit-on, heureusement surpris de l'esprit de coopération dont auraient fait preuve ses interlocuteurs pour l'aider à résoudre cette affaire de transport de vivres, notamment en mettant gracieusement du matériel roulant à la disposition du Zimbabwe, quitte même à retarder leurs propres livraisons.

« Nous voulons ainsi prouver que nous sommes de bons voisins », expliquent les Sud-Africains. Autres « faveurs » : réductions de 45 % des tarifs ferroviaires pour l'acheminement vers Durban du tabac, du sucre et de certains minerais ; achat, au prix fort, de 1 000 tonnes par mois de fils d'acier dont « nous pourrions nous passer ». Le Zimbabwe est, économiquement, à la merci de l'Afrique du Sud à laquelle il vend les deux tiers de ses produits manufacturés et par laquelle transitent 70 % de ses importations et de ses exportations. Le commerce entre les deux pays est toujours régi par un accord signé en 1964, à l'époque de la Rhodésie blanche, et remis à jour en 1972 et en 1982. Preuve en est à Harare, à défaut d'une ambassade, une forte mission commerciale dont la section consulaire ne délivre pas moins de 80 000 visas par an.

Sur les 218 000 visiteurs étrangers que le Zimbabwe a accueillis l'an dernier, 160 000 étaient originaires d'Afrique du Sud. Ceux-ci ont dépensé sur place plus de 5 millions de dollars. Cette dépendance

est telle que Harare en arrive à se laisser « contaminer » par son puissant voisin. Ainsi, lorsque des voyageurs s'étonnent qu'au départ de Bulawayo il y ait, dans les trains à destination de Johannesburg, des compartiments pour Blancs et d'autres pour non-Blancs, les responsables des chemins de fer justifient cette ségrégation raciale par le souci d'éviter à leurs clients d'avoir à changer de place à la gare-frontière.

Les dirigeants de Pretoria calculent que le Zimbabwe finira par comprendre, à la longue, l'intérêt qui est le sien de conclure avec eux un accord de coopération sans avoir à se le faire dicter, comme ce fut le cas récemment pour le Mozambique.

(Lire la suite page 4.)

## Décentralisation : un pari qui reste à gagner

Lire page 6 le point de vue de MICHEL BARNIER

## Une nouvelle banque américaine en péril

Lire notre article page 17

## Dans « le Monde des livres »

## En Italie avec André Suarès

Lire page 9 les articles de FRANÇOIS BOTT SERGE KOSTER et RAPHAËL SORIN

## Histoire des Français XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles

Lire page 9 l'article de FRÉDÉRIC GAUSSEN

## Trois écrivains du Chili

Lire page 10 l'article de CLAUDE FELL

## Point de vue

### LA LUTTE CONTRE LE CHOMAGE

## Retourner l'opinion

par PIERRE URI

L'heure de la contre-offensive est venue. L'opinion est en train de tourner. La clé d'un retournement durable, c'est de faire apparaître clairement comment sera gagnée la bataille de l'emploi.

Faut-il qu'à gauche, par-delà les divergences sur la politique économique, une confusion se maintienne entre la restructuration industrielle et la montée du chômage ? Jacques Delors y sacrifierait en transmettant ses fonctions à Pierre Bérégovoy. La différence entre le pouvoir et les communistes, c'est que l'un considère les pertes d'emplois comme le prix à payer pour un redéploiement nécessaire, alors que le Parti communiste les rejette, et avec elles le redéploiement.

Faux débat. Ce qui est en jeu dans l'industrie, c'est quelque cent cinquante mille postes de travail ; mais ils sont concentrés dans de grandes unités, et l'émotion en est d'autant plus vive. Ce qui menace l'économie, c'est de dépasser les deux millions et demi de chômeurs

avant la fin de l'année. Les ordres de grandeur ne sont pas les mêmes.

Qu'on regarde les expériences étrangères. Les *Silicon Valley* peuvent bien diffuser le progrès technique dans l'ensemble de l'économie, elles ne représentent qu'une goutte d'eau dans les vagues massives des emplois nouveaux : ce sont les services qui les lancent.

Bien sûr, la compétitivité est essentielle : elle l'est pour la balance des paiements, sans quoi les exportations stagnent et les produits étrangers envahissent le marché intérieur. En d'autres termes, elle protège l'emploi général, mais l'essentiel des emplois se crée ou se perd dans les secteurs protégés — bâtiment, transports, commerce, loisirs, services personnels — où la concurrence étrangère ne peut être que celle d'entreprises qui doivent venir s'installer sur place.

Il est temps de sortir, à gauche, entre le Parti communiste et le gou-

vernement, mais aussi à l'intérieur du Parti socialiste, de la querelle manichéenne de la croissance et de la rigueur : la croissance sans qu'on en propose les moyens, la rigueur sans qu'on en analyse et en compare les instruments.

Freiner la masse monétaire et le crédit, sacrifier des dépenses publiques utiles, tolérer des baisses de salaire réel, c'est se résigner à ne ralentir l'inflation que par le ralentissement d'activité, à ne compter que sur une croissance plus faible que celle des autres pour réduire le déficit commercial. La clé de tout est la méthode choisie pour briser la hausse des prix. Celle qui s'applique partout en Europe, celle que recommande encore l'OCDE, se paie partout d'un chômage accru. Si les moyens étaient repensés, la croissance, dans la conjoncture présente, pourrait repartir d'elle-même.

(Lire la suite page 2.)

## AU JOUR LE JOUR

### Libération

Que passent les criaileries sur les prétendues « libertés menacées » en 1984 quand on les rapporte à l'aune du passé ?

L'éti des commémorations, qui avait débuté sur les plages de Normandie et vient d'aborder à celles de Provence, s'achèvera bientôt à Paris, comme en 1944.

Ce retour sur le lent chemin de la Libération rappelle à ceux qui l'ont vécu des souvenirs forts. Aux autres, il devrait permettre de relativiser les malheurs d'aujourd'hui et d'atténuer des polémiques sans héros.

BRUNO FRAPPAT.



MONDE  
ASIE-ORIENT

**Pour « gagner la bataille de l'emploi », Pierre Uri estime nécessaire de dissiper la confusion entre la restructuration industrielle et la montée du chômage, et invite la gauche à sortir de**

## Pour gagner 1986 : d'abord l'emploi

## TRAVERS LE MO

**Bangladesh**

Le Monde  
à promenade  
à Paris

[illegible][illegible]

100-443887-100

هكذا من الأصل







هكذا من الأصل



# EUROPE

## Italie

### La troisième grande enquête sur le terrorisme s'est achevée par l'inculpation de 182 personnes

De notre correspondant

Rome. - L'instruction de ce qu'il est convenu d'appeler l'« affaire Moro », c'est-à-dire une série de crimes qui, de 1977 à 1982, ont précédé et suivi l'assassinat du président de la démocratie chrétienne, s'est conclue, le lundi 13 août, par l'inculpation de cent quatre-vingt-deux personnes présumées terroristes et responsables d'une impressionnante série d'homicides, d'attentats et de vols. Le procès est prévu pour le printemps prochain. Devront être entendus comparaitre les chefs historiques des Brigades rouges : de Renato Curcio à Mario Moretti, Giovanni Scanzani et Prospero Gallinari, qui exécuta Aldo Moro d'une rafale de mitraillette.

Deux juges d'instruction (M. Priore et M. Imposimato) ont travaillé pendant deux ans sur ce dossier avec le procureur de la République de Sicile, recueillant les confessions d'une cinquantaine de « repentis ». L'enquête s'appelle « Moro ter », car elle concerne une bonne partie des « brigadistes » qui n'avaient pas été impliqués au cours des deux premières enquêtes sur l'assassinat du dirigeant démocrate-chrétien et dont la culpabilité a été établie à partir des aveux des repentis.

La liste des actions relevées à la charge des inculpés est longue : une trentaine d'attentats, d'homicides et plusieurs tentatives diverses. Parmi les plus spectaculaires, une attaque du ministère de la justice par la colonne romaine des Brigades rouges, à l'aide de missiles terre-air lancés d'une rampe mobile, ainsi qu'un attentat, également au moyen d'armes anti-aériennes, contre le palais Sturzo, où la démocratie chrétienne tenait son congrès national.

Les deux magistrats instructeurs, qui, ces dernières années, ont été au centre de la lutte antiterroriste, ont lancé un cri d'alarme : « On se trompe en pensant que le terrorisme a été complètement vaincu. Il y a des symptômes évidents et préoccupants qui révèlent une activité de réorganisation du parti armé », soulignent-ils. Selon eux, une dizaine de terroristes très expérimentés ont réussi, depuis des années, à passer entre les mailles des filets de la police et sont toujours « actifs ». Une cinquantaine d'autres, également identifiés, ont repris une activité de recrutement. Enfin, près de cent cinquante terroristes ont opéré un « repli stratégique » à l'étranger, et en particulier en France, où ils peuvent compter, selon les propos du juge Priore, sur les propos du juge Priore rapportés par le *Corriere della Sera*, sur beaucoup d'amis, des protec-

tions à différents niveaux, une certaine liberté de mouvement et des possibilités de contact : ces terroristes sont aussi actifs, et ce serait une erreur grossière que de les considérer comme des combattants au repos ».

Selon les deux magistrats, le calme qui règne actuellement en Italie correspond à une « pause tactique ». L'ordre en vient des chefs brigadistes emprisonnés qui attendent l'entrée en vigueur des nouvelles lois sur la détention préventive (le *Monde* du 27 juillet) pour s'organiser à nouveau.

Grâce aux aveux des repentis, les magistrats ont établi que l'arsenal en armement dont disposent les BR est encore très important et comprend notamment des armes perfectionnées.

Les nombreuses ramifications du terrorisme italien n'ont pas encore été complètement explorées et font toujours l'objet d'enquêtes : il en va ainsi des rapports entre les BR, la Camorra et la mafia calabraise, de la « piste bulgare », de l'assassinat de M. Hunt, responsable de la logistique des forces multinationales de paix dans le Sinaï, ainsi que des contacts internationaux du terrorisme italien.

PHILIPPE PONS.

## Portugal

### CONTROVERSE AVEC WASHINGTON APRÈS L'EXPULSION DE Mgr TRIFA

« Le Portugal n'aurait pas accordé de visa à Mgr Trifa, archevêque orthodoxe roumain, accusé d'activités pro-nazies pendant la dernière guerre, s'il avait été au courant des charges qui pesaient sur lui », a déclaré, mercredi 15 août, un porte-parole de l'ambassade du Portugal à Washington.

Mgr Trifa, qui a dû quitter lundi les États-Unis pour le Portugal, après neuf ans de batailles juridiques, avait été déchu de sa nationalité américaine et condamné à abandonner le territoire américain en octobre 1982. Il avait été convaincu d'avoir appartenu, pendant la guerre, à la Garde de fer, organisation roumaine pro-nazie, et d'être, à ce titre, responsable de la mort de nombreux juifs et de chrétiens.

Mgr Trifa, qui vivait depuis trente-cinq ans aux États-Unis, a affirmé que le gouvernement américain était « parfaitement au courant », avant que la nationalité américaine ne lui soit accordée, des accusations lancées contre lui, sans preuves. Pour sa part, le porte-parole du département de la justice américain, M. John Russell, a déclaré que Lisbonne, avant d'accorder un visa à Mgr Trifa, « savait à quel point il était et quel était son passé ». — (AFP.)

## LA CAMPAGNE ANTIFRANÇAISE EN ESPAGNE

### « La situation n'est pas grave mais elle nous gêne » déclare le ministre espagnol des affaires étrangères

« La situation, actuellement, n'est pas grave, mais elle nous gêne, parce que nous avons fait un grand effort pour améliorer nos rapports avec la France », a déclaré, le mercredi 15 août, M. Fernando Morán, ministre espagnol des affaires étrangères, au micro de Radio-Monte-Carlo, à propos de la campagne d'attentats contre les intérêts français en Espagne.

Le ministre a poursuivi : « Les auteurs des attentats seront traduits devant les tribunaux, et nous allons accroître la protection des intérêts français (...). Les attentats ne doivent pas être considérés comme une guerre contre les Français. Leurs auteurs sont des groupes isolés qui agissent contre les intérêts des Espagnols et qui rendent difficiles les relations entre la France et l'Espagne. C'est leur tactique. »

« La seule réponse, c'est la condamnation de la part des Français et des Espagnols. Le terrorisme doit être condamné à l'échelle européenne. »

« L'ETA est dans une situation maintenant très difficile, car elle ne peut plus profiter du laxisme d'autres pays. Elle a été frappée par des extraditions de la part de la Belgique. Maintenant, elle tente d'exploiter l'opinion basque et française. » — « Je crois, a conclu M. Morán, qu'il ne faut pas attacher d'importance à ces manifestations. »

La campagne contre les filiales d'entreprises françaises en Espagne

## Turquie

### Des intellectuels en accusation

(Suite de la première page.)

Il a été signé par d'anciens responsables du Parti républicain du peuple (interdit), par certains députés du Parti populistes, et a reçu le soutien du SODEP, seconde force politique depuis les élections municipales de mars dernier mais qui n'avait pas été autorisé à se présenter aux législatives quelques mois plus tôt. Aucune de ces organisations, toutefois, n'était partie prenante à l'initiative des intellectuels.

Le texte a rencontré un très large écho dans les milieux universitaires, directement victimes du régime du général Evren. La réforme de l'enseignement supérieur a privé de toute autonomie les universités, soumises au tout puissant Conseil de l'enseignement supérieur : les épreuves sont allées bon train dans le corps enseignant depuis septembre 1980 et les professeurs épargnés sont soumis, en vertu d'un nouveau règlement administratif à une véritable inquisition.

Si l'on en juge par l'acte d'accusation, les autorités militaires, qui avaient souhaité faire par ce procès un exemple, ou du moins décourager toute nouvelle initiative du même ordre, sont désormais soucieuses d'éviter qu'il ne donne lieu à un débat public sur le contenu du texte. C'est pourquoi les chefs d'accusation portent exclusivement sur les modalités de sa diffusion.

L'acte d'accusation rappelle que le texte a circulé dans les rues d'Ankara, dans la salle d'attente d'un hôpital, dans les bureaux de différents journaux, dans les cafés et des restaurants à boisson alcoolisée... Il a ainsi été porté à la connaissance de nombreuses personnes avant d'être soumis aux instances intéressées de l'Etat et n'a donc pas, selon le procureur militaire, le caractère d'une pétition, mais celui d'une publication à caractère politique, réglementée par conséquent par la loi sur l'état de siège.

Le procès d'Ankara sera sans nul doute symbolique pour tous les secteurs de l'opinion turque qui attendaient du rétablissement d'un régime civil, en décembre 1983, la restauration d'un certain libéralisme politique et qui ont été déçus. Le premier ministre, M. Ozal, onfriné aux affaires de politique économique et à la politique étrangère, s'est en effet toujours gardé d'intervenir dans les questions touchant aux libertés et au maintien de l'ordre, domaines réservés du général Evren et de l'armée.

Dans quelques jours (avant même que n'ait lieu la seconde audience du procès des intellectuels, le 14 septembre) doit s'ouvrir le procès en appel des dirigeants du Mouvement turc pour la paix dont la condamnation, en novembre, à des peines de cinq à huit ans de prison avait profondément ému les milieux libéraux turcs. Deux occasions de vérifier ce qu'entend exactement le général Evren lorsqu'il parle de « retour à la démocratie » et de tester aussi l'influence des partisans de la « ligne dure » au sein des forces armées.

CLAIRE TRÉAN.

## URSS

### QUATRE PIRATES DE L'AIR GÉORGIENS CONDAMNÉS À MORT

Moscou (Reuter). - Quatre jeunes Géorgiens, impliqués dans une tentative de détournement d'un avion soviétique vers la Turquie en novembre dernier (le *Monde* du 23 et du 26 novembre), qui avait fait sept morts, ont été condamnés à la peine capitale par un tribunal de Tbilissi, rapporte mercredi 14 août, l'agence Tass.

Les quatre condamnés à mort sont Teymiraz Chikhadze, présenté par Tass comme un prêtre défrôqué qui serait le chef du groupe, les frères Kakhe et Plata Iveritli, tous deux médecins, et l'acteur de cinéma German Kobakhidze.

Une étudiante, Tinatin Petviachvili, a été condamnée à quatorze ans de prison, pour son rôle dans cette tentative de détournement.

Une employée de l'aéroport de Tbilissi, qui a aidé les pirates à introduire des armes à bord de l'avion, a été frappée d'une peine de trois ans de prison avec sursis. En outre, elle ne pourra travailler pendant cinq ans pour la compagnie Aeroflot.

Trois membres de l'équipage de l'appareil avaient été tués ainsi qu'un passager et trois pirates, lors d'une bagarre qui avait éclaté à bord de l'avion lorsque le commando s'était aperçu que le pilote, à l'heure de se diriger vers la Turquie, était revenu au-dessus de Tbilissi.

## QUIE

### RFA UNE NOUVELLE « AFFAIRE » EMBARRASSÉE LE GOUVERNEMENT DE BONN

Bonn (AFP). - Une nouvelle « affaire » agite les milieux politiques ouest-allemands et pourrait, selon certains observateurs, contraindre à nouveau un membre du gouvernement, M. Jürgen Möllemann, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, à démissionner.

M. Möllemann, trente-huit ans, membre du Parti libéral, a été récemment accusé par l'hebdomadaire *Der Spiegel* d'avoir profité de sa fonction pour faire des affaires avec certains pays arabes. Au cours d'une conférence de presse qu'il donnait le lundi 13 août pour se défendre de ces accusations, M. Möllemann a laissé entendre qu'il était le fruit d'un complot sioniste. L'ambassadeur d'Israël à Bonn, M. Yitzhak Ben-Ari, a vigoureusement réagi le lendemain, estimant que cette déclaration du secrétaire d'Etat aux affaires étrangères « rappelait l'antisémitisme classique ». Elle risque en tout cas de rendre encore un peu plus difficile les relations germano-Israéliennes que le chancelier Kohl avait tenté de dénouer en janvier dernier lors de son voyage en Israël.

Le parti social-démocrate a réclamé la démission de M. Möllemann. L'affaire est particulièrement embarrassante pour le Parti libéral. Le secrétaire d'Etat est en effet tête de liste de ce parti en Rhénanie-Westphalie où plusieurs élections doivent avoir lieu dans les prochains mois (les élections municipales en septembre et régionales au printemps).

## Etats-Unis

### Les démocrates contestent les prévisions optimistes de la Maison Blanche sur la réduction du déficit budgétaire

Correspondance

Washington. - Au cours des dernières vingt-quatre heures, plusieurs organisations officielles et privées ont publié, à peu près en même temps, des rapports et études donnant des chiffres différents sur la conjoncture et, surtout, sur les perspectives économiques. Ainsi, la bataille des statistiques a commencé, justifiant, selon certaines, les appréciations optimistes des républicains, selon d'autres, les avertissements pessimistes des démocrates et entretenant, d'autre part, une certaine confusion dans l'esprit des électeurs.

La Maison Blanche, en effet, a publié ses prévisions budgétaires à long terme, d'où il ressort que le déficit budgétaire, estimé cette année selon les chiffres officiels à 174,3 milliards de dollars, diminuera pour tomber à 139 milliards de dollars en 1989. Ces chiffres sont inférieurs à ceux contenus dans le projet de budget présenté en février, pour la période allant jusqu'à fin 1986.

Les indications données par ce document officiel, publié chaque année à la fin du premier semestre, reposent sur la prévision d'un accroissement annuel de la production de 4 % après 1984 et une inflation réduite à 4 %. Le document prévoit également que le taux d'intérêt sur les bons du Trésor à quatre-vingt-dix jours tombera de 10,5 % actuellement à 5,1 % en 1989.

Les démocrates ont immédiatement contesté ces prévisions optimistes reposant, disent-ils, sur des chiffres fabriqués et qui se fondent sur une réduction des dépenses et un accroissement des recettes que le Congrès a déjà refusé ou s'apprête à rejeter. Aussi bien, le Bureau du budget du Congrès (CBO), dans son analyse du document de l'administration, estime que les déficits seront beaucoup plus forts chaque année que ne le prédit la Maison Blanche. Le CBO conclut qu'en 1989, le déficit sera de 230 milliards de dollars et que le taux d'intérêt tombera à 8,9 %.

Le fossé entre riches et pauvres s'élargit

D'autre part, au même moment, l'Urban Institute, une organisation de recherche sans affiliation politique marquée (son président est M. Carla Hill, ministre du logement et du développement urbain dans le gouvernement républicain du président Ford), a publié une longue étude d'où il ressort que la politique du président Reagan, au

cours des quatre dernières années, a élargi le fossé entre les riches et les pauvres et a créé un déficit budgétaire de nature à limiter ultérieurement la croissance économique.

Entre 1980 et 1984, le revenu de 20 % des éléments les plus pauvres de la population a diminué de 0,17 % pour représenter 6,1 % de l'ensemble des revenus, alors que celui de 20 % des éléments les plus riches a monté de 1,9 % pour représenter 38,9 % du total. Cette augmentation de 1,9 %, souligne l'institut, reflète un transfert de 25 milliards de dollars venant d'autres groupes de la population et se traduit par un revenu supplémentaire de 2000 dollars par famille dans le groupe des riches. Tel est le résultat de la réduction des avantages sociaux, ajoute l'institut, et d'une politique fiscale qui a aidé les gens aisés, mais ni les classes moyennes ni les pauvres.

L'institut note que si le président Reagan a, en effet, bloqué la marche d'un Etat-providence, il serait faux de conclure que le gouvernement républicain a accompli une révolution. Les programmes sociaux, indique-t-il, n'ont pas été bouleversés. L'augmentation du budget militaire et les intérêts accrues de la dette aboutissent à des dépenses publiques qui, selon lui, représenteront, en 1985, 24,1 % du PNB, soit une augmentation légère par rapport aux 23,5 % en 1980. L'institut estime, d'autre part, que la politique économique du gouvernement n'accélérera pas la croissance. En supposant même une réduction du déficit budgétaire, le mieux qu'on puisse espérer, selon l'institut, est un accroissement de 5 % du PNB à la fin d'une période de dix ans.

Le rapport de l'Urban Institute n'est pas entièrement négatif et porte au crédit du président un certain nombre de succès, mais il estime que la réduction du taux d'inflation, tombé de 12,4 % en 1980 à 3,8 % l'an dernier, est temporaire. Elle est due essentiellement à la baisse des prix alimentaires, de l'énergie et des importations (celles-ci en raison de la hausse du dollar), mais cette tendance est passagère et se renversera au cours des prochaines années. En fin de compte, selon l'institut, le « prix » du redressement économique, c'est-à-dire la sévère récession, l'augmentation du chômage, a été si haut que, contrairement à ce que dit le gouvernement, la croissance économique à long terme risque d'être compromise.

HENRI PIERRE.

## Pérou

### La guérilla contraint les Etats-Unis à interrompre leur programme de lutte contre la drogue

L'activité des guérilleros du mouvement maoïste le Sentier lumineux vient de contraindre les Etats-Unis à interrompre l'essentiel de leur programme de lutte contre la drogue en langue anglaise *Andean Report*, publiée à Lima.

Le programme américain, adopté en 1981, mettait 30 millions de dollars à la disposition des autorités péruviennes pour lutter contre la culture de la coca dans certaines vallées du versant amazonien des Andes. La décision a été prise par Washington en juillet, et des détails ont été fournis dans la dernière publication de la revue de langue anglaise *Andean Report*, publiée à Lima.

Le programme américain, adopté en 1981, mettait 30 millions de dollars à la disposition des autorités péruviennes pour lutter contre la culture de la coca dans certaines vallées du versant amazonien des Andes. La décision a été prise par Washington en juillet, et des détails ont été fournis dans la dernière publication de la revue de langue anglaise *Andean Report*, publiée à Lima.

Or, à la fin de l'année dernière, le Sentier lumineux, qui, jusque-là, avait concentré ses activités dans les hautes régions andines, a allumé un nouveau foyer de guérilla autour de Tingo-Maria, sur la rivière Huallaga, principal centre de production de coca du pays, situé à environ 700 kilomètres à vol d'oiseau au nord-est de la capitale. Fort, selon des sources policières, de mille cinq cents à deux mille hommes, le mouvement entretient désormais dans la zone une insécurité telle que les Etats-Unis ont dû retirer leurs coopérateurs. Plus généralement, l'ambassade américaine à Lima a été amenée à réévaluer l'impact « politique » de son programme d'éradication. Celui-ci est, en effet, très impopulaire auprès de paysans qui trouvent dans la culture des plants de coca des revenus très supérieurs à ce qu'ils peuvent espérer par ailleurs et si les *senderistas* jouent de ce sentiment pour attirer l'« anti-américanisme » des populations.

## Chili

### UN MORT AU COURS D'UNE MANIFESTATION

Santiago (AP, Reuter). - Au cours d'une manifestation antigouvernementale dans le quartier de Victoria, faubourg ouvrier de Santiago, le mardi 14 août, un militant, qui s'efforçait de forcer une barrière dressée par la police, a ouvert le feu et tué un adolescent de dix-sept ans. Une trentaine de personnes ont été blessées par les décharges de chevrotins et les grenades lacrymogènes de la police. Il y a eu une cinquantaine d'arrestations.

(1) Vingt-six paysans, parmi lesquels des femmes et des enfants, ont encore été tués le 11 août par des *senderistas* dans une localité proche d'Ayacucho, dans les Andes, annonce l'agence France-Press de Lima. Les *guérilleros* entendaient ainsi se venger de la mort de cinq des leurs, abattus en juillet par des « roudes paysans » de la région « milices armées créées pour faire échec aux voleurs de bétail, mais qui se consacrent désormais à la lutte contre la guérilla ».



## Décentralisation : un pari qui reste à gagner

## I. - Un effort méritoire, mais...

par MICHEL BARNIER (\*)

Le 27 juillet 1981, débute l'Assemblée nationale l'examen du texte qui allait devenir la loi du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, départements et régions. Ce texte, le plus important quant à ses conséquences théoriques et pratiques parmi ceux adoptés à sa suite, marquait une rupture, sinon une fracture, dans l'édifice institutionnel issu des lois de 1870 pour les départements et de 1884 pour les communes, et constituait donc la figure de proue d'une réforme fréquemment saluée comme « la grande affaire du septennat ».

Trois ans après, avec la mise en application progressive des lois et règlements subséquents, quelles appréciations peut-on objectivement porter sur l'ampleur de l'œuvre entreprise ? Quels souhaits peut-on formuler sur ses prolongements et évolutions souhaitables dans les années à venir ?

Le paysage administratif local vient d'être, nul n'en doute, profondément transformé.

La suppression de la tutelle et des contrôles a priori, le transfert des exécutifs départementaux et régionaux, les transferts de compétences, autant de points-clés d'une réforme qui avait pour objet, d'une part, de rapprocher les lieux de décision des bénéficiaires de celle-ci, d'autre part, de mettre en œuvre une quasi-indépendance des collectivités locales.

L'ambition poursuivie, il faut bien l'admettre, a été suivie d'effets : il n'est plus aujourd'hui aussi aisé, pour les élus locaux, de se retrancher, afin de justifier une réponse défavorable à un administré, derrière la position du représentant de l'État : permis de construire, budget des établissements sanitaires et sociaux, octroi d'une prime industrielle... ; le nouveau responsable est mieux identifiable mais aussi plus seul et plus vulnérable.

Parmi les acteurs de la vie locale, un nouvel équilibre s'est créé, qui nous rapproche de celui observé dans les autres pays occidentaux. Le déclin du rôle prééminent des fonctionnaires est la contrepartie de l'émergence de celui des élus. On observe que cette nouvelle situation n'est, au demeurant, que la consécration politique et juridique de l'écrasante prédominance des collectivités locales en matière de financement des équipements collectifs constituant notre environnement quotidien.

Action omniprésente, diffuse ou déordonnée d'un État qui perdait de façon progressive mais irrévocable son efficacité, financements croisés, responsabilités diluées ou superposées, autant de déficiences empoisonnant la qualité et la pertinence du service au citoyen que la réforme en cours a entendu attaquer de front.

Un paradoxe historique veut que ce soit une majorité prônant le renforcement de plusieurs fonctions collectives - et qui, dans de nombreux secteurs, les a engraissées, dans des proportions étouffantes - qui lance une transformation authentiquement libérale du système administratif.

Car comment peut-on nier que la « démassification » de la société - c'est-à-dire le décapage de la gangue statique, la multiplication des pôles de décision et le développement de leur concurrence vécue comme émulation, l'encouragement à l'éclosion des initiatives et au goût de la créativité si nécessaires en temps de crise - est largement servie par la décentralisation administrative ?

Cela explique à beaucoup d'égards, et en dépit des nombreuses critiques adressées au fond et à la forme de la démarche choisie par le gouvernement, l'adhésion avec laquelle la plupart des élus locaux ont endossé leurs nouveaux rôles. Il suffit de lire leurs publications d'information pour constater la richesse et la diversité de leurs projets. On y retrouve deux constantes, d'ailleurs non systématiquement conciliables dans un horizon limité : la recherche de l'amélioration des grilles de services apportés au citoyen, le souci de favoriser la création des entreprises et de susciter la prospérité économique.

Cela implique également, contrairement à ce que de savants sociologues notent ici ou là, que le risque de politisation des décisions décentralisées ait été, en pratique, largement évité. Il était, en effet, parfaitement illusoire de penser que sous le régime antérieur la décentralisation, une décision, prise par un fonctionnaire, nommée et ainsi isolée des électeurs, était imperméable aux pressions politiques : les intérêts de carrière sont souvent autrement motivants. L'information multiple des citoyens, la sanction du

vote, le rôle des médias et associations, font que, à ce titre, il n'y a certainement pas supériorité d'un système sur l'autre.

Une réforme donc conforme à l'éthique démocratique et participant de l'esprit d'efficacité : beaucoup en conviennent, mais à quel coût ? En d'autres termes, ce projet était-il bon en lui-même mais arrivant, au cœur de la crise, à un mauvais moment ?

On ne peut contester, en effet, que les « frais généraux de la nation » se sont, dans le court terme, accrus avec sa mise en œuvre. Les institutions régionales et départementales autonomes ne pouvaient devenir opérationnelles avec les seuls moyens que l'État leur avait consentis. Quasimécaniquement, la mise à niveau de l'administration territoriale devait être génératrice de charges nouvelles. Ces charges sont quantifiables et le calcul a été fait. En dépit de la relative prudence des élus, il a fallu recruter des agents et construire ou aménager des locaux, se doter de services fonctionnels minimaux.

S'en tenir à ces seules considérations manquerait toutefois à l'objectivité : les coûts de la centralisation - partie de temps, d'énergie et d'argent - difficiles à appréhender, ont toujours paru très lourds aux élus locaux, qui ont tous des exemples précis en mémoire. Dans le moyen ou le long terme, il n'est pas certain, au total, que la critique relative au coût conserve toute sa pertinence. Au crédit donc de la réforme engagée, et maintenant déjà largement appliquée, des intentions souvent louables et des résultats, sur le terrain, déjà largement tangibles.

## Le péché originel

Les principales imperfections naissent presque toutes du péché originel de la démarche : la précipitation. Il est bien vrai que le programme socialiste, dès la deuxième quinzaine du mois de mai 1981, est apparu, sur ce point comme sur d'autres, largement irréaliste et qu'il a fallu improviser. Il est également vrai que le choix retenu a été d'aller vite, très vite. De profiter de la surprise, de la rupture psycho-politique pour ouvrir des brèches dans les corporations : à cet égard, la loi du 2 mars 1982 pourrait-elle être votée aujourd'hui ? On était toutefois en droit d'attendre des élus locaux socialistes, pour beaucoup fort expérimentés, une stratégie plus élaborée et plus précise. Force est d'admettre, en dépit d'un échec globallement respecté, le caractère quelque peu cahotique et dépourvu de vision d'ensemble de l'entreprise.

S'appuyant sur les travaux du Sénat à propos du projet Bonnet - tout n'était pas si mauvais sous le président septennat - l'action gouvernementale a consisté à consulter les administrations centrales sur ce qu'elles voulaient bien décentraliser ! Ce qui était déjà largement déconcentré a servi de base, mais pour la reste, quel puzzle ! Les rapports de force internes aux administrations, au gouvernement, au groupe socialiste de l'Assemblée ont été déterminants. Le visage actuel de la décentralisation porte la forte marque de la pression des administrations centrales, et notamment de celles des Finances.

Les transferts de compétences ont souvent été vécus - puisqu'on leur a demandé ce qu'elles voulaient décentraliser ! - comme un moyen de se soustraire de tâches non gratifiantes mais sources de problèmes et dont le coût, en particulier, était malaisément maîtrisable. Cette propension, vivement encouragée par les Finances, s'est vérifiée pour les dépenses d'aide sociale et se vérifiera bientôt pour les transports scolaires puis pour les établissements scolaires.

Les transferts de ressources fiscales ont été conçus de façon aussi contestable. Le gouvernement estime, en effet, que les recettes transférées (essentiellement vignette automobile et droits de mutation) ont évolué dans le passé et doivent progresser dans l'avenir de façon comparable aux charges nouvellement décentralisées.

Les élus savent ce qu'il en est. Ainsi, sauf pour les régions en expansion touristique, le produit des droits de mutation a régulièrement régressé, contrairement à l'attribution du marché immobilier. Que dire de la vignette automobile, impôt sensible entre tous ? L'augmentation de son taux serait-elle vraiment juste socialement et opportune économiquement si l'on considère à la fois la crise de l'industrie automobile et les

difficultés de son marché ? Que dire enfin du financement complémentaire mis en place par l'État avec la dotation globale de décentralisation ? Les modalités de son indexation - habile verrouillage - en font une ressource en total déséquilibre avec la dynamique des besoins.

En effet, que trouve-t-on, entre autres, parmi les responsabilités transférées ? La famille et l'enfance d'abord. La crise économique, l'isolement du cadre de vie traditionnel et des solidarités de voisinage, la souplesse des relations de couple ou la multiplication des échecs familiaux sont à l'origine d'une croissance irrémédiable du nombre des interventions des services sociaux de l'aide à l'enfance et à la famille et, par suite, du volume des prestations. Les personnes handicapées ensuite. Les immenses progrès législatifs réalisés depuis dix ans exigent maintenant leur pleine application. Les mentalités et les comportements évoluent dans la même sens. La prise en charge collective des personnes handicapées devient la règle. Sous la pression des parents, le nombre des établissements spécialisés s'accroît. La dépense correspondante aussi. L'action en faveur des personnes âgées, que ce soit par l'aide à domicile ou par la mise en place des établissements d'accueil, revêt encore, aux yeux de tous ceux qui s'en préoccupent, un caractère essentiellement bryennier. Quantitativement mais aussi qualitativement, un immense champ d'action va solliciter tous les responsables.

Ainsi, en matière d'action sanitaire et sociale, les collectivités locales se trouvent investies de la gestion de secteurs affectés par de formidables évolutions qui sont autant de faits sociaux - sinon sociétaux - unanimement constatés. Dans le même temps, l'État se retire largement de ces secteurs sans fournir des moyens adaptés à la véritable nature des besoins.

Cette observation va se vérifier en termes semblables pour ce qui concerne les transports scolaires et surtout le fonctionnement des lycées et collèges. Pour ces derniers établissements notamment, soit-on le frémissement des moyens que l'État leur a consacrés ces dernières années aussi bien pour l'aménagement de leurs locaux que pour leur personnel, soit-on le constat de la dégradation de leur équipement matériel, soit-on le constat de la dégradation de leur équipement matériel, soit-on le constat de la dégradation de leur équipement matériel.

Dans tous les cas, l'usager et le citoyen souhaitent l'amélioration quantitative et qualitative des services.

(\*) Député RPR, président du conseil général de Savoie.

(Suite de la première page.)

M. Fabius a cité Jean Moulin, Pierre Brossolette, Félix Eboué, bien sûr, mais aussi les Forces françaises de l'intérieur et tous les « soldats de la Résistance ». Mais il a aussi cité Jean Jaurès, Jean Leclerc, de Lattre de Tassigny, sans oublier, surtout, l'appel du 18 juin du général de Gaulle dont l'omission avait valu à M. François Mitterrand de vertes remarques de la part de l'opposition, en juin dernier, lors de la célébration de l'anniversaire du débarquement de Normandie.

Le leitmotiv du nouveau chef de gouvernement s'inscrit dans la tonalité dominante de tous les discours présidentiels sous la V<sup>e</sup> République, tonalité à laquelle M. François Mitterrand n'échappe pas depuis trois ans. En se référant aux valeurs de la Résistance, M. Fabius reprend exactement ce que le chef de l'État disait par exemple à Figaro, en septembre 1982, quand il appelait les Français à « retrouver le grand élan des moments forts de leur histoire ». En évoquant « l'attachement » des Français « aux libertés », leur « amour » pour leur pays, il répète presque mot pour mot l'appel à « savoir vivre ensemble » que le président de la République lançait à Orléans, en mai 1982, à l'occasion des fêtes de Jeanne d'Arc. En dénonçant « les polémiques et les sectarismes », M. Fabius prolonge le « cessez-le-feu » de la suspicion créé par M. Mitterrand, en juillet dernier, en Auvergne.

La petite musique suave du premier ministre contraste ainsi fortement avec le discours de son prédécesseur. Non que M. Pierre Mauroy n'ait pas exalté, lui aussi, l'unité nationale, mais parce que M. Fabius, lui, garde pour l'instant son drapeau de militant dans sa

vices quotidiens ; et cela est logique. L'État local sera leur interlocuteur et ne pourra, sous peine de se nier, refuser d'assurer pleinement sa responsabilité. On ne peut être dans le même temps pour et contre la décentralisation. Mais la conséquence lourde d'un seul transfert de « recettes de poche », selon l'expression des experts du budget, sera la nécessité pour les assemblées locales d'aggraver la charge des impôts locaux classiques.

Cette menace, on va peu à peu le constater, n'est pas théorique. Tout se passe comme si l'État essayait de se dessiner un nouveau profil budgétaire ; mais celui-ci peut changer effectivement sans que le contribuable y trouve son compte. Le comble serait naturellement - de bons esprits y songent ! - d'imputer aux collectivités locales l'échec de la réduction du taux des prélèvements obligatoires, au seul comportement des collectivités locales. C'est bien là une critique majeure opposable à la démarche gouvernementale : son intention de faire gérer la redistribution des ressources financières par les collectivités locales n'est pas, comme l'ont reconnu certains parlementaires majoritaires, exempte d'arrière-pensées politiques.

Cette absence de cohérence est encore plus nette s'agissant des niveaux d'application de la décentralisation. Vouloir à la fois contenter les régionalistes, les départementalistes, sans oublier les « communautaristes » chaperonnés par le ministre de la décentralisation lui-même, le gouvernement s'est refusé à toute réflexion sur un effort de restructuration des échelons administratifs. Résultat : avec la commune, le groupement de communes, le département et la région, la France s'offre le luxe d'une suradministration sans pareille dans les pays comparables. Avec pour corollaire les risques de dilution des responsabilités et la confusion des compétences entre la région et le département (qui peut « s'y retrouver » aujourd'hui ?), une concurrence intergouvernementale inutile, sans compter... la superposition de pouvoirs flous de plain exercice.

Plus grave, l'effort méritoire de décentralisation visant à confier aux communes, départements et régions des tâches soustraites à l'État, ne s'est pas accompagné d'un effort sérieux de redéfinition du rôle et des méthodes de celui-ci dans ses tâches « non régaliennes », en dépit du souci prôné dans maints discours.

## Prochain article :

## UN ÉTAT EMPATÉ

(1) Cf. l'interview de Christian Pignatelli dans le Monde du 6 juin.

## Le difficile pari de M. Fabius

poche alors que le maire de Lille ne résistait jamais à la tentation de le brandir pour répondre à l'attente de sa majorité.

Si M. Fabius applique à la lettre la directive présidentielle de décentralisation, avec laquelle il se trouve personnellement en parfaite harmonie, ce n'est pas seulement par calcul

## LES CONTROVERSES SUR LE PROJET DE RÉFÉRENDUM

## Un sondage, trois Baylet

M. Jean-Michel Baylet, directeur général du quotidien régional la Dépêche du Midi, peut être satisfait. Son journal a réussi un bon coup. Il a commandé à l'Institut BVA et publié dans ses éditions du 16 août un sondage sur le projet de référendum constitutionnel annoncé le 12 juillet par M. François Mitterrand.

Les résultats ne sont pas tout à fait inattendus. 69 % des 1 213 personnes interrogées par BVA entre le 11 et 13 août sont « personnellement » favorables à ce que le président de la République puisse consulter les électeurs par référendum sur les questions concernant les libertés publiques. 21 % y sont, non moins « personnellement », opposés. 10 % demeurent indécises devant une question aussi insolite.

Mais la lecture de son journal apportera à M. Jean-Michel Baylet d'autres sujets de perplexité ou de réflexion : 49 % des questionnés « désapprouvent l'attitude du Sénat » qui, en première lecture, a rejeté le projet. 34 % l'approuvent et 17 % ne répondent pas. Qui « se préoccupe le plus de l'intérêt national » ? Le président de la République pour 38 % des sondés, le Sénat pour 34 % d'entre eux.

Une seule ombre au tableau pour le directeur général de la Dépêche du Midi. Les résultats du sondage publiés « en exclusivité » le 16 août avaient déjà « filtré » ici ou là le 14. Le 15, ils étaient pour l'essentiel détaillés et commentés un peu partout à Ennavaux. Mais comment se garder des fuites ? Des enjeux de cette taille suscitent bien des convoitises. Naturel.

M. Jean-Michel Baylet, président du Mouvement des radicaux de gauche, ne manque pas de flair. Le mercredi 15 août, bousculant les habitudes d'écoulement de la classe politique, il fait diffuser une déclaration : « Les Français sont attachés à leurs institutions », rappelle-t-il. Avant de constater : « La stabilité de celles-ci est une condition d'une vie démocratique équilibrée. Je

m'efforce que certains membres de l'opposition l'oublient et cherchent désespérément des occasions de remettre en cause les dernières élections législatives ou de refuser l'utilisation du référendum. Pourtant, l'immobilisme n'est pas souhaitable. Dans les conditions prévues par la Constitution, il est clair que les Français souhaitent l'amélioration de cette dernière, en particulier ils estiment nécessaire la modification de l'article 11, afin d'étendre le champ du référendum aux libertés publiques.

Il faut, au-delà des passions et éloges, entendre ce vote. Je souhaite donc un large rassemblement de tous les républicains autour de cette idée. Pour sa part, le MRG invite toutes celles et tous ceux qui sont favorables à l'élargissement du référendum à le rejoindre.

M. Jean-Michel Baylet, secrétaire d'État auprès du ministre des relations extérieures, n'a pas mal joué non plus. Il s'écroule à son tour sous le poids de la déception. Le 16 août, il a fait depuis quelques temps avec cette rude histoire. Hélas, toutes les nouvelles ne sont pas bonnes. 52 % des personnes interrogées estiment que le président de la République sort « affaibli » de l'épreuve. 26 % seulement jugent sa position « renforcée ». 41 % contre 32 % (27 % sans réponse) jugent que le Sénat « sort renforcé de ce débat » et 56 % contre 23 % estiment que la majorité gouvernementale a perdu du terrain. Enfin, selon cette enquête, 44 % des personnes interrogées contre 28 % estiment que l'opposition a « gagné du terrain », au cours du débat.

Les germes de l'inquiétude sont donc bien là, posés à même le maroquin à côté des faits reconfortants. N'importe. Rien de tout cela ne saurait faire oublier que les trois Jean-Michel Baylet se préoccupent aussi beaucoup de l'intérêt national.

MICHEL KAJMAN.

## M. Jean Poperen (PS) : des jeux dégradants

M. Jean Poperen, membre du secrétariat du PS, numéro deux du parti, a déclaré, jeudi 16 août : « Les sénateurs de droite qui ne veulent pas de référendum, qui ne veulent pas donner la parole aux Français, auront donc été déboutés deux fois : par le tribunal, par le résultat d'une nouvelle enquête d'opinion de BVA - la Dépêche du Midi.

Ces gens-là ont ces jeux dégradants et dégradants pour la démocratie après tout, le meilleur moyen de savoir ce que pensent les Français, c'est de les consulter comme le propose le président de la République. Sinon, il faudrait croire que certains, au Sénat, n'ont en tête que de créer le désordre dans nos institutions et qu'ils ont peur du suffrage universel.

## L'ANNIVERSAIRE DU DÉBARQUEMENT EN PROVENCE

## Fabius, Savary, Quilès et les autres...

De notre correspondant régional

Toulon. - « J'ai vécu ces heures à travers ma famille », a déclaré M. Laurent Fabius, né, lui, deux ans après le débarquement de Provence dont il présidera, mercredi 15 août, à Toulon, les cérémonies d'anniversaire. Deux oncles du premier ministre ont, en effet, participé à l'opération « Dragon », déclenchée le 15 août 1944 sur les côtes varoise. L'un, Fernand Fabius, qui figurait parmi les personnalités invitées à la cérémonie de Toulon, a pris pied dans la région de Cavalaire avec les commandos d'Afrique. L'autre, Raymond, faisait partie de l'armée du général de Lattre de Tassigny. Ils ont tous les deux le grade de colonel de réserve. Le premier ministre a indiqué que les cinq frères de la famille Fabius, dont son père, avaient été des résistants.

Alors lieutenant de vaisseau et commandant du deuxième escadron de reconnaissance du 1<sup>er</sup> régiment de fusiliers marins, M. Alain Savary, ancien ministre

tactique, dans le but de prendre à revers une opposition habituelle depuis 1981 aux violentes joutes idéologiques. C'est par nécessité. Comme il s'agit d'essayer de reconquérir les électeurs perdus, de rassurer, d'obtenir la réalisation de ce nouveau « contrat » avec les « forces vives » du pays qu'espère M. Mitterrand, comme il s'agit de

réussir dans l'entreprise de modernisation industrielle, qui constitue la priorité économique de son gouvernement. M. Fabius n'a pas le choix. Il use de son charme au risque d'accroître les reproches de social-démocratie, qui lui font notamment les communistes, et de nourrir les craintes de néo-libéralisme exprimées par la CGT et la CFTD. Il en use sans avoir pour autant la moindre assurance d'être payé de retour.

Pour l'instant, en effet, son zèle lui vaut surtout des sarcasmes de la part de la droite. Tandis que le secrétaire général du Parti républicain, M. François Liotard, ironise sur le décalage entre le ton de M. Fabius et les polémiques confrontant le pouvoir à l'opposition, M. Alain Juppé, conseiller économique de M. Jacques Chirac, estime, dans Magazine Hebdo du 16 août, que le changement incarné par le nouveau premier ministre n'est qu'une « opération en trompe-l'œil ». Les quotidiens d'opposition ne sont pas plus tendres, qui parlent d'« inconscience » (le Figaro), de « vieilles recettes » (le Quotidien de Paris), de « paroles qui ne sonnent pas justes » (le Méridional), etc.

Ces réactions traduisent le caractère aléatoire de l'ambition que s'assigne le chef du gouvernement. Pourtant cet exercice de style, dans lequel la forme prime le fond, paraît facile à côté de ce qui attend M. Fabius à gauche, quand il lui faudra conduire lui-même, sans à susciter l'équivoque, ces nouvelles « batailles (...) au nom de la liberté, de la tolérance, du développement » dont il a si bien parlé à Toulon. Autrement dit, quand il lui faudra concilier un discours d'appareil centré et une pratique socialiste.

ALAIN ROLLAT.







## SOCIÉTÉ

UN RAPPORT DU CENTRE D'ÉTUDES DES REVENUS ET DES COUTS

## Vingt années d'inflation des dépenses hospitalières

L'hôpital pèse lourd dans la vie économique et sociale de la France : le fait est, s'il en était besoin, confirmé de façon éclatante par un volumineux rapport - synthèse de huit ans de travaux - que vient de publier le Centre d'études des revenus et des coûts (CERC), présidé par M<sup>me</sup> Nicole Questiaux.

Quelques chiffres situent le poids de l'hôpital dans l'activité économique du pays : en 1983, les Français ont dépensé 5 847 francs, chacun, pour se soigner. Sur cette somme, qui représente la « consommation médicale finale », les dépenses d'hospitalisation ont représenté la moitié (30,1%) en 1983, contre 38,3% en 1950. Chaque Français, en 1983, a donc versé près de 3 000 francs au secteur hospitalier. La croissance du poids de l'hôpital dans les dépenses de santé, note le CERC, a été particulièrement forte au cours des années 70.

Comment a évolué depuis vingt ans ce système hospitalier, aujourd'hui si lourd ? Par une vague de constructions d'abord : alors que les besoins quantitatifs étaient près d'être satisfaits, au cours des décennies 1960 et 1970, le parc hospitalier français s'est accru de... 80 000 lits. Tout récemment seulement, s'est

amorcée une stabilisation, avant la frange déduite qu'annonçait le IX<sup>e</sup> Plan (suppression de 16 000 lits). Sur les 600 000 lits de soins que compte la France, 410 000 appartiennent au secteur public, 75 000 au secteur privé non lucratif et 105 000 aux cliniques commerciales. Mais cet énorme ensemble, depuis deux décennies, a amorcé une profonde modernisation : acquisition de matériels de plus en plus lourds et spécialisés, élévation du nombre et de la qualification de personnels, médicaux ou non.

Sur cette lancée, le recours à l'hospitalisation s'est fortement accru : de 1962 à 1980, le nombre des admissions dans les services de courts et de moyens séjours est passé de 2,7 à 9,9 millions. Dans la même période, le nombre de journées réalisées passait de 80 à 137 millions. Une telle évolution témoigne de la reconnaissance par le corps médical de la fonction désormais « technique » de l'hôpital et non plus seulement de son rôle d'hébergement.

Autre signe de cette mutation : la baisse constante de la durée des séjours, surtout dans le secteur public. Par exemple, elle n'est plus que de 8,7 jours en chirurgie (8,8 dans le privé) et de 6,8 jours en maternité (8,2 dans le privé). Enfin,

parallèlement, le nombre d'actes médicaux a fortement progressé, surtout en biologie, en radiologie et en chirurgie.

## Des améliorations spectaculaires

Un tel bouleversement, une telle « technicisation » du rôle de l'hôpital, ne pouvait évidemment que s'accompagner d'un exceptionnel gonflement des coûts. Un exemple : le nombre des médecins pleins temps employés dans les hôpitaux publics est passé de 6 500 en 1954 à 29 200 en 1980, soit une multiplication par 4,5. Dans le secteur privé, l'effectif médical passait de 20 800 à 31 700 entre 1972 et 1980. La densité du personnel non médical évoluait quant à elle dans des proportions comparables. Cette amélioration de l'encadrement des malades explique, à elle seule, une grande partie de la progression des coûts hospitaliers puisque les frais de personnel frôlent, dans les hôpitaux, les 70 %.

Cependant, le rapport du CERC souligne de très grandes disparités selon les établissements et les régions, même pour des pathologies comparables. Il souligne aussi que le coût du traitement est souvent plus

élevé dans le secteur public que dans le privé.

Comment expliquer que tout, dans l'évolution récente, ait contribué à l'augmentation quasi linéaire des dépenses hospitalières ? Outre l'amélioration spectaculaire des possibilités techniques et de l'encadrement en personnel, le vieillissement de la population a entraîné l'augmentation des maladies dégénératives dont le traitement est long et coûteux. En outre, on a assisté à la médicalisation de bon nombre de problèmes sociaux. Enfin, l'hôpital a vécu jusqu'en 1983 sous le régime des « prix de journée », qui décourageait sans conteste les établissements de modifier leurs dépenses. Ce système, déjà remplacé par celui de la « dotation globale » dans les grands établissements du pays, devrait être caduc (sauf pour les hôpitaux locaux) dès 1985.

Reste un élément souvent sous-estimé : le cloisonnement des structures, la parcellisation des établissements en de multiples services, qui incitent chacun à s'équiper, voire à se suréquiper, sans guère considérer d'éventuelles duplications. La réforme des structures internes des hôpitaux, remplaçant les services par des « départements », vise aussi à remédier à l'élévation continue des coûts.

CLAIRE BRISSET.

## L'administration ouvre une nouvelle enquête sur l'utilisation des stimulateurs cardiaques

L'Inspection générale des affaires sociales (IGAS) s'apprête à ouvrir une nouvelle enquête sur la pratique, en France, de la pose des stimulateurs cardiaques et sur leur réutilisation lorsque leur porteur est décédé, révèle le dernier numéro du *Canard enchaîné*. Une première enquête, réalisée en 1977, avait en effet déploré qu'il n'existait aucun recensement des stimulateurs posés par les établissements de soins, et s'interrogeait sur les pratiques financières qui accompagnent cette thérapeutique. Il semblerait, en effet, que certains cardiologues américains aient leur très grande majorité - des « risourmes » sur la pose de ces appareils. Il semblerait aussi que les malades bénéficiant de cette thérapeutique étant le plus souvent âgés, leur décès survient alors que le stimulateur est encore actif.

Certains avaient reproché à l'administration de laisser ensevelir des morts porteurs d'une pile encore

active, qui contient du plutonium, ce qui, disaient-ils, pourrait présenter quelques risques pour l'environnement ; d'autres s'étaient émus de ce que les stimulateurs récupérés sur des cadavres soient réimplantés sur des malades et fassent dès lors l'objet d'un second remboursement par la Sécurité sociale, voire d'un troisième dans certains cas.

En réalité, bon nombre des stimulateurs ainsi récupérés semblent faire l'objet de dons, en France ou à l'étranger, notamment dans le tiers-monde. C'est la vérification de cet ensemble de pratiques que s'attache l'enquête de l'IGAS. D'autre part, l'administration fiscale s'apprête de son côté à mener des investigations dans ce domaine.

Chaque année, quelque vingt mille stimulateurs cardiaques sont posés en France pour un coût moyen d'environ 20 000 francs. Cent vingt mille Français seraient, aujourd'hui, porteurs de ces appareils.

## Les Pays-Bas sont le centre du trafic de la drogue en Europe occidentale

De notre correspondant

Amsterdam. - Les Pays-Bas ont le malheur d'être le véritable centre du trafic de drogue en Europe occidentale. C'est la conclusion qu'a tiré cette semaine le Service d'information et de recherche (CRI) dans son compte-rendu pour 1983.

Le CRI, qui centralise dans ses bureaux de La Haye les travaux de la police judiciaire néerlandaise, affirme qu'il n'a pas été possible, malgré tous les efforts, de réduire l'offre de tous types de drogue sur le marché néerlandais. « Il s'agit plutôt d'une augmentation », observe le CRI, car on constate que la production et le commerce dans le monde entier ne cessent de s'accroître. Le rapport attribue le rôle prépondérant que jouent les Pays-Bas dans le trafic de drogue aux contrôles peu rigoureux ou incertains des voyageurs aux frontières de l'Allemagne fédérale et de la Belgique. Y contribue également l'importance du port de Rotterdam et une législation plus tolérante ici qu'ailleurs envers les usagers de drogue douce ou dure.

Le grand commerce de la drogue aux Pays-Bas est aux mains de Turcs, de Chinois et de Pakistanais, constate le CRI. Une partie importante des drogues confisquées en dehors des frontières néerlandaises en 1983 était destinée aux Pays-Bas ou en provenait. L'année dernière, la police néerlandaise a pu intercepter des quantités records de haschisch

## FLAMBÉE DE TOXICOMANIE EN GRANDE-BRETAGNE

Londres. - Le nombre de toxicomanes recensés en Grande-Bretagne a augmenté de 42 % en 1983 par rapport à l'année précédente, révèle un rapport du ministère britannique de l'Intérieur. Les statistiques de l'administration font état de 5 864 toxicomanes en 1983 (4 114 en 1982 et 2 441 en 1981) dont une majorité sont des héroïnomanes, mais le rapport ministériel précise que les chiffres officiels ne représentent que l'un cinquième environ de la réalité. Il souligne aussi que plus de 20 % des nouveaux toxicomanes recensés sont âgés de moins de vingt et un ans. Toujours en 1983, le nombre de saisies d'héroïne a doublé par rapport à 1982. - (AFP, AP, UPI).

## Une mise au point de M. Armand Pichon ancien directeur administratif et financier de la Fédération des villes jumelées

A la suite des articles que nous avons consacrés à la crise de la Fédération mondiale des villes jumelées, et d'une lettre de son président démissionnaire, M. Jean-Marie Bressand, nous avons reçu la mise au point suivante de M. Armand Pichon, ancien directeur administratif et financier :

Quoique n'étant pas nommé cité, je suis concerné lorsque Jean-Marie Bressand déclare dans son article paru dans le *Monde* du 1<sup>er</sup> août que la gestion financière et comptable est « du ressort de la direction administrative et financière de la FMVJ ». Il se trouve que j'ai été directeur administratif et financier. J'ai cessé cette fonction (...). Certes, la FMVJ est un organisme important pour l'établissement des relations entre les peuples. Mais, si la valeur intrinsèque de sa mission ne peut être contestée, il n'en va pas de même concernant l'application de cette mission, sa gestion administrative et financière, ce qui m'a amené à de profonds désaccords qui ont entraîné la cessation de mes fonctions en décembre 1983.

Les possibilités financières de la FMVJ sont, pratiquement constituées essentiellement de deniers publics (subventions des États et cotisations des villes, y compris des États et villes du tiers-monde). Lorsque Jean-Marie Bressand affirme

que « les adhérents peuvent démocratiquement réclamer des comptes », on ne voit pas comment des renseignements précis seraient ou pourraient être communiqués à ces adhérents, alors qu'en ce qui me concerne, malgré ma fonction et mes demandes répétées, je n'ai jamais pu obtenir de renseignements précis.

Quant au compte suisse, il est exact que son existence est mentionnée sur de nombreux documents diffusés par la FMVJ. Mais, quant aux mouvements, je les ignore totalement et n'ai jamais pu obtenir le moindre renseignement sur ce point.

Comme le précise l'article paru dans le *Monde* daté 5-6 août, Jean-Marie Bressand est le seul vrai patron de la FMVJ. Il est souhaitable qu'à l'occasion des procédures engagées, un contrôle intervienne établissant les faits sur la gestion administrative et financière. La FMVJ pourrait ainsi accomplir pleinement sa mission qui est l'ordre international à caractère pluraliste.

Par ailleurs, n'est-il pas incompréhensible que Jean-Marie Bressand déclare avoir saisi le parquet en même temps qu'il sollicite une enquête complète auprès de monsieur le président de la République, paraissant ignorer la séparation des pouvoirs.

## Faits divers

## Le crime de M. Néron

A la mairie de Saint-Brice-sous-Forêt (Val-d'Oise), on ne comprend pas. Conseiller municipal d'opposition, sans étiquette, M. Jean-Baptiste Néron, cinquante-deux ans, a étrangement saisi la justice. Il a été arrêté par les policiers du SRPJ de Versailles, a rapidement tout avoué. Pourquoi ce notable d'une ville de quelque onze mille habitants, à la fois réservé et entreprenant, dit-on, dirigeant une société d'horticulture d'employés, spécialiste des plantes vertes, des fleurs et des massifs paysagers, a-t-il fait beaucoup de mal ? d'un seul coup d'un seul ? C'est une surprise, répète-t-on à la mairie. Un homme comme en voit beaucoup, un chef d'entreprise dynamique qui semblait avoir son personnel en main... A.

Le 17 juillet donc, M. Néron étrange sa compagne, Andréa Barre, au domicile de celle-ci à Pierrefitte (Seine-Saint-Denis). Puis il la jette dans l'Oise. Le lendemain, à 13 h 20, le corps est retrouvé, à hauteur d'un pont, à Mours (Val-d'Oise). L'enquête sera rapide, « pas très difficile », confie seulement les enquêteurs qui veulent garder leurs secrets. Fin juillet, M. Néron avoue. Il est inculpé d'homicide volontaire et seré par le juge d'instruction du tribunal de Pontoise chargé du dossier, M. Jean-Paul Valet.

EDWY PLENEL.

## La poire passe-crassane menacée de disparition dans le Val-d'Oise

Il aura suffi de quelques caisses d'emballage de fruits transportées des États-Unis en Europe pour introduire sur notre sol l'*Erwinia amylovora*, une bactérie qui menace aujourd'hui de faire disparaître l'une des plus célèbres poires d'hiver. (Le *Monde* du 15-9-1983).

Depuis l'an dernier en effet, le département du Val-d'Oise connaît une véritable explosion de « feu bactérien », une maladie qui détruit, en quelques mois, certaines essences de poiriers, dont la passe-crassane, mais aussi certaines variétés de pommiers et de plantes arborescentes. Un fléau qui risque de faire disparaître la moitié du vergier de l'Île-de-France, soit cinq cents hectares plantés en passe-crassane et menace dans leur activité plusieurs centaines d'arboriculteurs. « Le feu bactérien, c'est pour nous le coup de grâce », déclare M. Berthe, arboriculteur à Montigny. Nous étions déjà touchés par le prix exorbitant de la main-d'œuvre ; désormais, seuls les plus costauds d'entre nous tiendront. »

Il n'existe en effet actuellement aucun moyen de lutte contre le feu bactérien. « La seule solution », précise M. Jean Lebar, directeur départemental de l'arboriculture, c'est d'arracher et de brûler aussi vite que possible les arbres atteints, avant de les remplacer par des essences plus résistantes. Mais, précise-t-il, les essais effectués aux États-Unis avec ces nouvelles essences sont peu concluants ; les poires n'ont plus de goût. »

JACQUES LALLAIN.

## FOOTBALL

LA REPRISE DU CHAMPIONNAT DE FRANCE

## Prolonger l'« été de grâce »

Le championnat 1984-1985, dont le coup d'envoi sera donné vendredi 17 août, confirmera-t-il le renouveau du football français ? Jamais en tout cas les meilleures équipes n'ont disposé d'autant d'atouts pour ne plus faire de complexes vis-à-vis des grands clubs allemands, anglais, espagnols ou italiens. La rénovation des stades de l'Euro 84, la présence sur les terrains d'une pléiade de nouveaux champions d'Europe ou olympiques, le retour en première division d'équipes aussi prestigieuses que l'Olympique de Marseille et le Racing Club de Paris, devraient provoquer un succès de curiosité et, peut-être, transformer l'environnement d'une compétition qui perd régulièrement des spectateurs depuis plusieurs saisons.

Pour tenter de prolonger les effets de cet « été de grâce » vécu par le football français, les dirigeants de club n'ont pas lésiné sur les renforts. Malgré un déficit d'exploitation qui doit avoisiner les 100 millions de francs en première division, près de quatre vingt-dix transferts ou mutations ont été enregistrés.

Si tous les champions d'Europe sont restés fidèles à leurs clubs, deux médailles olympiques joueront sous de nouveaux maillots : l'ex-Nancéien Philippe Jeanol au Paris Saint-Germain et l'ex-Stéphanois Jean-Louis Zanon à Marseille. C'est au niveau des étrangers que les mouvements de joueurs sont les plus notables.

## Transfert record pour Chelena

Pour aborder leur première Coupe d'Europe des clubs champions, les Bordelais ont recruté l'une des grandes vedettes de l'Euro 84, le Portugais Fernando Albino de Sousa, plus connu sous le nom de Chelena. Ce transfert devait coûter aux Girondins quelque... 18 millions de francs pour un contrat de trois ans. C'est le plus gros transfert jamais réalisé par un club français.

Les douze autres nouveaux venus étrangers sont pour la plupart des attaquants, comme l'Allemand de l'Ouest Kelsch (venu de Stuttgart) à Strasbourg, l'Argentin Ramos à Nantes, l'Autrichien Niederbacher (Wargentin, Belgique) au Paris SG, les Britanniques Cunningham (Real

Madrid) à Marseille et Wallace (Nottingham Forest) à Brest, le Sénégalais Bocande (Seraing, Belgique) à Metz, ou l'Uruguayen Pedrucci à Laval. Trois milieux de terrain, le Danois Bertelsen (Seraing) à Rouen, le Néerlandais La Ling (Panathinaïkos) à Marseille, et l'Uruguayen Ramos à Lens, un arrière, le Yougoslave Stojkovic (Partizan de Belgrade) à Monaco, et un gardien de but, le Polonais Mlynarczyk (Lodz) à Bastia, complètent cette légion étrangère.

Toutes ces mutations ne devraient pourtant pas bouleverser la hiérarchie établie la saison dernière. Les Girondins de Bordeaux et l'Association sportive de Monaco, qui s'étaient disputés le titre jusqu'à l'ultime journée, partiront à nouveau favoris. Les Bordelais ont complété leur recrutement avec un international français, le gardien de but strasbourgeois Dominique Dropsy, tout comme les Monégasques qui ont fait venir l'avant-centre sochalien Philippe Anzani.

Cinq équipes paraissent capables de se mêler à cette lutte au sommet : le PSG, qui a également recruté le milieu de terrain autrichien Gérard Lanthier ; le Toulouse Football Club, qui a renforcé toutes ses lignes avec le défenseur argentin Taranini, le milieu de terrain lillois Didier Christophe et l'attaquant rennais Yannick Stopyra, et, avec un peu de réussite, l'Association de la jeunesse aixoise, le Football-Club de Nantes et le Racing-Club de Lens.

Le test le plus attendu est pourtant celui des Coupes européennes, où les clubs français, qui ne s'y sont plus distingués depuis plusieurs saisons, essayeront de confirmer le renouveau du football national. Le tirage au sort ne leur a pas été très favorable en les opposant à l'Atletico de Bilbao (Bordeaux), au Football-Club de Barcelone (Metz), au CSKA-Sofia (Monaco), au Sporting de Lisbonne (Auxerre) et aux Ecossais de Midlothian (PSG). Il appartiendra aux nouveaux champions d'Europe ou olympiques de faire partager à leurs équipiers cet esprit de conquête manifesté sous le maillot bleu.

GÉRARD ALBOUY.

## Les championnats de France de natation

Trois records de France ont été battus, mercredi 15 août, à la piscine Georges-Valléry (Paris-20<sup>e</sup>), à l'occasion de la dernière journée des championnats nationaux : Stéphane Caron et Sophie Kamoun ont amélioré leurs meilleurs temps sur la distance non-olympique de 30 mètres nage libre, tandis que Thierry Pata abaissait une nouvelle fois son record de 200 mètres brasse.

## MESSIEURS

50 m nage libre. - 1. S. Caron (Rouen), 23 s 59 (nouveau record de France. Ancien record : 23 s 67 par lui-même) ; 2. L. Viquet (Vittel), 24 s 28 ; 3. L. Neuville (Orsay), 24 s 51.

100 m nage libre. - 1. F. Iacono (RCP), 15 mn 49 s 07 ; 2. F. Host (Mulhouse), 16 mn 2 s 92 ; 3. M. Fou (Nice), 16 mn 3 s 24.

200 m brasse. - 1. T. Pata (Nantes), 2 mn 19 s 59 (nouveau record de France. Ancien record : 2 mn 20 s 05 par lui-même) ; 2. N. Bouchet (Toulouse), 2 mn 23 s 35 ; 3. C. Deneuville (Reims), 2 mn 25 s 62.

100 m papillon. - 1. X. Savin (Rouen), 57 s 41 ; 2. H. Estabier

(Nancy), 58 s 03 ; 3. L. Peterman (Mans), 58 s 09.

## DAMES

50 m nage libre. - 1. S. Kamoun (Cléchy), 26 s 60 (nouveau record de France. Ancien record : 26 s 68 par elle-même) ; 2. C. Azorin (CN Paris), 27 s 3 ; 3. L. Lacombe (Polydésie), 27 s 18.

100 m nage libre. - 1. F. Guil (Dinard), 9 mn 07 s 02 ; 2. B. Cousieu (Versailles), 9 mn 09 s 65 ; 3. C. Rabbe (Nantes), 9 mn 13 s 71.

200 m brasse. - 1. P. Louvier (Charleville), 2 mn 37 s 86 ; 2. M. J. Vetter (Wasselonne), 2 mn 38 s 06 ; 3. E. Deschryver (Dunkerque), 2 mn 41 s 84.

100 m papillon. - 1. C. Plewinski (Cluses), 1 mn 04 s 79 ; 2. V. Stéphan (Monettes Paris), 1 mn 04 s 98 ; 3. C. Supiot (Angers), 1 mn 05 s.

## A New York

## UNE CENTAINE DE BLESSÉS POUR LA PARADE OLYMPIQUE

New-York. - La « parade des confettis » que New York a réservée, mercredi 15 août, aux athlètes américains des Jeux de Los Angeles, a fait une centaine de blessés, dont six grièvement touchés à la tête ou à la colonne vertébrale. Ces personnes s'étaient jetées sur un échafaudage en bois qui s'est effondré avant le passage de la délégation américaine qui a défilé à pied derrière le maire de New-York, M. Ed Koch, depuis la pointe de Manhattan jusqu'à l'hôtel de ville. Selon la police, plus de deux millions de personnes s'étaient massées le long de Broadway pour suivre le défilé. - (AFP.)

## ÉDUCATION

## ADMISSIONS AUX GRANDES ÉCOLES (par ordre de mérite)

● École nationale des Chartes : M<sup>me</sup> et M<sup>lle</sup> Valérie Neveu, Sylvie Charon, Corinne Loyer, Marc Smith, Paul Mironneau, Hélène Viallet, Stéphane Sinclair, Isabelle Hastir, Jean-Maurice Berton, Christine Martinez, Nathalie Renier, Pierre-Yves Le Pogam, Benoît Julien, David Peyrère, François Rote, Patricia Gilles, Isabelle Moutin, Florence Genevois, Christèle Hardy, Pauline Klatz, Sylvie Aubenas, Arnelie Daumas.



Le Monde

# LIVRES

## En Italie avec André Suarès



\* Dessin de BERENICE CLEVEY

### Une visite chez Stendhal

ANDRÉ SUARÈS était un seigneur du verbe. Jean Faulkner ne s'y trompait pas qui lui écrivait le 16 mars 1940 : « Bien cher ami, non, je ne vous plaindrai jamais et je ne sais de quoi vous oseriez vous plaindre. Qui est plus libre que vous parmi tous les écrivains ? Plus libre de solliciter et d'académiser, plus libre de maître et de disciple. Mais vous ne savez pas que chacun vous jalouse au fond et voudrait être vous, et avoir ce ton où pas un mot n'est usé... »

Ce ton où pas un mot n'est usé... On le constate en lisant ce que dit le Condottiere sur le cher Stendhal. Suarès, passant par l'Italie, ne pouvait manquer de faire une visite au fantôme d'Henri Beyle et de se remémorer, d'imaginer la manière dont l'auteur de la Chartreuse ressentait l'existence : « Il vit pour vivre. C'est pour être lui-même qu'il aime et qu'il écrit. L'Italie est son climat, lui ayant paru que l'Italie est le climat le plus favorable à la vie. »

Quel charme dans ce chapitre du Voyage ! Tout le charme du Stendhal nous est rendu par la grâce d'un style passionnément complexe. Stendhal, comme Suarès, est très capable, pour se plaire à soi-même, de perdre deux ou trois fois les plus beaux hasards de sa carrière et les maîtresses cartes de la fortune. Ambitieux, il est au-dessus de toute ambition : voilà la bonne

manière, et non pas de détailler l'ambition, sans en connaître l'appétit mordant. « Se plaire à soi-même, ne se donner aucune raison de se mépriser, et, pour cela, avoir le courage de saisir les chances de bonheur qu'offre l'existence, en leur sacrifiant, s'il le faut, les plus beaux hasards de la carrière : telle est la morale stendhalienne. »

Ainsi, quand l'amour propre nous déconseille de nous lancer dans les entreprises de séduction, cette morale, ou mieux cet orgueil commande que l'on s'y jette. « Héros de la vie, comme Bonaparte, prince des héros, [Henri Beyle] veut toujours agir, écrit Suarès... Vivre de toutes ses forces, il n'est pas d'autre volonté pour l'homme bien né ; et c'est le seul moyen d'être heureux. L'homme n'a point d'autre bonheur que de posséder la vie, point d'autre devoir que de lui faire rendre tout ce qui est en elle... »

Stendhal avait « la passion d'être soi ». Cela entraînait la passion de se connaître, mais, tout aussi, celle de connaître le monde. Stendhal est avide de comprendre, parce qu'il est insatiable d'être soi, dit encore Suarès. Et, considérant la littérature comme le meilleur chemin de la connaissance, Henri Beyle écrivait pour comprendre davantage : pour multiplier sa vie... »

FRANÇOIS BOTT.

### Une âme libre

JUIN 40. Un homme de soixante-deux ans fait Paris en camion, vers la zone libre. Il n'emporte pas de bagages, hormis, posé sur ses genoux, un dessin de Rembrandt. Cette allégorie moderne du juif errant efface l'image du Condottiere ou le personnage sorti de la Fronde, tombé d'un piédestal dans notre époque mesquine. André Suarès, alias Cædral ou Ker-Enor, a eu son lot de médailles et d'injustices. Sa vie, une longue quête de la grandeur, mérite d'être restituée telle qu'elle fut : sons des allures parfois fantasques, elle suivit un « éternel appétit de s'accomplir ».

Suarès est né le 12 juin 1868 à Marseille. Son père, un courtier en café, descendait de juifs de Livourne et d'Alap. Sa mère, Aimée Cohen, d'une naissance obscure, était sans doute la fille d'un marin breton. Suarès ne cessa d'être tourmenté par ses origines, mais son désir d'assimilation ne résista pas aux chocs de l'histoire : il prit le

parti de Dreyfus et lança contre Hitler ses sarcasmes et ses accusations.

Dès son enfance, entre un frère, Jean, et une sœur, Esther, il s'est jugé différent, « obsédé, très secret, plein de mystères ». Sa mère mourut de tuberculose en 1875. Il quitta Marseille, la ville des rixes et des aventures qu'il décrit dans *Mar-siho* (1). A Paris, nourri de Platon, Dante et Homère, Suarès éblouit ses professeurs. Il devint aussi l'ami de Romain Rolland. En 1886, il entre à l'École normale supérieure, où il est, déjà, mis à l'écart et jaloux. Il échoue à l'agrégation d'histoire, peut-être volontairement. Lors d'une « nuit mystique » de septembre 1888, à Marseille, il a deviné sa vocation : la conquête du Moi absolu.

Après la mort de son père, en 1892, Suarès va parcourir l'Italie à pied. En cours de route, il prend des notes où il ébauche le *Voyage du condottiere*. De retour à Paris, il

publie son premier livre, les *Pélerinages d'Emmalis*, dont l'édition est financée en secret par Romain Rolland. Suarès survit avec l'aide de Jean et d'Esther, perqués de son génie.

### Un homme incapable de gagner de l'argent

A propos de François Villon, il a un jour expliqué son cas, celui d'un homme incapable de gagner de l'argent : « La grande vocation d'une âme libre est une raison de vivre si puissante qu'elle ne peut jamais s'accorder avec le besoin de gagner sa vie. » Des mécènes, Edouard Latil, la comtesse Murat, Jacques Doucet et Gabriel Cognacq se succédèrent pour que, jusqu'en 1939, Suarès se consacrer à son œuvre. Au cours de ce qu'il a appelé le « voyage de Protée à la recherche et à la conquête de l'esprit », il multiplia les volumes : autour d'une centaine,

sans compter des inédits, carnets, cahiers et correspondances.

L'année 1903 est décisive, avec la mort tragique de son frère et la rencontre d'Albertine Thomann, qui devient sa compagne. Suarès produit à la suite *Voici l'homme*, *Bouclier du Zodiaque*, *Sur la vie*, *Tolstoï vivant*, *Dostoïevski*, etc. Proche de Claudel et de Péguy, le condottiere est introduit à la *Nouvelle Revue française* par Coppen et, à partir de 1912, il y donne sa « Chronique de Cædral ». La guerre, qu'il avait prévue et redoutée, éclate. Jugé inapte, il dénonce les « boches », oubliant qu'il fut un « grand Européen », hostile à la barbarie mécanique des « rats gris-américains ».

RAPHAËL SORIN.

(Lire la suite page 11.)

(1) Rédigé par Jeanne Laffitte. (Marseille.)

### la feuilleton

« HISTOIRE DES FRANÇAIS - XIX-XX SIÈCLES »

## Les jongleurs et les petits-bourgeois

LES Français sont des gens impossibles ! Futiles, versatile, dévergondés, agiles... Leur histoire est une succession de guerres et de révolutions, de conquêtes et de défaites. Selon le mot de l'historien anglais du XIX<sup>e</sup> siècle Alison, les Français « changent de chefs et de souverains avec la même facilité qu'ils changent de mode. Au moindre coup de tête irréflectif, ils changent d'idées, de jurons, d'amours et de haines ». Cet observateur sévère ne croyait pas si bien dire : ne les voit-on pas, en ce moment même, furieux contre les chefs qu'ils ont élus triomphalement trois ans plus tôt et prêts à regretter ceux qu'ils ont chassés ? Quant aux changements « d'idées, de jurons, d'amours et de haines », l'actualité nous en offre chaque jour suffisamment d'exemples...

Cette image que les auteurs de l'*Histoire des Français* dirigée par Yves Lequin (1) mettent en tête de leur ouvrage en donnant la parole à un historien d'Oxford, Colin Lucas, a gardé toute sa vigueur. C'est ainsi que beaucoup d'étrangers nous considèrent encore — et que bien des Français se jugent eux-mêmes. Et pourtant, tout le travail rassemblé dans ces trois volumes, qui s'appuie sur les nombreux apports des nouvelles méthodes historiques, tend à donner une tout autre vision de la société française. L'envisageant sur la longue durée des deux siècles écoulés, ce travail fait ressortir tout au contraire les caractères profonds qui ont fait d'un pays agricole, morcelé, belliqueux et profondément inégalitaire une nation unifiée, développée, pacifique et démocratique. C'est là, dira-t-on, l'évolution commune de tous les pays européens. Peut-être. Mais il y a des traits spécifiques français qui apparaissent de façon surprenante lorsque, cessant d'avoir le nez sur l'événement, on prend un peu de recul historique.

Ainsi Maurice Garden nous rappelle que la concentration urbaine — et notamment parisienne — et le dépeuplement des campagnes, qui ont marqué de façon spectaculaire les trois dernières décennies,

par Frédéric Gausson

ont débuté dans les années 1850. De même, la baisse de la fécondité et le vieillissement de la population, qui nous désolent tant, ont commencé au début du XIX<sup>e</sup> siècle, au point que le baby boom de l'après-guerre — qui, fait curieux, s'est amorcé... dès 1942 — n'est qu'une parenthèse dans une très longue tendance, propre à la France du XIX<sup>e</sup> siècle.

Ce qui domine dans ces deux cents ans d'histoire, c'est la façon dont s'est constituée une collectivité de plus en plus homogène, intégrant des groupes sociaux et culturels au départ fort disparates. L'unité nationale s'est forgée par l'affaiblissement progressif des particularismes régionaux — même si ceux-ci connaissent des résurgences occasionnelles. — et aussi, comme le montre Jean-Luc Pinol, par la formation d'un Etat de moins en moins contesté et d'une administration remarquablement stable et efficace. Lorsqu'on a recensé les secousses périodiques, les révolutions et contre-révolutions, les affrontements politiques et idéologiques, on est frappé, en fin de compte, par la résistance des appareils politico-administratifs et des formes démocratiques de la société.

La capacité qu'a eue la société française d'absorber des communautés « marginalisées » (au point de constituer de véritables « contre-sociétés ») s'est manifestée particulièrement à travers deux exemples : celui de l'Eglise catholique, traumatisée par le souvenir de la Révolution, allié à la droite conservatrice et refusant la République, et celui de la classe ouvrière, longtemps exclue par sa misère et son déracinement de la collectivité sociale et politique. L'évolution des mentalités, la mise en place d'institutions démocratiques et l'élevation continue du niveau de vie ont permis que des positions apparemment inconciliables se rapprochent, que les fossés se comblerent.

Ces changements ne se sont pas en un jour et, dans notre pays, ils se sont accomplis lentement : la France s'est industrialisée après les autres pays d'Europe, et les inégalités sociales y sont demeurées plus fortes. La concentration capitaliste est restée relative, la petite propriété et la petite entreprise résistent mieux qu'ailleurs. L'un des ressorts profonds qui explique cette lourdeur est sans doute le rôle-clé joué par la famille. Louis Bergeron montre l'influence qu'elle a exercée dans la constitution du patronat, et Yves Lequin son importance dans la vie sociale et professionnelle des prolétaires et des boutiquiers. La famille est bien, avec la nation, la valeur de base de la société française.

Famille limitée, repliée sur soi, précautionneuse dans ses alliances, avide de propriété et de promotion, symbole du mathématicien et de l'esprit « petit bourgeois » propres à la société française. Pendant que les jongleurs de la mode, des lettres et de la politique tiennent le devant de la scène et distraient les étrangers, la France profonde des commerçants, des paysans, des employés et des patrons trime en silence, compte ses sous et se méfie du risque et de l'innovation.

Une telle attitude permettra-t-elle à la société française d'affronter la crise des années 80 ? La réponse dans deux cents ans...

\* HISTOIRE DES FRANÇAIS, XIX-XX SIÈCLES : tome I : UN PEUPLE ET SON PAYS ; tome II : LA SOCIÉTÉ ; tome III : LES CITOYENS ET LA DÉMOCRATIE, de Yves Lequin, Colin Lucas, Maurice Garden, Henri Monod, Ronald Heberich, Louis Bergeron, Jean-Luc Pinol et Pascal Ory. Armand Colin, 587 p., 623 p. et 523 p. 300 F chaque volume, 765 F les trois tomes.

(1) Voir l'entretien avec Yves Lequin dans « le Monde des livres » du 20 janvier.

Le Monde

RÉALISE CHAQUE SEMAINE

UNE ÉDITION INTERNATIONALE

spécialement destinée à ses lecteurs résident à l'étranger

Exemplaire spécimen sur demande



## lettres étrangères

## AMÉRIQUE LATINE

## Trois écrivains du Chili

Isabel Allende, Jorge Edwards, Maria Luisa Bombal

PENDANT très longtemps, l'ombre tutéaire de Gabriela Mistral et de Pablo Neruda, tous deux prix Nobel de littérature, a plané sur les lettres chiliennes, dont on proclamait à l'envi la vocation essentiellement poétique. C'était sans compter avec la tradition romanesque fortement ancrée dans ce pays depuis la fin du dix-

neuvième siècle et représentée par des auteurs aussi importants qu'Alberto Blest Gana, Eduardo Barrios, Manuel Rojas et, beaucoup plus près de nous, par José Donoso, Carlos Droguett ou Antonio Skarmeta. Deux récits et un recueil de nouvelles, récemment traduits, confirment cette tradition.

Plus qu'à l'histoire proprement dite, Isabel Allende fait appel à la mémoire collective chilienne, dont elle réanime, en les enrobant d'un halo magique ou épique, les grandes figures et les événements fondateurs : au détour d'un épisode, le lecteur identifie Salvador Allende ou Pablo Neruda, un dirigeant du MIR ou la silhouette d'un sénateur conservateur célèbre. Mais cette matière nationale est brassée dans un vécu quotidien souriant ou pathétique, restitué à travers les confessions, faites depuis l'au-delà, du chef du clan ou à travers les « cahiers » des différentes femmes de la famille.

Cette lecture d'un passé qui fascine d'autant plus qu'il tend progressivement à rejoindre un présent tragique et sanglant est émaillée de prédictions qui, dans la meilleure tradition du feuilleton, dramatisent périodiquement le récit. *La Maison aux esprits* est une tentative, pleinement réussie, de réinstauration d'une littérature populaire qui parle-

rait à tous de la marche d'une famille d'un pays vers un destin qui prend ici la dimension d'un holocauste.

Le Musée de cire, longue nouvelle de Jorge Edwards, se présente aussi comme une chronique — une chronique grignote, parfois aux limites du scarabée — prise en charge par un narrateur pluriel. Le Musée de cire restitue post mortem le naufrage existentiel d'un aristocrate qui avait présidé — durant de longues décennies, le Parti de la tradition, sans que sa charge exigeât de lui ni dissimulation ni démagogie d'aucune sorte.

Cette nouvelle est une allégorie féroce et troublante évoquant les rapports de classe, la sexualité, la création artistique et la violence. On se demande en refermant le livre si le personnage central, qui continuait à se déplacer au milieu de la circulation automobile dans un carrosse noir conduit par un cocher en livrée, mais qui n'hésitait pas à s'encanailier dans les tavernes populaires des bords du fleuve, n'est pas simplement une invention, un fantasme, qui aurait, au passage, projeté dans la réalité les créatures pétrifiées et obscures issues de son imagination et tourné en dérision sans le vouloir un système répressif pourtant soigneusement élaboré.

Il convient enfin d'applaudir des deux mains à la traduction des contes de Maria Luisa Bombal réunis sous le titre *Les nouvelles*. Disparue en mai 1980 à l'âge de soixante-dix ans, dans un oubli quasi général, Maria Luisa Bombal est l'auteur de très nombreux romans publiés au Chili en 1934 et 1938 et traduits chez Gallimard, dans la collection « la Méridienne », en 1955 et 1956, sous les titres respectifs de *La Maison du brouillard* et de *La Femme au linceul*, vers la fin de sa

## RUSSIE

## Un maître du symbolisme

« L'Œuvre au noir » à la manière de Valeri Brioussov

L'Œuvre au noir de Marguerite Yourcenar est supposé être en 1510, à Bruges. Le Ruprecht de Valeri Brioussov (1873-1924) est né à Trèves au début de 1505. Les lecteurs de l'Œuvre au noir, roman à peu près inconnu jusqu'ici dans notre pays et qui est de paraitre en traduction française avec plus de soixante-dix ans de retard, se persuaderont peut-être qu'il n'est ni vain ni artificiel de comparer ce livre de l'écrivain russe au célèbre *Œuvre au noir* de Marguerite Yourcenar. « Pour donner à son personnage fictif cette réalité spécifique conditionnée par le temps

Zénon est marqué par les Cahiers de Léonard de Vinci, par la pensée d'Ambroise Paré, de Paracelse et d'Erasmus. Ruprecht read visite à Agrippa de Nettesheim, il étudie Pic de la Mirandole, les alchimistes, découvre Erasme avec retard : « Nous reconnaissons nos propres opinions encore vagues dans l'impulsion comique d'Eloge de la folie, dans les Colloques, dans le puissant Triomphe de Venus et dans les Lettres des hommes obscurs, que nous limes plus d'une fois de la première à la dernière page et à quoi l'Antiquité n'a rien d'autre à opposer que Lucien. » Tour à tour marin, valet d'armes ou conquérant, Ruprecht est un disciple des humanistes que la rencontre d'une étrange femme, possédée par le démon, va entraîner dans l'univers de la sorcellerie. Renata rencontrée à Cologne se jette littéralement sur cet homme, croyant reconnaître l'ange Madril qui lui apparaît depuis l'âge de huit ans et qui lui interdit toute union charnelle. Renata contraindre Ruprecht à la chasteté dans son propre lit. Fiévreusement, Ruprecht tente de la délivrer, rend visite à une magicienne de Düsseldorf, rencontre le docteur Faust, échoue un moment chez les millénaristes de Munster, court les exorcistes, est entraîné au sabbat (2).

Au moment de participer au sabbat, Ruprecht apprend, non sans émotion, le détail des blasphèmes qu'il doit prononcer, les crimes qu'il doit perpétrer contre Dieu. « La tentation de curiosité, que Thomas d'Aquin appelle le cinquième des péchés mortels, s'était si impétueusement enflammée en moi que je demandai moi-même à Renata les moindres détails. » Bientôt, au festin démoniaque, les accouplements les plus hideux se déchaînent et « l'odeur invincible de la concupiscence » monte des enlacement contre nature.

Quelque chose d'ardemment scandaleux...

Abandonné par Renata après une fiévreuse quête dans les livres de magie, Ruprecht erre de gîte de hasard en antichambre de maître en magie. De son côté, Renata a cru retrouver en vain Madril sous les traits d'un comte autrichien tour de blanc vêtue. Réfugiée au couvent de saint Ulr, elle y découvre d'insolites scènes de possession démoniaque. L'archevêque de Trèves vient en personne exorciser le monastère. Renata est jugée, condamnée à mort, et refuse le plan d'évasion de ses deux soupçons : Ruprecht et le comte « blanc ». C'est le sommet du livre : prodigieux mélange d'érudition et de fiction, le procès en sorcellerie, les savants et tortueux interrogatoires du frère Thomas, les aveux, les accablés et de plus en plus ignobles de la victime, emportée dans un extraordinaire vortex d'autocritique, sont de grandes pages, équilibrées par le ton et les efforts du narrateur, car c'est Ruprecht qui a laissé un « manuscrit in-quarto de 208 pages sur papier bleu, les quatre dernières étant sans texte, relié en parchemin avec des fermetures ». Artifice de fiction qui est poussé par Brioussov jusqu'à l'extrême volupté de la stylisation, une stylisation « vieille allemande » élaborée en russe, c'est-à-dire menée au deuxième degré (et dont la traduction ne se tire pas mal).

L'Œuvre au noir n'est pas qu'une remarquable fantaisie historique, fondée sur une érudition fondue au feu de la création poétique. Les contemporains reconnaissent aisément les protagonistes de ce drame de chasteté démoniaque : Renata, c'était la poétesse Nina Petrovskaja, le comte « blanc » était le poète André Biely, Brioussov se cachait sous les traits de Ruprecht. Follement éperdue de Biely, Nina se heurta à l'« angélisme » du poète qui n'aurait que « la femme vêtue de soleil ». Un soir de 1905, Nina tira un coup de feu sur le tout jeune poète à l'entrée d'une conférence qu'il donnait au Musée polytechnique. Brioussov, qui adorait les poses et savait à merveille s'armer de satanisme, offrit son aide, et le recours à la magie noire : Nina s'éprit de lui ; il exploita la situation d'abord très humanement, puis littéralement. La pauvre Nina se désolait, puis s'enfuit à l'étranger (3).

et le lien — faute de quoi le « roman historique » n'est qu'un bal costumé réuni ou non — (l'auteur) n'a à son service que les faits et dates de la vie passée, c'est-à-dire l'histoire (1). » Brioussov aurait pu signer ces explications que donne Yourcenar. L'Œuvre au noir, paru en 1909, n'est pas un chef-d'œuvre fortuit, c'est « le chef-d'œuvre » conscient d'un maître du symbolisme russe pour qui la Renaissance, avec son tourbillon de luttes et sa soif mystique, était devenue une seconde maison.

incarnation attendue et ardente du symbolisme russe.

GEORGES NIVAT.

\* L'ÂGE DE FEU, de Valeri Brioussov, traduit du russe par Monique Lecoq-Monrozier. L'Age d'homme, 348 p., 95 F.

(1) Marguerite Yourcenar : note de l'auteur en postface à l'Œuvre au noir, p. 239.

(2) Les notes savantes de Brioussov qui montrent une belle connaissance tant de la littérature alchimique que du savoir théologique et scientifique de la Renaissance, et des travaux contemporains sur l'histoire (l'école de Charcot) forment une sorte de contrepoint savant et musical au texte lui-même.

(3) L'histoire de Nina est rapportée par le poète V. Khodassievitch dans son livre *Néropolis* (Bruxelles, 1929).

## ALLEMAGNE

## L'étrange roman

du mystérieux Franz Zeise

BATARD de Charles-Quint, élevé jusqu'à l'âge de seize ans dans l'ignorance de sa naissance, Don Juan d'Autriche, le vainqueur de Lépante, aimait répéter qu'il se tenait à l'abri de tout malheur qu'il ne devait qu'à son père, le comte de Saxe. Ce personnage énigmatique dont on se prétendait qu'il était le fils de la propre sœur de l'empereur, l'Armede, de Franz Zeise, ne ressemble à aucun des romans historiques qui envahissent en ce moment le marché.

Les circonstances dans lesquelles ce livre singulier est parvenu jusqu'à nous sont elles-mêmes mystérieuses. Qui était ce Franz Zeise, né en 1896 à Mielowitz, en Silésie, et dont on perd les traces en 1954, dans l'hypothèse où il se trouvait, en proie aux « ténébreuses d'une démi-démence » ? Toutes les archives biographiques le concernant ont été anéanties, nous dit-on, pendant la guerre. Par quel miracle ce roman a-t-il pu paraître en 1936, dans le Reich hitlerien ? L'éditeur Rowohlt aurait eu, paraît-il, en raison d'accointances avec les assassins de Rathenau, le privilège de publier des ouvrages non orthodoxes.

Même si l'un des chapitres porte en épigraphe une citation de Mussolini : « Quand je vais de l'avant, il faut me suivre ! Si je recule, il faut m'abstenir ! Et si je tombe, me venger ! », le portrait que trace Franz Zeise du vainqueur de l'Europe chrétienne une contre les infidèles est rien moins qu'édifiant. La folie, la mort et le sexe, tels sont les leitmotivs de ce récit de la carrière d'un ambitieux, dont le véritable propos est de nous révéler la vérité de toute ambition.

Le roman est écrit (et c'est ce qui nous le rend si fascinant) avec la précision visionnaire des tableaux d'un Jérôme Bosch ou d'un Goya. Réserve à notre tour au film extraordinaire qu'on pourrait en tirer.

JEAN-LOUIS DE RAMBURES.

\* L'ARMADA, de Franz Zeise, traduit de l'allemand par Jean Lecoq-Monrozier. Éditions du Sorbier, 272 p., 79 F.

## vient de paraître

## Histoire

GILBERT PROUTEAU ET HERVE LOUBOUTIN : *Les Enfants du pays*. — Ce livre évoque des personnages célèbres originaires de Vendée, région riche en révoltes de la plume ou de la politique. Abélard, Gilles de Rais ou Agrippa d'Aubigné y côtoient Charette ou Julien Gracq. « C'est un caractère régional que je dois le meilleur de mes qualités, le courage, l'obstination même, la combativité », disait Clemenceau. (Éditions du Terroir, 57, rue Emile-Zola, 79000 Niort, 430 pages, 86 F.).

RAYMOND CAZELLES : *Le Duc d'Almeida*. — À partir de ses écrits intimes et de sa correspondance, une biographie du fils de Louis-Philippe. Ce « prince aux dix visages » fut à la fois un « érudit », un « collectionneur », un « soldat », un « homme d'affaires ». Il fut aussi « l'ami de quelques-uns des plus belles femmes de son temps ». (Tallandier, 497 pages, 98 F.).

## Essai

THÉODORE QUONIAM : *François Mauriac, du péché à la rédemption*. — L'auteur retrace, à travers l'œuvre de François Mauriac, l'itinéraire spirituel de l'écrivain, dont « l'espérance dans la vie divine de l'Eglise est restée inébranlable ». (Téqui, 212 pages, 54 F.).

## Lettres étrangères

DAVID SHAHAR : *Trois contes de Jérusalem*. — À la suite de ces trois longs récits, on trouve une « conversation » de Shahar avec son éditeur : « Apprends, dit l'écrivain, c'est se reconnaître ». « Connaître, c'est développer ce qui est en nous ». (Traduit de l'hébreu par Madeleine Neige, seize photos de Jérusalem et de l'auteur par Yehoshua Glotman. Éditions Périple, 12, rue de Télégraphe, 75020 Paris, 206 pages, 50 F.).

## en bref

LE PRIX SAINT-SIMON a été décerné à Jean Mistler pour son livre de souvenirs *Le Jeune Homme qui rôt* (Grasset).

PARMI LES POCHES : « Folio » réédite le *Tratté des saisons* d'Hector Biancetti, prix Médicis étranger 1977. (Gallimard, traduit de l'espagnol par Françoise Rosset, 250 p.), tandis que la collection « Bibliothèque de la Pléiade » de la même maison réédite *Le Livre de l'Épave* de Sigmund Freud, qui avait paru pour la première fois en 1967 (Gallimard, 218 p.).

## psychologie en miettes

## Miroirs lacaniens



\* Dessin de CAGNAT

PERSONNE n'a jamais prétendu que la psychanalyse était une psychologie de caniche, mais on lui a parfois reproché de favoriser l'adaptation au détriment d'une attitude plus critique envers le monde et soi-même. Jacques Lacan, sur ce point, n'a pas cessé de s'opposer à Heinz Hartmann, dont Jones disait qu'il était « l'idole favori de Freud ».

On connaissait mal le parcours de Heinz Hartmann (1894-1970). Dans la dernière livraison d'*Œrnica*, un article de Jacques Adam, inutilement polémique mais bien informé, permet de combler cette lacune. Hartmann appartenait à la grande bourgeoisie intellectuelle viennoise, sa mère étant la fille du célèbre gynécologue Rodolph Chrobak. Lui-même épousa la petite nièce d'un autre médecin illustre, Joseph Breuer, et après avoir été en psychiatrie l'élève de Wagner-Jauregg et de Paul Schilder, il sera successivement analysé vers la fin des années 20, à Berlin, par Sándor Rado, puis à Vienne, entre 1934 et 1936, par Freud.

En 1938, c'est l'exil. A Paris d'abord, puis en Suisse et aux États-Unis, où Hartmann accède au plus haut titre et aux plus hautes fonctions de l'Internationale psychanalytique. Il serait cependant erroné, comme le souligne Jacques Adam, de faire naître sa théorie de l'ego psychology sur le sol américain ; elle existait déjà à Vienne, où Hartmann exploitait volontiers que la Moi avait une fonction non seulement défensive

mais également, et d'ambivalence, « adaptative ». Il ambitionnait de donner à la psychanalyse un statut scientifique, à mi-chemin entre la biologie et la sociologie, ambition qui séduisit notamment Jean Piaget.

État-ce, comme le pense Jacques Adam, « un entêtement de première classe pour la pensée freudienne » ? Lacan était-il justifié de condamner sans appel le conservatisme et l'éclectisme de ces « Münchhausen de la normalisation psychanalytique » que furent Hartmann et ses adeptes ? Questions qui semblaient bien oiseuses jusqu'à aujourd'hui et qui, avouons-le franchement, nous intéressent moins que le trajet accompli par ces disciples de Freud.

Dans le même numéro d'*Œrnica*, on lira également le texte d'une conférence d'Alain Juranville : « Psychanalyse et philosophie ». On se souvient peut-être qu'il y a dix ans, Juranville avait publié chez Denoël un essai plutôt indigeste sur la Physique de Nietzsche. Après Nietzsche, il s'est enrichi de Lacan et il vient de nous donner un énorme pavé sur Lacan et la philosophie qui réglera vraisemblablement les lacanomanes, mais dont la présentation succincte dans *Œrnica* a amplement suffi à mon bonheur.

Juranville appartient à l'espèce exécrable des inconditionnels. Il écrit : « Je dois dire que la formulation de Lacan n'est toujours apparue d'une rigueur conceptuelle admirable. Aucune proposition qui n'ait été absolument pensée. Un maître exceptionnel en philosophie ».

Laissons là ce prétre de la théorie et conseillons plutôt au lecteur moins ambitieux, et néanmoins curieux, de se procurer : *Les Complexes familiaux*, de Jacques Lacan. Publié pour la première fois en 1938 dans le tome VIII de l'*Encyclopédie française*, ce texte d'une centaine de pages constituait déjà une vigoureuse réplique aux thèses que défendait à la même époque Heinz Hartmann. Selon Lacan, le

Moi se définit par le narcissisme et n'a guère plus de consistance qu'un oignon, alors que pour Hartmann la maturation du Moi par rapport au Ça revêt un caractère essentiel.

Ajoutons pour la petite histoire que les deux hommes s'étaient rencontrés en août 1936 au Congrès de Marienbad où le Parisien présente une communication sur le stade du miroir, le Viennois traitant, pour sa part, du concept de santé mentale.

La santé mentale n'est certes pas ce qui préoccupait le plus Jacques Lacan. On lira sur ce point le témoignage pathétique d'un de ses anciens compagnons de route, le psychanalyste François Perrier, qui publie aujourd'hui : *Les Corps malades du signifiant*. Écoutons-le parler de Lacan : « C'était un homme exceptionnellement doué, et en même temps un historien, et quel qu'il soit un escroc de la pensée... » Ce que je ne pardonne pas à Lacan, même post mortem, c'est son jeu avec la déontologie psychiatrique et psychanalytique.

Dans un demi-siècle peut-être, comme l'historien américain, Paul Roazen, l'a fait pour les disciples de Freud, un historien français nous racontera froidement ce qui s'est réellement passé autour de Lacan. Gageons que son ouvrage n'aura rien à envier aux plus sanglantes *Série noire*. Et laissons la conclusion à François Perrier : « Lacan ne nous aura fait grâce de rien, même pas de lui-même ».

## ROLAND JACCARD.

\* ŒRNICA, été 1984, numéro 29. Ed. Navarin, diffusion : Seuil, 165 p., 50 F.

\* LACAN ET LA PHILOSOPHIE, d'Alain Juranville. PUF, 494 p., 185 F.

\* LES COMPLEXES FAMILIAUX, de Jacques Lacan. Ed. Navarin, diffusion Seuil, 112 p., 60 F.

\* LES CORPS MALADES DU SIGNIFIANT : LE CORPOREL ET L'ANALYTIQUE, SEMINAIRE 1971-1972, de François Perrier. Interédition, 317 p., 115 F.

صك زامن الأصل



## histoire

### Le destin de Montauban

#### • Les infortunes et les bonheurs d'une ville rebelle

DES trois « villes roses » du Midi aquitain : Albis, Toulouse et Montauban, cette dernière éveille le moins d'échos dans l'imaginaire de notre temps. Et pourtant, quel passé ! Aussi faut-il saluer l'initiative de l'éditeur toulousain Privat, depuis longtemps attentif à la richesse multiple de l'histoire locale française, qui a confié à une douzaine d'auteurs, coordonnés par Daniel Ligon, la rédaction de cette nouvelle *Histoire de Montauban* : huit siècles d'une histoire urbaine singulièrement contrastée.

Ici, pas d'origines antiques : la ville naît au XII<sup>e</sup> siècle d'un défi politique. En publiant sa charte de fondation, le comte de Toulouse cherche à se doter d'une position stratégique échappant à l'emprise de l'Eglise. Tracé au cordeau, le plan géométrique de la cité inspirera au siècle suivant une floraison de bastides et de villes neuves, elles aussi organisées autour d'une place centrale bordée de « couverts ».

Cette création urbaine planifiée est une réussite : la montée démographique du « beau Moyen Age » assure non essor, assez rapide pour soutenir efficacement Raymond VII contre les barons du Nord lors de la guerre albigeoise : c'est ici qu'il viendra en personne imposer son propre frère, traître à la cause de l'autonomie occitane.

#### La « Genève française »

Une épreuve plus terrible attend Montauban au XIV<sup>e</sup> siècle : la guerre de Cent Ans place la ville au cœur de l'affrontement entre le Languedoc français et l'Aquitaine anglaise. La ville balancée entre les armées rivales : le Prince Noir y fait réédifier un puissant château (qui forme aujourd'hui le sous-sollement de l'actuel Musée Ingres), avant que la cité ne se rallie au roi de Bourges, épuisée par les exactions des bandes rivales.

L'exode des papistes, après la défection de leur évêque saisi par la passion amoureuse autant que par les idées nouvelles, en fait la forteresse impenable du parti protestant entre Atlantique et Méditerranée. Comme à Genève, l'ascendant des ministres réformés se conjugue avec le rôle des institutions municipales, s'affirmant comme une véritable république urbaine avec laquelle doivent compter les grands seigneurs huguenots, tel Henri de Navarre. On comprend quel enjeu va représenter la cité lors de la « reconquête catholique » engagée par la monarchie au dix-septième siècle, de sa résistance héroïque au long siège mis par Louis XIII, en 1621, à l'humiliation de la communauté protestante scellée en 1685 par la révocation de l'Edit de Nantes.

Paradoxalement, après avoir abasé la ville rebelle, la monarchie lui donne, au dix-huitième siècle, les moyens d'une nouvelle expansion. Les artisans en sont autant les robins catholiques, dont la Couronne multiplie les charges, que les cryptoprotestants, dont s'affirme l'esprit d'entreprise. Ce centre industriel s'ouvre aux nouveaux raffinements de la vie urbaine, comme en témoigne l'activité d'un peintre-décorateur local, dont le fils, Jean-Dominique Ingres, est l'héritier de cet âge d'or.

#### Olympe de Gouges et Daniel Cohn-Bendit

A l'inverse, l'adhésion de la cité à la Révolution, qui y trouve un foyer ardent, précède son glissement vers un long siècle de sous-développement, dont les mécanismes sont finement analysés par François Grézes-Rueff. De la Restauration à la III<sup>e</sup> République, la vie provinciale est rythmée par les générations de notables, qui accaparent le pouvoir local en se réclamant tout à tour des régimes successifs.

Même si le réveil du vingtième siècle est moins nettement dessiné, voilà l'histoire d'une ville qui fait porter un regard neuf sur une histoire de France différente. Et tant pis pour quelques omissions : pour quel taire qu'y virent le jour l'épouse féministe Olympe de Gouges, morte à Paris sur l'échafaud, et un enfant de jadis allemand nommé... Daniel Cohn-Bendit ?

JEAN-PIERRE AMALRIC.  
\* HISTOIRE DE MONTAUBAN, sous la direction de Daniel Ligon. Privat, 360 p., 18 x 23 cm. Relié sans jaquette couleur, nombreuses illustrations, 200 F.

### Des révolutionnaires dans les baquets de Mesmer

#### • L'étrange réussite d'un charlatan viennois dans le Paris du XVIII<sup>e</sup> siècle

DES Lumières, Robert Darnton a surtout exploré les faces cachées. Après avoir dévoilé les dessous de l'aventure encyclopédique (1), il est allé arpenter les « bas fonds » de la république des Lettres et les chemins incertains de la réussite littéraire (2), là où le progrès est moins un concept qu'une ambition sociale, où le plus obscur se vend plus qu'elle ne se discute. Aujourd'hui, dans ce qui est en réalité son premier livre (malheureusement traduit assez approximativement), Robert Darnton exhume un des héritages les plus étranges et les moins connus du siècle de la raison : le mesmerisme, une doctrine, une mode, importée à Paris en 1778 par un médecin viennois en quête d'audience et de fortune.

Franz Anton Mesmer ne pouvait mieux choisir son public. Le Paris salonnais est la Mecque du merveilleux et de l'invisible, fasciné par la science au sens le plus large, mais aussi le plus vulgaire : voici un horloger qui promet de marcher sur l'eau ; de valeureux savants réfléchissent aux décharges électriques qui pourraient soulager la goutte, d'autres à des décrochages capables de remédier à l'incontinence.

A cet engagement un peu diffus, Mesmer apporte un éclat doublement spectaculaire : non seulement la respectabilité théorique, mais encore des promesses thérapeutiques qui ne laissent pas de séduire. L'univers, explique-t-il, baigne dans un fluide qui pénètre tout. Certaines maladies viennent justement d'un obstacle mis à la circulation de ce fluide. Mais en massant les « pôles » du corps — les doigts et le nez, par exemple — il est possible de rétablir l'équilibre magnétique de l'homme, son harmonie avec la nature, bref sa santé. Cette guérison passe souvent par des convulsions, pour lesquelles Mesmer a conçu une « chambre des crises », où l'on trouve des baquets remplis de limaille de fer et d'eau magnétisée, destinés à conserver le fluide qu'il faut appliquer sur les parties malades.

Que cette doctrine et ses élixirs aient pu faire sensation dans les salons les plus huppés, dans les gazettes et même dans les plus humbles caveaux du Palais Royal, ne surprend guère, explique Darnton, à une époque où les frontières entre la science et le « demi-savoir » demeurent floues. Le pouvoir de la raison étant devenu illimité, il n'est plus de secret de la nature que l'on ne croie pouvoir débaucher.

En 1934 de reprendre ses « Chroniques de Caubert », mais le sort et un caractère abrupt l'avaient écarté de la voie royale des lettres françaises et jeté au purgatoire.

« Etomante victime », c'est lui-même qui l'a dit, persécuté, Suarès fut souvent cruel et injuste avec ses contemporains. Ses formules pouvaient faire mal et faire mouche : Bloy, « ce coprophage qui fait métier de symboles et d'éjaculations mystiques » ; Bernanos, « dont l'esprit a le goût de la contre-faite, de méchant et de hideux » ; Proust, « l'écritain atteint d'hémophilie mentale ; mais dans son sang, il n'y a pas de globules rouges » ; Gide, « le Goethe des journaux ». Suarès eut des amis qui le consolèrent et qu'il estimait : Joyce, Unamuno, Rilke, Rouault, Bergson, et d'autres. N'empêche, il avait manqué le coche.

Malgré ces déceptions, il continue de publier beaucoup, chez Emile-Paul et Bernard Grasset, qui réussit à élargir le cercle, trop restreint, de ses fidèles. En 1925, dans *Présences*, Suarès donne un portrait singulier de Mussolini, le « Napoléon primaire », esquissant sa campagne solitaire contre le totalitarisme qui, sans l'éloigner de la poésie, va l'occuper désormais. Deux livres scandaliseusement oubliés, *Vues sur Napoléon* et *Vues sur l'Europe*, écrits avant 1936, montrent l'ampleur de son talent de pamphlétaire et sa lucidité. Suarès désignait les tyrans partout, de Rome à Moscou.

La « peste noire » le talonne. Il passe l'occupation à fuir et à se cacher, allant de la Creuse à la région lyonnaise. La paix revenue, vieux et malade, il travaille à son testament spirituel, le *Paraclet*, et meurt sans pouvoir l'achever, le 12 septembre 1948.

RAPHAËL SORIN.

### Ces messieurs d'Aix...

#### • Un portrait des parlementaires de Provence avant la Révolution

COMME l'écrit Michel Vovelle dans la préface de ce livre : « En s'attaquant au portrait collectif des parlementaires d'Aix-en-Provence, Monique Cubells est allée à l'essentiel ». A l'essentiel, certes, car Aix, qui abrita le Parlement de Provence jusqu'à la Révolution — avant de devenir le siège de la cour d'appel et de la cour d'assises, un centre universitaire et une étape touristique sur la route des usines à soleil — en garde encore des traces dans son architecture, ou dans ses ambitions culturelles, aussi bien que dans son refus obstiné d'une quelconque industrialisation.

Cependant, il serait dommage que des lecteurs se trompent sur cet ouvrage à la lecture de son titre : la *Provence des lumières*. Le sous-titre est plus exact : les *Parlementaires d'Aix-en-Provence au XVIII<sup>e</sup> siècle* ; il ne s'agit pas, en effet, d'une vie quotidienne d'Aix au XVIII<sup>e</sup>, mais de l'étude très fouillée d'un groupe social fortement structuré : Messieurs du Parlement. Ce groupe offre le double avantage d'être strictement délimité (286 personnes issues de 163 familles pour le XVIII<sup>e</sup>) et d'avoir laissé de nombreuses traces écrites de ses activités.

Monique Cubells a dépouillé de multiples documents : testaments et contrats de mariage, inventaires et certificats de généalogie, contrats de fermage et budgets domestiques. Tout ce matériel permet de se faire une idée assez précise de ces parlementaires qu'un proverbe provençal bien connu plaçait avec le mistral et la Durançe au rang des fleaux régionaux.

Il est impossible de résumer tous les domaines abordés (fortunes, composition des revenus, alliances familiales, cursus scolaire, etc.), mais citons tout de même un chiffre : « Sur 54 testaments où la tu-

telle des enfants mineurs est envisagée, 40 confient cette tutelle à l'épouse contre 14 à un autre membre de la famille, ce qui montre, comme le dit l'auteur, que le rôle de la mère pouvait être considérable. » La réalité féminine de l'Ancien Régime n'est chose si simple ni dénuée de paradoxes...

L'image qui nous est donnée de ces parlementaires ne bouleverse pas notre vision du dix-huitième, mais elle la nuance et l'enrichit. Les Messieurs d'Aix, agents du roi, qui d'une certaine manière « tiennent » la région mais ne semblent pas en très haute estime à la cour, défendent bien sûr une situation politique et fiscale dont ils tirent profit. Cependant leur gallicanisme les fait s'opposer à une Eglise dont ils ne perçoivent pas très bien qu'elle est la clef de voûte de leur système social et politique.

#### Le confort des bibliothèques

Cette noblesse parlementaire tièdement conservatrice, l'esprit légèrement engourdi par le confort de ses bibliothèques et de ses dossiers, semble plus soucieuse de défendre au jour le jour ses privilèges menacés que de penser l'avenir d'un régime qui disparaîtra comme par enchantement... Si le portrait de ces gens est essentiel, c'est non seulement pour mieux comprendre le dix-huitième siècle, son fonctionnement et ses contradictions, mais aussi pour que les voyageurs qui ne se contenteraient pas de passer à Aix puissent mieux voir une ville que ses parlementaires ont façonnée et que les deux siècles depuis lors écoulés n'ont pas fondamentalement transformée.

JACQUES BONNET.

\* LA PROVENCE DES LUMIÈRES. LES PARLEMENTAIRES D'AIX-EN-PROVENCE AU DIX-HUITIÈME SIÈCLE, de Monique Cubells. Editions Mols, 421 p., illustrations noir et couleur, 220 F.

Du 15 juillet au 20 août dans

**Le Monde**

Aujourd'hui

## GRAND CONCOURS SUR "L'ART ROMAIN"

100 PRIX EN LIVRES D'ART A GAGNER CHAQUE SEMAINE

Pour célébrer le 30<sup>e</sup> anniversaire de la collection « La nuit des temps », les Editions Zoédiaque organisent, avec la collaboration du Journal Le Monde, un grand jeu concours gratuit sur l'art romain : « Vacances Romaines ».

Pendant six semaines, à partir du 15 juillet, le Monde publiera dans son supplément du week-end, le Monde Aujourd'hui, dix questions sur l'art romain.

Ces séries de six questions formeront chacune un concours indépendant. Les lecteurs du Monde Aujourd'hui auront, chaque se-

maine, une nouvelle chance de gagner l'un des magnifiques prix en livres d'art offerts par les Editions Zoédiaque.

1<sup>er</sup> prix : collection complète - Nuit des Temps - 58 volumes

2<sup>e</sup> prix : collection des titres français - Nuit des Temps - 36 volumes

3<sup>e</sup> prix : collection complète Introduction à la Nuit des Temps - 9 volumes

et du 4<sup>e</sup> au 50<sup>e</sup> prix : un ouvrage d'art (1 ou 2 volumes) et du 51<sup>e</sup> au 100<sup>e</sup> prix : une plaquette « Itinéraire Roman »

Rendez-vous dans le Monde Aujourd'hui dès le 15 juillet.

**Le Monde / ZODIAQUE**

## histoire littéraire

### Une âme libre

(Suite de la page 9.)

Il a confié ses *Essais* à Gallimard, ainsi que *Trois Hommes* et *Portraits*. Il se croit l'égale de Voltaire, de Claudel et de Gide, mais le groupe de la NRF ne l'a jamais adopté. Gide, depuis le premier jour, assez

hypocritement, lui est hostile. En 1920, Suarès est exclu de cette « chapelle » qu'il dénonçait ensuite, comme il a dénoncé la Sorbonne, Jean Paulhan, qui l'admirait (il impressionna aussi Malraux et Drieu La Rochelle), lui demandant

#### Mythes et figures

RESTE, Achille, Ophélie, Job, Lazare, Don Juan ou Faust, ces mythes. Suarès les a remodelés dans son théâtre et ses poèmes. Ils lui permirent de se travestir et de se libérer. Avec eux, selon Yves-Alain Favre, qui présente un recueil d'études sur son « univers mythique », Suarès se donnait un moyen « d'illuminer son destin et de prendre sa revanche, par une sorte de compensation dans le domaine de l'art, sur les désagréments, les échecs et les malheurs de l'existence ».

En exhumant la *Tragédie d'Electre* et *Oraste* (1902), *Achille vengeur* (1907), *Athéna, Hérodiade*, etc., des œuvres achevées ou non, on retrouve ce qui a hanté Suarès : « réconcilier l'antique et la moderne ». Blessés et solitaires, les héros anciens l'ont aidé à définir sa propre souffrance. Il a même fini par s'inventer une identité surhumaine, celle de Caubert, le « condottiere de la beauté ».

Deux textes de Suarès, préfacés par Favre, ajoutent des figures aux mythes, celle de Goya, « au-dessus de l'art et de l'œuvre factice », et celle de la Compagne, dans un poème inspiré par Albertine Thomann qui partagea la vie du condottiere de 1902 à 1945.

Ce goût de la grandeur, des ténèbres et du néant, qui éloigna Suarès de ses contemporains et le rapproche des nôtres, devient bouleversant si, sous le masque de Goya, on devine que c'est encore son autportrait qu'il esquisse. « Avec toute la vie du monde, il entend susciter ce prodige unique : être l'homme, être soi et savoir que ce n'est rien. »

R. S.

\* CAHIERS ANDRÉ SUARES 3 : L'UNIVERS MYTHIQUE. In : « Revue des lettres modernes ». Minard, 220 p., 80 F.

\* POUR UN PORTRAIT DE GOYA, d'André Suarès. Rougerie (87338 Mézières-sur-Issoire) 92 p., 35 F.

\* LA COMPAGNE, d'André Suarès. In : « Poésie présente ». N° 47-48. Rougerie, 48 F.

\* Autres publications récentes : *POETIQUE* (Rougerie, 1980). *CE MONDE D'AMER* (Le temps singulier, 1980). *RÉCITS : TEMPLES GRECS MAISONS DES DIEUX* (Grail, 1980).

\* Rougerie fera paraître en septembre *L'ART ET LA VIE*, où l'on trouvera une correspondance inédite de Suarès. Des lettres de condottieri et d'Unamuno, Bergson, Monteberti, Paulhan, etc. Textes établis et préfacés par Yves-Alain Favre.



# LETTRES

## L'écrivain anglais J.B. Priestley est mort

« Je voudrais simplement dire ceci : tâches de vous amuser autant que vous le pouvez, essayez de profiter de la vie autant que vous le pouvez. » Ce fut le dernier message de John Boynton Priestley, interviewé la semaine dernière par la BBC en vue de la célébration de son quatre-vingt-dixième anniversaire, le 13 septembre. Le romancier et essayiste britannique est mort mardi soir 14 août à son domicile de Stratford-sur-Avon (Grande-Bretagne). Il s'est éteint paisiblement après quelques jours de maladie, a précisé son éditeur, William Heinemann.

Auteur d'une centaine d'ouvrages, romans, pièces de théâtre et essais, J.B. Priestley était aussi connu pour ses prises de position politiques. Avant la seconde guerre mondiale, il déplorait l'attitude de l'Angleterre qui, selon lui, « minimisait le danger nazi ». Pendant la guerre, son émission hebdomadaire le dimanche à la BBC avait rendu sa voix - aussi célèbre que

celle de Churchill. Enfin, depuis plusieurs années, il militait pour le désarmement nucléaire; il avait été l'un des membres fondateurs de la CND (Campagne pour le désarmement nucléaire) en Grande-Bretagne.

C'est son deuxième roman, *the Good Companions* (les Bons compagnons), publié en 1929, qui avait permis à Priestley d'accéder à la célébrité internationale. Traduit en de nombreuses langues, ce livre a été adapté au cinéma. Priestley en a tiré une pièce de théâtre et, en 1957, on en a fait une comédie musicale. Ce livre, dans la tradition de Dickens, retraçait l'aventure de Mr. Oakroyd, ouvrier charpentier au chômage, qui, un jour, abandonne sa famille, sa ville, et s'en va sur les routes. Il fera la rencontre d'une vieille fille et d'un jeune maître d'école. Les trois personnages deviennent inséparables et se mêlent ensuite à un groupe de musiciens. J.B. Priestley dépeignait les fortunes, les infortunes, les jours gris ou les triomphes de ces *Bons Compagnons*. Ce roman pittoresque, très divertissant, fut accueilli avec beaucoup de faveur par le public. Avec moins d'enthousiasme par la critique.

En 1960, l'essai de Priestley *Literature and Western* (la Littérature et l'homme occidental) - une étude sur la littérature européenne du Moyen-Âge à nos jours et sur la littérature américaine - lui a permis d'être reconnu comme critique. Ce livre promène le lecteur d'un coin à l'autre de l'Europe, d'une époque à l'autre. On y croise les fantômes de Shakespeare, Cervantès, Goethe, Hugo, Dickens...

J.B. Priestley était né le 13 septembre 1894 à Bradford (Yorkshire). Dès l'âge de quinze ans, il avait travaillé comme employé de bureau. Pendant la première guerre mondiale, il s'engagea et fut blessé trois fois. Après la guerre, il fit des études à Cambridge et enseigna la littérature anglaise pendant quelques

temps avant de décider de se consacrer à l'écriture. Célèbre dès le succès des *Bons Compagnons*, Priestley ne cessa plus d'écrire et se caractérisa par son éclectisme. Des poèmes aux séries télévisées, aucun domaine ne lui resta étranger. Après la grande dépression, il publia *English Journey*, qui vint d'être réédité.

Priestley se décrivait comme « un gauchiste avec un brin d'anarchisme », « un socialiste sur le mode libéral anglais ». Il avait refusé de devenir pair du royaume, de siéger à la Chambre des lords, mais avait accepté d'être décoré en 1977 par la reine Elisabeth II de l'ordre du Mérite. « Tout cela est venu trop tard », affirmait-il cependant. En revanche, il s'enorgueillissait avec humour d'avoir été couronné « fumeur de pipe » de l'année. Il fut marié trois fois et eut quatre enfants.

Avec sa pipe et son visage rond, « une pomme de terre avec des sourcils », disait-il, il professait une philosophie du plaisir et un amour bourru de l'Angleterre. « Je crois que l'Angleterre va survivre et mériter de survivre », déclarait-il lors de son quatre-vingt-septième anniversaire. « Nous sommes des gens particulièrement gentils, notre peuple est essentiellement libéral, tolérant, plein d'humour, et c'est ce dont le monde a besoin actuellement. Il n'a pas besoin de plus de fanatisme, d'intolérance, de violence et de cruauté; il en a déjà bien assez comme ça. »

### Livres disponibles en français

- La Littérature et l'homme d'Occident, Gallimard.
- Soudain une ville, Aubier-Flammarion.
- Le Trente et un juin, Lafont.

## PRESSE

● L'opposition du Syndicat de la presse marocaine à l'impression de journaux étrangers par fac-similé. - Le Syndicat national de la presse marocaine (SNPM) aurait l'intention d'introduire un recours devant la Cour suprême de Rabat contre l'autorisation donnée par le gouvernement à quatre quotidiens français - le *Figaro*, *France-Soir*, *Paris-Turf* et *l'Equipe* - d'imprimer directement leurs éditions par fac-similé à Casablanca (*le Monde* du 28 mars). Une action analogue devant la Cour suprême a déjà été intentée contre l'autorisation dont bénéficie le quotidien saoudien basé à Londres, *Al-Sharq Al-Awsat*, que le SNPM estime « conforme ni à l'esprit ni à la lettre du code de la presse ». - (AFP.)

# LE CARNET DU Monde

## Décès

- Colomb-Béchar, Paris. M. Raphaël AMOUYAL et son fils Richard, M. et M<sup>me</sup> René Amouyal, M. et M<sup>me</sup> Robert Amouyal, M. et M<sup>me</sup> Roger Amouyal, les familles Tordjman, Amouyal, Ben-saboun, Amar, Benichou.

ont la douleur de faire part du décès de leur très chère et regrettée épouse, mère, grand-mère et sœur,

**M<sup>me</sup> Raphaël AMOUYAL**, née Rachèle Tordjman.

survenu le 14 août 1984.

Les obsèques auront lieu jeudi 16 août. La levée de corps aura lieu à 15 h 30, hôpital Saint-Antoine (23, rue de Chaligny, 75012 Paris), suivie de l'inhumation au cimetière parisien de Pantin, à 16 h 15.

Ni fleurs ni couronnes.

22, rue Charles-Baudelaire, 75013 Paris.

- On nous prie d'annoncer le décès de

**M. Jean-Charles DUPLESSIS-KERGOMARD**, officier de la Légion d'honneur, ancien administrateur en chef des affaires d'outre-mer.

De la part de : M<sup>me</sup> Maurice Duplessis-Kergomard, sa belle-sœur, M. et M<sup>me</sup> Max Rives et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> Claude Bay et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> André Caquot et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> Olivier Ranson et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> Denis Ranson et leurs enfants, ses neveux et petits-neveux.

Les obsèques ont eu lieu le 14 août 1984 dans l'intimité.

22, avenue de l'Observatoire, 75014 Paris.

**TENNIS A PARIS CET ÉTÉ**

**TENNIS FOREST HILL**  
Pres d'Orléans, Ixy  
Aubervilliers, la Défense  
Fontenay-aux-Bois, Meudon

**STAGES INTENSIFS**  
2 à 20 heures par cours et semaine

**734-36-36**

**M. Fernand FOURGON**, chevalier de la Légion d'honneur, commandeur dans l'ordre des Palmes académiques, commandeur dans l'ordre de la Santé publique, inspecteur honoraire des Instituts nationaux des jeunes sourds, inspecteur des études à l'École nationale de la santé,

survenu le 7 août 1984, à l'âge de quatre-vingt-un ans.

L'inhumation a eu lieu à Annecy (Haute-Savoie), le 10 août 1984.

- Le président, Le conseil d'administration de l'Œuvre du Perpétuel-Secours, la direction, Le corps médical Et le personnel de l'hôpital Notre-Dame-du-Perpétuel-Secours,

ont la tristesse de faire part du décès de

**M. Gérard FROMENT-MEURICE**, officier de la Légion d'honneur, officier de l'ordre national du Mérite, croix de guerre croix du combattant volontaire 1914-1918, président d'honneur de l'Association,

survenu le 7 août 1984, à Peugny, 22150 Moncontour.

- M<sup>me</sup> Nicole Letessier-Selvon, née Châteauneuf, Dorothée, Charlotte, Alice et Pauline Letessier.

Sœur Madeleine Letessier, M. et M<sup>me</sup> Pierre Letessier, M<sup>me</sup> Simone Hasquenoph, M. et M<sup>me</sup> Claude Guindollet, M. et M<sup>me</sup> Michel Letessier, M. et M<sup>me</sup> Paul Letessier,

ont la douleur de faire part du décès de leur mari, père, frère et beau-frère

**M. Jean LETESSIER-SELVON**,

survenu à Saint-Maur-des-Fossés, le 13 août 1984, dans sa soixante-quatrième année.

L'incinération a eu lieu dans l'intimité familiale au Columbarium de Saint-Denis.

Cet avis tient lieu de faire-part.

8, avenue des Marronniers, 94100 Saint-Maur-des-Fossés.

(Le Monde du 16 août.)

- Nancy, M. et M<sup>me</sup> Jacques Prêcheur, M. et M<sup>me</sup> Michel Prêcheur, M. et M<sup>me</sup> Jean-Marie Prêcheur, M. et M<sup>me</sup> Gérard Prêcheur, M. et M<sup>me</sup> Paul Robaux, ainsi que leurs enfants, Sœur Anne-Marie Grosjean,

ont la douleur de faire part du décès de

**M<sup>me</sup> veuve Hubert PRÉCHEUR**, née Colette Grosjean,

survenu le 15 août 1984, en son domicile.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 17 août, à 14 h 15, en la basilique du Sacré-Cœur de Nancy.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Mirocourt.

- M. Boris Schreiber Et sa famille,

a la douleur de faire part du décès de sa mère,

**M<sup>me</sup> Wladimir SCHREIBER**, née Eugénie Markovitch,

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

- On nous prie de faire part du décès de

**M<sup>me</sup> André VALERIO**, professeur honoraire au lycée Molière,

survenu le 10 août 1984.

La cérémonie religieuse a eu lieu dans l'intimité familiale, à Saint-Germain-en-Laye, et l'inhumation, au cimetière de Gentilly.

## Anniversaires

- Pour le dixième anniversaire du décès de

**M<sup>me</sup> Max BHAVSAR-RUFFIN**,

Une pensée affectueuse est demandée à ceux qui l'ont connu et aimé.

- Pour le huitième anniversaire du rappel à Dieu du

docteur Jacques CABASSON, maître de conférences agrégé, médecin des hôpitaux (CHU de Montpellier-Nîmes),

Que ceux qui l'ont connu, apprécié et aimé aient pour lui, en ce jour du 17 août 1984, une pensée fidèle.

Nos abonnés bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

# RADIO-TÉLÉVISION

Jeudi 16 août

## PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20 h 35 **Passeport pour la forme.** Aux *Almadies* (Sénégal), un show présenté par Sydney, avec Dominique Lavanau, Fred Beauchêne, Axel Bauer, Sacha Distel, Karen Chéryl, etc. : musique et sport.  
21 h 35 **Faustillon : Docteur Teyran** : le meurtre. Scénario R. Sullivan, réal. J. Chapot, musique C. Bolling, Avec M. Piccoli, N. Alari, P. Bardet... Dans la famille Teyran - père chirurgien, mère écrivain - tout va bien et tout le monde « se dit tout », jusqu'au jour où la fille - étudiante - tombe amoureuse d'un truand; on en retrouve celui-ci poignardé dans un anseur; où le docteur Teyran lui-même est soupçonné.  
23 h 5 **Journal.**  
23 h 20 **Vivre en poésie.** Émission de J.-P. Romy.  
Humour en poésie dans « Complainte amoureuse » d'Alphonse Allais et Christophe dans « Fudeur » d'André Fréjola; Jean-Pierre Tour chante « Le Mot et la Chose » de l'abbé de l'Attaignant.

## DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

**SOIRÉE BELGE.**  
20 h 35 **Club des télévisions du monde (RTBF) : Le tribunal des sept.** Téléfilm de P. Kinnert, réal. J.-L. Colman. Le cadavre d'une petite fille violée et étranglée est retrouvé dans un bois. Le tribunal des sept entre en action : l'assassin aura les yeux crevés... La police enquête. Le téléfilm pose la question de la justice privée, populaire. Ce n'est pas l'intéressant, pas l'inculpable non plus.  
22 h 10 **Diversité : Course de l'invité.** Une course de brouettes à la manière des *Vingt-Quatre Heures du Mans*.  
22 h 18 **Variétés : Supercool.** Programme de variétés présenté et animé par Plastic Bertrand et réalisé par Léo Quillon. Avec Gazebo, Michel Fugère, Greak Machine, Jo Lemaire, Duran-Duran...

## TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

23 h 20 **Journal.**  
23 h 40 **Bonsoir les clips.**  
20 h 35 **Téléfilm : Le Lieutenant du diable.** De J. Goldschmidt, d'après le roman de M. Péguy (1<sup>re</sup> partie). A Vienne, dans les années 10, un scandale éclate dans l'armée impériale austro-hongroise : le capitaine d'état-major Mader est assassiné, et le coupable présumé est un officier, le lieutenant Dorfrichter. L'enquête se heurte à la rigidité du cadre militaire. Les interrogatoires se succèdent interminablement ! Le jeu théâtral des acteurs suit la peinture de ce monde en proie à la décadence.  
22 h 15 **Journal.**  
23 h 35 **Prélude à la nuit.** Trio opus 87 en ut mineur, de Brahms, par M. Lefebvre au violon et Robert Bex au violoncelle, accompagnés par Armand Bex au piano.

## FRANCE-CULTURE

20 h 30 **La Chantreuse du XIV<sup>e</sup> siècle.** Vidéo, de R. Pivin. Avec A. Cury, M. Eynaud, S. Pivin...  
22 h 15 **La crise aux confins du monde : Chine.**  
23 h 30 **Bouillabaisse : le remède.**  
23 h 40 **Place des étoiles.**

## FRANCE-MUSIQUE

20 h 35 **Bruckner : Quintette à cordes en fa majeur.**  
21 h 15 **Concert (cycle d'échanges franco-allemands),** donné le 4 mai au grand auditorium de la Fondation Gulbenkian de Lisbonne : Chessed II et Streit, pour deux orchestres, de Nemes; Monodrame, pour violoncelle et orchestre de Râm, par l'Orchestre symphonique de Suwestfunk, sous la direction de L. Platt et B. Rempke; soliste : Siegfried Palm, violoncelle.  
23 h **Les soirées de France-Musique :** *Flûtes et coloris*, œuvres de Schubert, Stravinsky, Bach, Varèse, Brahms, Ravel, Mozart, Mahler.

Vendredi 17 août

## PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

11 h 30 **TF 1 Vision plus.**  
11 h 55 **Quarante ans déjà.**  
12 h **Bonjour, bon appétit.** Magazine de Michel Oliver.  
12 h 30 **Consommer sans pépinière.**  
12 h 32 **Cocktail maison.**  
13 h **Journal.**  
13 h 30 **Série : Madame Columbo.**  
15 h 20 **Santé sans nuages.**  
16 h 30 **Croque-vosances.**  
18 h **Série : Eh bien d'accord maintenant.**  
18 h 20 **Série documentaire : l'Art au monde des ténébères.**  
19 h 15 **Emissions régionales.**  
19 h 38 **Point : Prix vacances.**  
19 h 40 **Ces chers disparus :** Francis Blanche.  
20 h **Journal.**  
20 h 35 **Variétés : Les pianistes de bar.** Série d'André Halimi. Aujourd'hui, les pianistes anonymes qui font les beaux soirs des bars et des grands hôtels parisiens. (Rediffusion.)  
21 h 35 **Un certain regard : le Solitaire de Villa d'Avray.** Série d'émissions réalisées par J.-Cl. Bringer. Deuxième volet de l'histoire consacrée au biologiste, écrivain, pamphlétaire, moraliste. Dans sa maison pleine de souvenirs, Jean Rostand évoque sa vie, son père (« je ne suis pas guéri de mon père »), ses révoltes d'adolescent, ses premiers ouvrages (la Loi des riches, le Retour des pauvres, Tandis qu'on souffre encore). Un portrait-document de l'homme disparu en 1977.  
22 h 30 **Temps X : la quatrième dimension.** Émission d'I. et G. Bogdanoff.  
Le visage hideux de Janet Tyler va-t-il redevenir normal après l'opération ?  
23 h **Journal.**  
23 h 15 **Les Tympans fêlés.** Émission de J.-F. Bouquet : *Le hard-rock.*

## DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

10 h 30 **Antiope.**  
12 h **Journal** (à 12 h 45 et 18 h 40).  
12 h 5 **Muppets Show.**  
12 h 30 **Faustillon : Les amours de la Belle Époque.**  
13 h 35 **Série : voyages au fond des mers.**  
14 h 25 **Aujourd'hui la vie.** Ils voulaient un château. Un reportage sur ceux qui, par héritage ou coup de cœur, font vivre des demeures.  
15 h 30 **Série : Akagera.** La nuit du cyclope.  
16 h **Sports été.**  
18 h **Réoré A 2.** Yakari : Le petit écho de la forêt; Superbug; Latale et Lilié.  
19 h 50 **Jeu : Des chiffres et des lettres.**  
19 h 15 **Emissions régionales.**  
19 h 40 **Le théâtre de Boulevard.**  
20 h **Journal.**  
20 h 35 **Série : Nummohom.** L'île aux requins, réal. B. Vallat. Avec M. Adorf, A. Causse.  
Le phare de Lampione s'est éteint, ce qui risque de provoquer des accidents en mer. A contre-cœur, Gino accepte d'aller l'approvisionner en gaz. Le travail se révèle difficile à cause des requins. Tout se passe à l'aventure dans cette série (le cadre, le personnage de l'oncle Gino), sauf l'histoire qui tourne à l'eau dès qu'arrivent les personnages féminins.  
21 h 30 **Apostrophes.** Magazine littéraire de B. Pivot. Sur le thème : *flâneries et escapades*, sont invités : Jean Chalon (Un amour d'arbre), Marcel Jullian (Châteauneuf mon soleil), Jean Plumyène (Trajets parisiens), Jacques Reda (l'Herbe des talus), Jean-Noël Schifano (Chroniques napolitaines).  
22 h **Journal.**  
23 h **Ciné-été : le Maître nageur.** Film français de Jean-Louis Trintignant (1978), Avec G. Marchand, S. Sandrelli, J.-C. Brialy, Moustache, J. Trintignant, C. Marquand (Rediffusion). Une fille d'émigrés italiens rencontre, à Roubaix, « l'homme de sa vie », un champion de charme minable. Ils s'en vont sur la Côte d'Azur et le champion devient maître nageur privé d'un milliardaire paralytique imposant tous ses caprices. D'après un roman de Vahé Katcha, une comédie d'humour noir insolite. La mise en scène dérape parfois. Guy Marchand, en « premier rôle », est très étonnant.

## TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

19 h 3 **Jeu littéraire : Les mots en tête.**  
19 h 15 **Emissions régionales.**  
19 h 40 **Musiques tziganes.** Quelle différence entre tzigane-gitan et tzigane-russe ? Témoignages et chansons.  
19 h 55 **Dessin animé : L'inspecteur Gadget.**  
20 h 5 **Les Jeux.**  
20 h 35 **Vendredi : le meurtre de fait et de droit ?** Magazine d'information d'André Campana. (Rediffusion.)  
Le procès sans complaisance, solide, admirablement constitué, de l'ensemble du système d'aide aux pays en voie de développement. Lionel Rostand a enquêté dans les institutions internationales, auprès des gouvernements qui ont la responsabilité de l'élimination de la malnutrition. Il a examiné le rôle des structures qui dominent le marché mondial. Un travail journalistique comme on en voit peu à la télévision et qui avait déclenché un courrier si important qu'André Campana avait organisé ensuite un débat pour parler des solutions possibles (débat télévisé).  
21 h 30 **Série : Mazarin.** « Les enfants qui s'aiment », de Pierre Leloux, réal. P. Cardinal, avec F. Pélissier, M. Sarcey, S. Bory... (Redif.).  
Le roi tombe amoureux de la nièce du cardinal, Marie Mancini, ce qui contrarie doublement Mazarin.  
22 h 25 **Journal.**  
22 h 45 **Prélude à la nuit.** Deuxième soirée pour violon et piano, de Bela Bartok, par Dominique Pouty au piano et Anne-Marie Binet de Borghison au violon.

## FRANCE-CULTURE

7 h **Matinales : bestioles.**  
7 h 30 **Bonne de nuit.**  
8 h **Paroles et écrits du bocage.**  
9 h 5 **Un pays, une histoire, à la recherche d'une écriture perdue : Champollion et les hiéroglyphes.**  
9 h 35 **Musique : savoirs de savaune.**  
10 h **Jacques Cartier, le voyage imaginaire (1534-1984).** Musiques : dérivés des continents.  
12 h **Pasarela.**  
13 h 30 **Faustillon : le Crime d'Orival.**  
14 h **La publicité et l'édition.**  
15 h 3 **Embarquement immédiat : la Norvège.**  
15 h 30 **Musique : Brésil.**  
16 h 30 **Promenades ethnologiques en France : la rosière de Nanterre.**  
17 h 30 **Extrêmes-Arts plastiques :** avec Georges Jeanclos.  
18 h **La seconde guerre mondiale : le reflux (1943-1944).**

19 h 20 **Blues notes : in the blue sky.**

19 h 30 **La femme et la plante : la fille du palmier.**

20 h **Blaise Cendrars, poète intercontinental.**

20 h 30 **L'opérette c'est la fête : l'opérette viennoise (l'âge d'or).**

21 h 30 **Extrêmes et souvenirs - pris dans une mémoire.** avec P. Lorenz et M. Bô.

22 h **La crise aux confins du monde : Chine.**

23 h **Bestiaire : l'alcôve.**

23 h 20 **Musiques tziganes.**

23 h 40 **Place des étoiles.**

## FRANCE-MUSIQUE

2 h **Les maîtres de France-Musique.**  
7 h 7 **Petit matin :** œuvres de Vivaldi, Cimarosa, Scarlatti, Paganini, Rossini, Clementi, Hoffmeister...  
9 h 5 **Le matin des musiciens :** Aspects de Glenn Gould, œuvres de Gibbons, J.-S. Bach, Brahms, Beethoven...  
12 h 5 **Concert** (donné le 14 septembre 1983), œuvres de J.-S. Bach, Heiller, Hindemith, par Monika Henning à l'orgue.  
13 h 30 **Huanc.**  
14 h 4 **Repères contemporains : Othana.**  
15 h **Carte blanche à :** Clara Schumann.  
18 h 5 **L'Héritage d'Arthur Schnabel,** œuvres de Beethoven, Schubert.  
19 h **Le temps de jazz : Le jazz en famille : Le poivre et le soleil.**  
20 h **Avant-concert : Luciano Berio, Folk-songs.**  
20 h 20 **Concert :** (cycle d'échanges franco-allemands) émis de Baden-Baden : « Venise populi, offertore, K. 260 », de W.A. Mozart et « Symphonie n° 2 en si bémol majeur Lobosang », de Mendelssohn, par l'Orchestre symphonique de Baden-Baden, sous la direction de H.M. Schneidt, les chœurs de la radio de Cologne, direction H. Schernus, les chœurs de la radio de Berlin, direction U. Gronoszy, solistes C. Anhorn, M. Venuil, J. Protschka.  
22 h 15 **Les soirées de France-Musique :** œuvres de Berio, Janacek, Don Gillis, J.-S. Bach : 2 I.00, musiques traditionnelles (musiques savantes du Maroc).

صكزامن الاصل



# Le Monde

# culture

## CINÉMA

« FRANKENSTEIN 90 », d'Alain Jessua

### Un monstre en or

Faut-il être plus royaliste que le roi et, pour une fois, chercher dans un film d'Alain Jessua des intentions qu'il n'a pas voulu y mettre ?

Le cinéaste revient, après tant d'autres, au mythe de Frankenstein, un projet qu'il nourrissait de longue date mais qu'il traite sur le registre comique sans pour autant tomber dans la parodie, même inspirée, comme Mel Brooks avec *Frankenstein Jr.* Pour Mel Brooks tout finit par des chansons ou du moins par un état de rire. Le sourire de Jessua est infiniment plus nuancé.

Le monstre, la créature sortie du cerveau d'un savant en délire, est extérieurement fidèle au modèle, au Boris Karloff de James Whale dans la *Frankenstein*, de 1931. Sans copier, trait pour trait, le maquillage de Karloff, Eddy Mitchell, qui interprète la nouvelle créature, est aussitôt identifié par rapport à l'original.

Mais en choisissant Eddy Mitchell, pour le rôle principal, et Jean Rochefort, pour celui du savant qui veut recréer le vie, Victor Frankenstein, en écrivant son adaptation spécialement pour eux, Jessua trahit déjà les limites et l'ambition de sa fable. Nous avons devant nous deux êtres familiers, de bons Français moyens vivant l'inévitable dans la France douillette d'aujourd'hui. Derrière les facéties réjouissantes des deux acteurs, le metteur en scène

perçoit un sens bien contemporain, nous parle au présent, ici et maintenant.

Carveau d'enfant mais programmé comme un ordinateur, Frank, le monstre, monte vite en grade, veut goûter à tous les plaisirs de l'existence. Sa turbulence passagère ne l'empêche pas de garder les pieds sur terre. Il découvre l'amour et, à la fin, séduit l'épouse du savant qui doit se contenter de la monstrueuse aux formes rebondies inventée pour Frank. Après un ultime périple au vieux château des Frankenstein près de Genève, Frank, son visage enfin devenu normal, séduisant, est prêt pour rejoindre le monde des adultes et s'intégrer dans le grand business helvétique.

Enfant terrible du cinéma français, toujours avide de vérités dérangeantes, Alain Jessua ne donne pas cette fois de coups de griffe, n'entonne aucun clou, avance sur un ton nonchalant. Il laisse la porte ouverte à toutes les interprétations, d'où un film gentil, drôle par moments. Eddy Mitchell y trouve un rôle en or dont il tire tout le suc. Avec son coscénariste Paul Gégout, dont ce fut un des derniers travaux, Jessua n'a pas insinué pas moins que les robots sont au pouvoir.

LOUIS MARCOTTELL.

★ Voir « les films nouveaux ».

## MUSIQUE

LE HAYDN SINFONIETTA A SAINT-MERRE

### Rien ne sert de courir

Fondé en 1982, à l'occasion du deux cent cinquantième anniversaire de la naissance de Joseph Haydn, le Haydn Sinfonietta Wien « s'attache à faire revivre, avec les moyens de notre époque, la technique d'exécution du classicisme viennois ». Son chef, Manfred Huss, nous est présenté comme un expert de l'interprétation des œuvres de ce style et l'auteur de la première documentation complète sur Haydn en langue allemande. Toutes ces garanties ne pouvaient qu'attirer la curiosité à l'égard du concert de ce jeune ensemble présenté, le 13 août, à l'église Saint-Merri par le Festival d'été de Paris, dont le programme comportait notamment la Sinfonie n° 75 de Haydn, qu'on n'a guère l'occasion d'entendre.

Cependant, dès l'Adagio et Fugue, de Mozart, l'interprétation se révélait étriquée sans doute, mais plutôt heurtée qu'animée par cette pulsation caractéristique de la musique de l'époque classique. L'Adagio, pris assez rapidement, hésitait entre deux tempos et la Fugue manquait pour le moins de phrasé. La Sinfonie n° 34 en ut majeur, de Mozart, jouée à vive allure, était également dépourvue de ces ressorts internes qui donnent un sentiment d'animation, un allant à la musique, et qui n'a rien à voir avec le mouvement métronomique pris au pied de la lettre : les indications allegro vivace, andante di molto et allegro vivace sont relatives au caractère, non à la vitesse. Or à partir d'un certain degré de rapidité il devient impossible de donner, par le

phrasé et l'articulation, une impression d'animation.

Ces remarques valent également pour la Sinfonie de Haydn, avec de moindres conséquences car les détails, toujours saillants chez ce compositeur, restent intéressants en eux-mêmes, tandis qu'avec Mozart la perspective d'ensemble, le climat, prennent tout. S'agissant d'un chef et d'un ensemble jeunes et passionnés, ment inexpérimentés, il n'y a pas lieu de montrer une sévérité excessive, mais on peut aussi s'interroger sur l'utilité de prendre le risque supplémentaire de donner en bis une exécution un peu approximative de l'ouverture de l'italienne à Alger : il existe tant de façons de mettre en valeur la qualité d'un ensemble - et celui-ci n'en est pas dépourvu - qu'on ne voit guère l'intérêt d'en faire voir les limites.

Ainsi, paradoxalement, le meilleur moment de la soirée restait l'introduction, thème et variations de Rossini, pour clarinette et orchestre (précédée d'un petit Concerto de Bellini, pour se mettre en train), dans lequel Michel Lathière a pu montrer toute l'étendue de son talent de virtuose et de musicien, sachant, grâce au phrasé, donner une âme aux traits les plus acrobatiques avec une sonorité veloutée et pénétrante. On regrettera seulement qu'il ait choisi, comme certaines divas, de jouer une œuvre plus haute les deux dernières notes, dont l'effet est plus douloureux que brillant, mais c'est sans doute un clin d'œil que le public prend plutôt bien.

GERARD CONDE.

## EXPOSITIONS

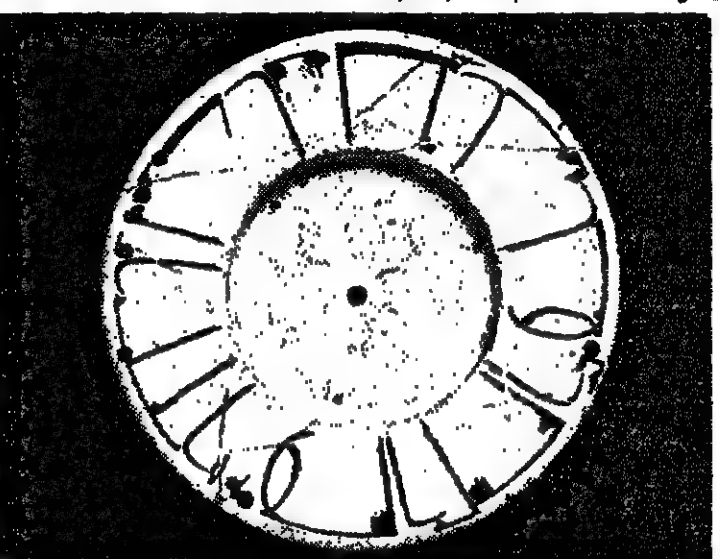
« LE PRINCE EN TERRE D'ISLAM » au palais de Tokyo

### L'art musulman pour tous

La France, entend-on dire souvent, « a été » une puissance musulmane, et il est normal qu'elle ne possède pas un musée où seraient exposées en permanence les collections islamiques nationales. L'anomalie est d'autant plus remarquable que si la France n'est plus, coloniale, une puissance musulmane, elle est aujourd'hui une nation dont fait partie une importante communauté musulmane. Un chercheur en sciences sociales, M. Michel Tibon

Il n'y a pas de crédits... Il faut aller à Lyon, au Musée des textiles, pour voir des étoffes sassanides de Perse, ou au Musée des arts africains et océaniques, à Paris, si l'on est amateur de tapis de Rabat.

Les musées nationaux ne paraissent guère enclins à déposer une partie de leur trésors à l'Institut du monde arabe - dont le bâtiment n'est d'ailleurs qu'en cours de construction à Paris - on nous fait espérer, mais pas avant de longues



★ Insa, X<sup>e</sup> et XI<sup>e</sup> siècles.

Corbillet, évalué à environ 3,5 millions le nombre de musulmans, français ou étrangers, arabes ou non arabes, établie dans l'Hexagone (le Monde du 24 août 1983).

M. Nadimoudine Benmusa, le célèbre expert syrien de l'UNESCO, aujourd'hui professeur d'ethnologie orientale à l'université de Paris-III et qui, en principe, n'est pas homme non plus à évaluer des pourcentages fantaisistes, portait ce chiffre à 5,5 millions ou 6 millions de personnes (in *l'Idiot international*, été 1984), étant entendu sans doute qu'il tient compte qu'en islam est obligatoirement musulman tout enfant de musulman, quelle que soit la religion de la mère. Cette disposition ne s'applique pas automatiquement chez nous où la liberté religieuse est comprise. Il reste que l'islam est appelé à devenir une composante culturelle, rapportée certes mais bien vivante, dans ce qu'on appelle naguère le « métropole ».

De toute façon, même s'il n'y avait pas un seul fidèle de Mahomet en France, un musée consacré à l'art arabo-musulman n'y serait tout de même pas de trop ! Sur tout quand on connaît la richesse proprement fabuleuse de nos collections publiques. Elles nous furent retrouvées lors de l'exposition du Grand Palais en 1977. Le palais de Tokyo a également, ces dernières années, présenté deux expositions, limitées mais fortes, sur la céramique islamique et l'Orient des Croisades. Cependant la grande salle d'art arabe du Louvre est fermée, partiellement... 1971, et celles du musée des Arts décoratifs l'ont été plus récemment. Comme ironisait tel conseiller élyséen, « quand il n'y a pas de volonté,

semées de fleurs) que concluent l'Empire ottoman avec le roi de France ou le doge de Venise.

Le fil conducteur de l'exposition est « le prince en terre d'islam », sous l'angle public et privé, ce qui nous permet d'avoir un œil aussi bien sur la salle d'armes des chahs ou sultans, leurs conseils avec les vizirs, leurs privautés avec les pages ou le bain de leurs épouses. On restera malgré tout contre le fait que cette manifestation sans fausse note sacrifie quand même un peu à la préciosité orientaliste et anglosaxonne consistant à remettre en question, même pour s'adresser au grand public, la transcription française classique des mots arabes, turcs ou persans. Pourquoi écrire shah au lieu de chah, khalefa pour calife ou califat, Harun al-Rashid pour Haroun El Rachid, bag pour bey, amir pour émir et ainsi de suite, le tout assaisonné de signes diacritiques auxquels personne ne comprend goutte. Assez d'écritisme que diable !

Puisque la transition s'y prête, grâce à deux très beaux chapiteaux syriens, à l'allure d'alcôve (huitième-dixième siècles), glissons des salles aux le prince en islam à celles, voisines, dévolues actuellement aux chapiteaux romans des collections françaises. La ausal, didactisme et pièces de premier ordre sont élégamment et utilement mariées. Il est intéressant aussi de voir, même si c'est un domaine relativement restreint, ce que produisait déjà l'Occident débutant au moment où l'islam brillait encore de tous ses feux.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

★ Les deux expositions sont ouvertes jusqu'au 15 octobre tous les jours, sauf le mardi, de 9 h 45 à 17 h 15.

## AUTOUR DE L'EX-MUSÉE RENÉ-CHAR

### Le maire de l'Isle-sur-la-Sorgue répond au ministre

Implicitement mis en cause par le ministre délégué à la culture, lui demandant de justifier l'emploi des « importants crédits » accordés à la municipalité de l'Isle-sur-la-Sorgue dans le Vaucluse, au titre de « soutien aux activités du musée-bibliothèque René-Char », M. Xavier Bantial, maire (PR) de la commune, rend publique à son tour sa réponse à la lettre publiée dans le *Provençal*, du 20 juillet dernier, dont nous nous sommes fait l'écho (le Monde du 28 juillet).

Sans prendre parti sur le fond du débat en cette regrettable affaire (le Monde du 12 mai), nous croyons devoir en extraire les principaux passages. En ce qui concerne le soutien aux activités du musée, « la commune n'a touché à ce titre qu'une subvention de 300 000 F fin 1982 ; elle a, par contre, obtenu des subventions au titre de la restauration de l'hôtel Donatelli de Compedon. Le détail de leur utilisation vous est donné dans la réponse à votre lettre du 26 juin, qu'il m'appartient de publier, s'il y a lieu, une fois que vous en aurez pris connaissance... »

« Je dirai simplement que les aides en capital attribuées par l'Etat et la région s'élevaient à

### « L'architecture de fête du roi Stanislas »

Sous le règne de Stanislas Leszcynski, au dix-huitième siècle, la Lorraine connut un essor artistique extraordinaire. L'exposition *L'architecture de fête du roi Stanislas*, installée au château d'Haroué (Meurthe-et-Moselle), rend hommage à celui qui fut l'un des artisans majeurs de cette expansion, Emmanuel Héré.

Un des chefs-d'œuvre de l'urbanisme européen, la célèbre place Stanislas aux grilles forgées par Jean Lemour, ainsi que les places d'Alliance et Carrière ont été réalisées pour Nancy par cet architecte qui inspira les cours d'Europe. Les pavillons, chartreuses et kiosques des résidences royales de Lunéville, Chantreaux, Commercy ou La Motte, à la facture tout à la fois classique et baroque, provoquent l'admiration de Voltaire : « J'ai vu ce salon magnifique, moitié turc et moitié chinois, où le goût moderne et l'antique, sans se nuire ont uni leurs loix. »

Louis XV fit détruire ces constructions pour n'en garder que la fonctionnel. Il n'en reste aujourd'hui que des planches gravées au milieu du dix-huitième siècle. Dans le château d'Haroué, construit par le maître de Héré, l'architecte Germain Boffrand, auteur entre autres de l'hôtel de Rohan à Paris, sont exposées des fac-similés de ces planches. Des maquettes reconstituent l'œuvre architecturale et paysagère d'Emmanuel Héré et un ensemble de peintures, gravures, dessins et objets d'art du dix-huitième siècle évoquent le climat de la cour à cette époque.

★ *L'architecture de fête du roi Stanislas*, château d'Haroué, jusqu'au 15 octobre, tél. (8) 352-40-14.

## THÉÂTRE

### Les programmations de la rentrée

#### Maison des arts de Créteil

De 2 au 7 octobre, Bernard Lavilliers ouvre la saison, suivi par la Compagnie Maguy Marin, qui présente sa dernière création : *Hymen*, du 12 au 26 octobre et du 6 au 24 novembre. Puis du 22 au 27 janvier *Momix*. Enfin, en juin, Maguy Marin participera à la Biennale de danse du Val-de-Marne. Jean Guillemin chantera du 15 au 19 janvier.

Le Théâtre du Campagnol et le Théâtre de la Carrière joueront *L'Éclat des papiers*, du 9 novembre au 15 décembre et la Comédie de Caen *Été*, d'Edward Bond, du 11 janvier au 13 février, ainsi que la *Double Inconstance*, de Marivaux, du 1<sup>er</sup> au 13 mars. Le Théâtre Kobold jouera du 23 avril au 24 mai *Senéas*, une autre pièce d'Edward Bond.

Sur le plan local, à signaler : *Orlando*, de Cavalli, les 1<sup>er</sup>, 2, 5 et 6 février et *Les Noces de Figaro*, de Mozart, du 17 au 27 avril par l'Action lyrique d'Île-de-France.

★ Renseignements : place Salvador-Allende, 94000 Créteil ; tél. 899-94-50.

#### Théâtre des Quartiers d'Ivry

Le théâtre d'Ivry présentera, du 17 septembre au 7 octobre, une pièce réalisée à partir d'un montage

des récits de rêves de Franz Kafka disséminés dans son *Journal* et sa *Correspondance*. Adapté par Enzo Cornuani, mis en scène par Philippe Adrien, ce spectacle sera créé en liaison avec le Centre Pompidou, qui présente jusqu'en octobre l'exposition « Le siècle de Kafka ».

★ Renseignements : 1, rue Simon-Dureau, 94200 Ivry ; tél. 672-37-43. La réservation est obligatoire, la scénographie particulière au spectacle laissant un nombre limité de places.

#### Théâtre des Amandiers à Nanterre

La saison 1984/85 est marquée par le retour de Patrice Chéreau avec trois mises en scène. *Lucio Scilla*, de Mozart d'abord, en coproduction avec la Scala de Milan - où l'opéra a été créé en juin dernier - et la *Momme de Bruxelles* (30 octobre - 18 novembre). En complément, l'Orchestre de la maison donnera les 11, 15, 18 novembre trois concerts Mozart, sous la direction de Sylvain Cambreling.

Patrice Chéreau montrera également, avec son équipe habituelle : *Richard Dédouze* pour les décors, Jacques Schmidt pour les costumes et André Dôt pour les éclairages, la *Fausse suivante*, de Marivaux (5 mars - 12 mai), dont il avait, à Nanterre même, présenté pour quelques

représentations, en 1972, la version italienne créée au Festival de Spolète. Il crée, enfin, du 10 avril au 2 juin *Quartier*, de Heiner Müller, adaptation très lointaine des *Liaisons dangereuses*.

D'autre part, après le succès des Journées de musique arabe, la saison dernière, une nouvelle édition est organisée : onze concerts rassemblent cent cinquante artistes du Proche-Orient, du 25 janvier au 10 février.

★ Renseignements : 7, avenue Pablo-Picasso, 92000 Nanterre ; tél. 721-18-11.

#### Théâtre de Boulogne-Billancourt

Paul-Emile Deiber inaugure sa direction en interprétant *Veux ceux qui sont nus*, de Pirandello, par Jacques Rosner (du 9 octobre au 11 décembre). Suivront : *My fair lady*, comédie musicale d'Alan Jay Lerner, par Raymond Gérôme, avec Georges Desrègues (du 23 novembre au 1<sup>er</sup> janvier) ; la *Mouette*, dans le texte de Marguerite Duras, par Jean-Claude Amyl (du 5 février au 10 mars).

Paul-Emile Deiber a d'autre part invité deux productions de la saison passée : *Ce animal étrange*, de Gabriel Arout, par Jean Bouchaud, avec Marie-Christine Barault (du

4 au 20 janvier) ; le *Soleil plus chaud qu'avant*, d'Aldo Nicolaj (du 15 au 31 mars), et une évocation poétique de Montmartre, par Jacques Destoop, avec la Comédie de Touraine. *Tout autour du Chat noir* (du 23 avril au 26 mai).

Un programme de variétés et de jazz achèvera la saison (du 28 mai au 9 juin).

★ Renseignements : 60, rue de la Belle-Feuille, 92100 Boulogne-Billancourt ; tél. 603-60-44.

#### Centre dramatique national de Gennevilliers

Trois grands classiques et deux écrits allemands de l'Est seront montés cette année. Bernard Sobel met en scène *l'École des Femmes*, de Molière (février ou mars), et, dans le cadre du Festival d'Automne décentralisé, *Philochète*, de Heiner Müller (septembre et octobre) et une création en France : *Entre chien et loup*, de Christophe Hein (novembre et décembre). Jean-Louis Hourdin monte le *Songe d'une nuit d'été*, de Shakespeare (janvier) et Yvon Davis une pièce noire et peu jouée de Corneille, *Othon*.

★ Renseignements : 41, rue des Grésillons, 92230 Gennevilliers ; tél. 793-26-30.

#### Théâtre Gérard-Philippe à Saint-Denis

Le Théâtre du Chien-Mexicain de Hollande revient, du 2 au 21 octobre, au TGP, avec la *Loi de Luisman*, un spectacle dont le thème de départ est la lutte pour le pouvoir.

Le Belge Jan Fabre propose, du 22 au 27 octobre, le *Pouvoir des folies* du théâtre. Robert Gironès met en scène le *Jeu de l'amour et du hasard*, de Marivaux, du 6 novembre au 1<sup>er</sup> décembre. Avec le Théâtre de la Bastille, où la pièce sera présentée, du 6 novembre au 2 décembre, le TGP a coproduit un spectacle sur Spinoza, monté par Jean Jourdeuil et Jean-François Peyret.

Les marionnettes de Milan, Carlo colla e figli, viennent, du 4 au 31 décembre, avec les *Derniers Jours de Pompéi* et *Aida* et la *Sérénade de Pierrat*.

Les comédiens du Français joueront *Oncle Vanja*, de Tchekhov, mis en scène par Félix Prader, du 5 février au 10 mars. Durant la seconde quinzaine de mars, Mike Figgis présente *Animal of the city*. Enfin, en collaboration avec le Théâtre des Amandiers, Benoit Régent monte *Bouvard et Pécuchet*, de Flaubert.

★ Renseignements : 59, boulevard Jules-Guesde, 93400 Saint-Denis ; tél. 343-00-59.

#### MORT DE L'ARCHITECTE ISRAËLIEN ARIEH SHARON

Nous apprenons la mort de l'architecte israélien Arieh Sharon, pendant une visite à Paris le 24 juillet dernier. Il était âgé de quatre-vingt-quatre ans. Né en 1900 en Pologne, élève du Bauhaus de Dessau (Allemagne) de 1926 à 1930, il se fixa dès 1932 en Palestine, où il construisit de nombreuses maisons coopératives jusqu'en 1939. Après la fondation de l'Etat d'Israël, il construisit plusieurs hôpitaux et bâtiments universitaires, notamment à Jérusalem. A l'étranger, il a construit l'université de Ifé (Nigeria) et le pavillon israélien de l'Exposition universelle de Montréal (1967).







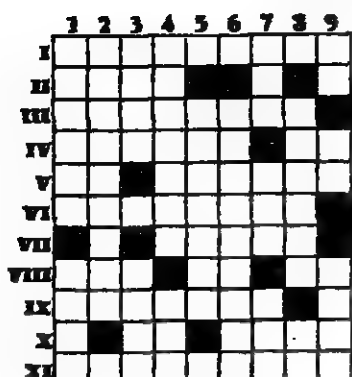




# INFORMATIONS « SERVICES »

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3777



### VERTICALEMENT

1. Mal parti lorsqu'il est de retour. Perdit une position confortable en voulant se caler.
2. S'exprime avec clarté.
3. Sauts. Division d'une addition.
4. Salle de banquet. A donc un bon coup de fourchette.
5. Pour lui ne compte que son « auto ».
6. Océan.
7. Ceste inconnue. A donc fait l'objet d'une exposition. Ne veut pas se coucher.
8. Se dit après avoir passé la corbeille. Personnel.
9. Annonce une suite. Au cœur de la Provence. Phénomène de rejet.

Solution du problème n° 3776

### HORizontalement

1. Nous fait parfois entendre une « musique » argentine.
- II. A donc été bien inspiré.
- III. Un mamechon ou un saint.
- IV. Plus il fait de plus en plus il a d'autant.
- V. Parcelle de vie. Est souvent à la traîne.
- VI. Apparaît dans une œuvre qui ne traite pas de grands sujets.
- VII. Ville résidentielle anglaise.
- VIII. Moment d'être.
- IX. Ne laisse rien paraître.
- X. Conjonction. Est donc vu d'un mauvais œil.
- XI. D'un usage courant sans faire usage du courant.

- I. Vaisseau.
- II. Insulaire.
- III. Cassoulet.
- IV. Eau. S.R.
- V. Etape.
- VI. Es. Animal.
- VII. Rapp. Lu.
- VIII. Si. Ail. AT.
- IX. Anagramme.
- X. Tue. Rue.
- XI. Le. Sud-Est.

### Verticalement

1. Vice Versa.
2. Anal. Sainte.
3. Issue. Au.
4. Sus. Tapage.
5. Slogan. IR.
6. Eau. Pillard.
7. Ail. Eau. Mue.
8. Ures. Ames.
9. Etreinte.

GUY BROUTY.

## PARIS EN VISITES

SAMEDI 18 AOUT

- « Le cimetière de Picpus », 15 heures, 35, rue de Picpus (Arènes).
- « Ile de la Cité », 15 heures, 24, place Dauphine (B. Czaray).
- « Monsieur de Balzac en sa maison », 15 heures, 47, rue Raynouard (M<sup>e</sup> Farand).
- « L'Ile Saint-Louis », 15 heures, 3, quai d'Anjou (Histoire et archéologie).
- « La place Dauphine », 10 h 30, 2, rue du Pont-Neuf (Paris antérieur).
- « Quartier Saint-Sulpice », 15 heures, 15, rue Saint-Sulpice (Rénovation du passé).

## EN BREF

### SOLIDARITÉ

« LES OUBLIÉS DES VACANCES. » - Le Secours populaire français organise « une journée des oubliés des vacances », le 22 août, pour cinq mille enfants de la région parisienne, qui partiront dans quatre trains corail en direction de Calais et de Boulogne et feront ensuite une croisière entre ces deux villes à bord d'un ferry-boat.

OUTIL CONNECTION. - Il existe dans les pays industrialisés des millions d'outils de base inutilisés qui finissent à la ferraille. Or les villageois du tiers-monde en ont besoin. D'où l'idée d'un réseau de solidarité servant d'intermédiaire et la création d'Outillage Solidarité qui regroupe des bénévoles et dépend d'une association à but non lucratif, le CEPAZE (Centre d'échange et promotion des artisans en zones à équiper).

Actuellement, de nombreuses demandes ne peuvent être satisfaites. Outillage Solidarité cherche donc, d'une part, des organismes capables de faire connaître son action, d'autre part des volontaires pour collecter, rénover et expédier des outils à mains et du petit matériel agricole et domestique.

★ CEPAZE, 18, rue de Varenne, Paris. Tél.: (1) 544-68-75.

### VIE QUOTIDIENNE

EXPROPRIATIONS. - Le Syndicat national de défense des expropriés précise que « les délais légaux du code de l'expropriation se poursuivent même en période de congés. Nos bureaux ferment jusqu'au 27 août, une permanence téléphonique sera assurée pour les cas d'urgence. Tél.: 523-28-00. »

★ Syndicat national de défense des expropriés, 25, rue Scribeur 75009 Paris.

## PARIS

LE QUARANTIÈME ANNIVERSAIRE DE LA LIBÉRATION

### Les Sherman sont de retour

Des chars Sherman, des automitrailleuses, des camions GMC, des Dodge ambulances et même des motos Harley-Davidson d'époque envahiront Paris le vendredi 24 août. C'est par le défilé de cette surprenante colonne sur l'itinéraire suivi en 1944 par les 2<sup>e</sup> DB que débiteront les cérémonies commémorant l'anniversaire de la libération de Paris, il y a quarante ans.

Plus de vingt véhicules minutieusement restaurés et tout à fait « opérationnels » seront montés par les membres de l'association L'Escadron historique en uniforme de GI et munis des paquets authentiques. (Le Monde du 1<sup>er</sup> juillet). Il ne manquera pas une ration K à cette émouvante reconstitution. Les vedettes seront évidemment les Sherman dont l'un d'eux, le « Romilly », a effectivement été l'un des premiers à entrer dans Paris. Grâce à un nouveau moteur acheté aux Pays-Bas, il roule et manœuvre comme en 1944.

La colonne blindée partira le vendredi à 16 h 30 de la porte d'Orléans puis obliquera sur le boulevard Jourdan et le boulevard Kellermann jusqu'à la porte d'Italie. De là, les véhicules historiques remonteront l'avenue d'Italie et le boulevard de l'Hôtel de Ville et qui évoquent les folles heures de la libération de Paris.

d'Austerlitz. Puis par le boulevard Mordant et les quais, ils atteindront l'Hôtel de Ville à 16 h 30. Ils y seront accueillis par M. Jacques Chirac, la maréchale Leclerc et M. Jacques Chaban-Delmas. Les glorieux véhicules stationneront autour de la mairie pendant plusieurs jours afin que les Parisiens puissent les contempler à loisir.

Le lendemain, samedi 25 août, d'autres colonnes composées d'engins modernes (chars AMX 30 et AMX 13, véhicules de transport, jeep et mortier) évoqueront, cette fois, l'entrée du gros des forces le 25 août 1944. Elles partiront à 16 h 30 de la porte d'Orléans, gagneront la place Denfert-Rochereau puis se scinderont, comme il y a quarante ans, en trois groupes traversant la capitale par des itinéraires différents, ceux-ci se rejoignant tous devant l'Hôtel de Ville en fin d'après-midi.

Là, à partir de 18 heures et devant 4 000 anciens de la 2<sup>e</sup> DB venus de toute la France, aura lieu une prise d'armes tandis que, comme en 1944 à la même heure, toutes les cloches de la capitale sonneront.

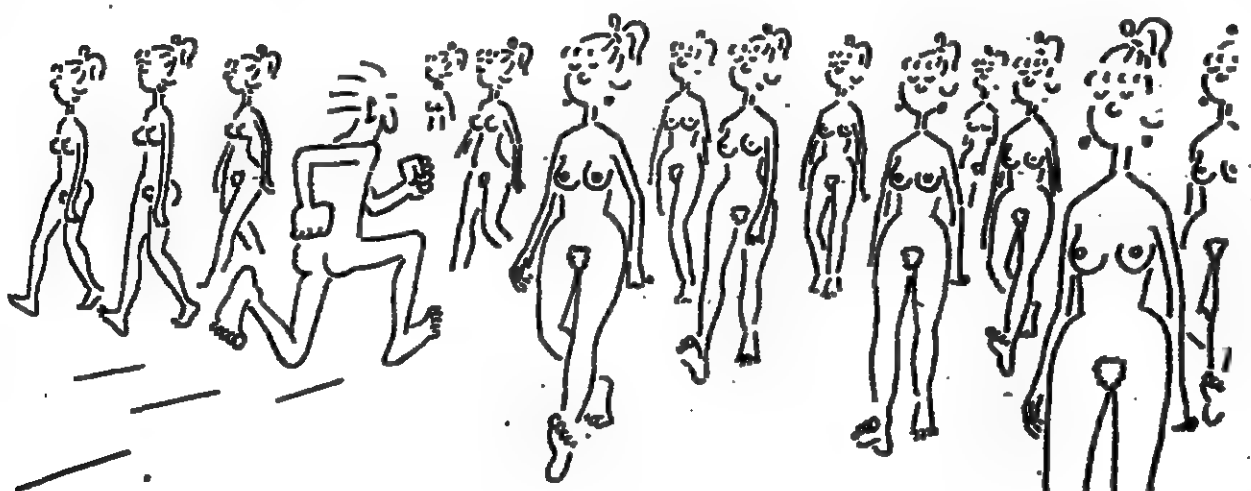
La soirée se terminera par un spectacle audio-visuel dont l'écran sera la façade de l'Hôtel de Ville et qui évoquera les folles heures de la libération de Paris.

## ÉTÉ

### Histoire d'Amour par komk

Résumé. - Quoi qu'il fasse, notre héros, dont la fidélité était bien malmenée par des décisions irréfutables et infantiles, revenait en imagination à ses amours premières.

POURQUOI FAUT-IL QUE CE SOIT CELLE LÀ...



... ET PAS UNE AUTRE ?



(A suivre.)

loterie nationale			LISTE OFFICIELLE DES SOMMES À PAYER		
TIRAGE DU 15 AOUT 1984			TOUTS CUMULS COMPRIS AUX BILLETTS ENTIERES		
TERMINAISON	FINALES ET NUMÉRIQUES	SOMMES GAGNÉES	TERMINAISON	FINALES ET NUMÉRIQUES	SOMMES GAGNÉES
1	01 091 4 381 7 901 44 891 88 881 88 421 228 941	200 500 2 300 2 300 10 000 10 000 10 000 1 000 000	6	085 228 3 276 426 3 016 14 700 14 700 4 000 000	500 500 1 200 700 2 000 10 000 10 000 4 000 000
2	32 182 082	200 500 500	7	017 067	500 500
3	00 083 182 3 433 80 173	200 500 700 2 000 10 000	8	3 288 8 020 9 486	2 000 2 000 2 000
4	34 8 104	200 2 000	9	088 388 048 8 918	100 600 600 2 100
5	5 385 085	100 600 600	0	080 40 330 82 800 60 880	500 10 000 10 000 10 000
6	78 016	200 500			

LOTO		TIRAGE DU 15 AOUT 1984	
15	20	35	38
41	42	28	

loterie nationale			LISTE OFFICIELLE DES SOMMES À PAYER		
TIRAGE DU 15 AOUT 1984			TOUTS CUMULS COMPRIS AUX BILLETTS ENTIERES		
4	Tous les billets terminés par 4 gagnent 100 F dans toutes les séries		3	Tous les billets terminés par 3 gagnent 100 F dans toutes les séries	
16	Tous les billets terminés par 16 gagnent 400 F dans toutes les séries		16	Tous les billets terminés par 16 gagnent 400 F dans toutes les séries	
584	Tous les billets terminés par 584 gagnent 400 F dans toutes les séries		584	Tous les billets terminés par 584 gagnent 400 F dans toutes les séries	
9488	Tous les billets terminés par 9488 gagnent 400 F dans toutes les séries		9488	Tous les billets terminés par 9488 gagnent 400 F dans toutes les séries	
0413	Tous les billets terminés par 0413 gagnent 400 F dans toutes les séries		0413	Tous les billets terminés par 0413 gagnent 400 F dans toutes les séries	

ARLEQUIN		TIRAGE DU 15 AOUT 1984	
15	20	35	38
41	42	28	

مكتبة الامن



# Le Monde

# économie

## ÉTRANGER

### A LA CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT

## Les pays occidentaux ont fini par présenter un projet de résolution

La quatrième conférence générale de l'ONU (Organisation des Nations unies pour le développement industriel), qui s'est ouverte le 2 août à Vienne (le Monde du 4 août), doit, en principe, terminer ses travaux le 18 août. Jusqu'à présent, cette réunion, la quatrième du genre après New-Delhi (1980), Lima

(1975) et Vienne (1971), a donné lieu à des affrontements politiques, plus qu'elle n'a permis une réflexion sur l'industrialisation des pays du tiers-monde. Il en est le plus souvent ainsi de ces conférences internationales, comme il a été démontré lors de la récente réunion de Mexico sur la population.

Vienne (AFP). — Les pays industrialisés ont surmonté leurs divergences en présentant un projet commun de résolution incluant les problèmes de l'endettement à la conférence de l'ONU. Ainsi, les délégués doivent discuter désormais sur trois projets de résolution — un du groupe des « 77 » pays en développement, un des pays socialistes et celui des pays occidentaux, — afin de trouver un accord avant samedi qui marque la clôture de la seule conférence Nord-Sud de l'année.

Selon des délégués occidentaux, le projet des pays industrialisés, présenté en commission à huis clos, souligne les conséquences de la crise à la fois sur les pays développés et en développement (aggravation du

chômage, baisse des investissements, augmentation de la dette, baisse des échanges commerciaux), mais exprime l'espoir que la reprise économique du Nord s'étendra au Sud. Ce texte reconnaît également que les niveaux élevés de l'endettement ont créé « de sérieux problèmes » pour plusieurs pays en développement, en raison notamment « des taux d'intérêt élevés ».

D'après le projet de résolution des « 77 », le compromis s'est fait sur la base d'une proposition qui énonçait l'OCDE et de la CEE, incluant une référence aux taux d'intérêt à laquelle les Américains étaient tout d'abord opposés. L'existence de ce projet marque un premier pas vers la conclusion de la conférence de Vienne.

Fin de la dix-huitième conférence régionale de la FAO. — Les trente-trois pays d'Amérique latine et des Caraïbes, qui participaient depuis quinze jours à Buenos-Aires à la dix-huitième conférence régionale de la FAO (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture) se sont séparés mercredi 15 août en lançant un appel aux pays industrialisés afin qu'ils consacrent une partie de leurs

dépenses militaires au développement économique et alimentaire de la région. La résolution finale demande l'assouplissement des délais de paiement des prêts et l'abaissement de leurs taux d'intérêt ainsi que la suppression des restrictions à l'importation de leurs produits agricoles, la conclusion de nouveaux accords sur le sucre et la signature d'un accord sur le bananier. — (AFP.)

## AUX ÉTATS-UNIS

### Les revenus des dirigeants les mieux payés de l'industrie automobile ont augmenté de 40 % en 1983

« Les années se suivent et ne se ressemblent pas », commente la revue spécialisée *Automotive News*, qui publie la liste des 172 dirigeants les mieux payés de l'industrie automobile américaine. Qu'en est-il avec une rémunération moyenne — salaire et primes — de 506 000 dollars en 1983, soit 4,04 millions de francs, les 172 dirigeants gagnant plus de 300 000 dollars par an ont vu leurs revenus augmenter l'an passé de 40 % en moyenne par rapport à l'année précédente. Car par cas, les hausses dépassent souvent 100 %, voire 200 %, comme pour M. Philip Caldwell, président de

Ford, « *primus inter pares* », dont le revenu annuel est passé de 446 328 dollars (3,57 millions de francs) en 1982 à 1,42 million de dollars (11,36 millions de francs) en 1983, soit 218 % de plus. Encore ces revenus ne tiennent-ils pas compte des primes en actions, revenus tirés des actions détenues, et autres « à-côtés ». Pour reprendre l'exemple précédent, M. Philip Caldwell aurait ainsi, selon la revue, touché l'an passé, tout compris quelque 7 millions de dollars (56 millions de francs), soit 466 millions de centimes par mois !

## GRANDE-BRETAGNE

### L'industrie manufacturière embauche

Londres (AFP). — Pour la première fois depuis sept ans, l'industrie manufacturière britannique a embauché au deuxième trimestre de cette année. Elle comptait 3 000 salariés de plus fin juin par rapport à fin mai, a annoncé le 15 août, le ministère de l'Emploi. Ainsi, 5 489 000 personnes étaient alors employées dans ce secteur, contre 5 486 000 trois mois plus tôt. Au premier trimestre 1984, la population active employée dans l'industrie manufacturière avait baissé de 22 000 personnes et au deuxième trimestre 1983, de 41 000.

Les effectifs manufacturiers ont plafonné dans leur ensemble dès le début des années 80. Une baisse est ensuite intervenue et s'est considérablement accrue à partir du milieu des années 70, la population active

du secteur étant revenue de 7 490 000 personnes en juin 1975 à 5 489 000 en juin dernier. Au plus fort de la dernière récession, en 1980/1981, la diminution a atteint 213 000 en un seul trimestre.

L'arrêt de la dégradation de l'emploi dans l'industrie manufacturière est un signe encourageant, après la progression de 263 000 du nombre de personnes actives dans l'ensemble des secteurs économiques entre mars 1983 et mars 1984, dont le ministère de l'Emploi avait fait état le mois dernier. Cet arrêt et l'amélioration de la situation dans le secteur des services ne suffisent toutefois à interrompre la montée du chômage, compte tenu de l'arrivée de nouvelles générations sur le marché du travail.

(Publié)

## VACANCES DE SEPTEMBRE A MARINA VIVA EN CORSE

### UNE EXCLUSIVITÉ « TOURISME SNCF »

A Portofino, à 17 km au sud d'Ajaccio, en bordure du célèbre golfe, la douceur de cet hôtel-croisière s'étend sur 7 ha vallonnées et plantées de pins. Une plage de sable fin s'étendant sur plusieurs kilomètres de long longe la résidence, offrant au vacancier un espace vital — encore vaste.

### TGV + BATEAU

— Départs de Paris les : 25 août, 1<sup>er</sup>, 8, 15 et 22 septembre 1984.

— Retours à Paris les : 3, 10, 16, 23 septembre et 1<sup>er</sup> octobre 1984.

Prix par personne : DE 2 400 F à 2 710 F

Semaine supplémentaire : 1 170 F à 1 520 F

Comprend : — le TGV en 2<sup>e</sup> classe Paris/Marseille et retour ; — la traversée maritime en 2<sup>e</sup> classe, place nautique (possibilité de couchette) ; — la pension complète (7 jours à Marina Viva) (chambre à deux lits, vin aux repas) ; — l'assurance-annulation-réassurance.

Rens. et inscript. dans les agences « TOURISME SNCF » LAV 17 A

— Gares SNCF de Paris et gare RER ; — 121, avenue des Champs-Élysées - 75008 Paris ; — 16, boulevard des Capucines - 75009 Paris.

Par correspondance : TOURISME SNCF - CIDEK 127 - 75045 Paris Cedex.

Par téléphone : (1) 321-69-44

## BANQUES

### UN NOUVEL ÉTABLISSEMENT FINANCIER AMÉRICAIN EN PÉRIL

## Les difficultés de la Financial Corp. of America inquiètent les milieux financiers

L'inquiétude gagne à nouveau les milieux financiers américains après l'annonce des difficultés du holding Financial Corp. of America, qui cofinane la première institution d'épargne des États-Unis — l'American Savings and Loan Association — et le nouvel examen de la situation de la Continental Illinois décidé par la Securities and Exchange Commission (SEC).

A la suite d'une intervention des autorités fédérales, Financial Corp. a été amenée à rectifier ses comptes pour le second trimestre 1984. Le bénéfice de 31 millions de dollars annoncé initialement s'est transformé en une perte de 107,5 millions de dollars.

Le directeur du holding, M. Charles Knapp, a expliqué, le 15 août, que la société devait faire face à un grave problème de liquidité, en raison des retraits effectués ces derniers jours par les déposants de l'American Savings and Loan Association. Les « institutionnels », qui assurent environ la

moitié des 25 milliards de dollars de dépôts de cet établissement, ont retiré une partie de leurs fonds. En juillet, les retraits des institutionnels auraient été de 1,4 milliard de dollars. Ils n'auraient été compensés par de nouveaux dépôts qu'à hauteur de 800 millions de dollars. Le mouvement a été si soudain que Financial Corp. s'est trouvée en porte à faux avec la réglementation bancaire sur les liquidités minimales.

Financial Corp., dont le capital ne représente que 852 millions de dollars (soit 2,95 % des actifs), cherche donc à consolider sa situation. « Notre société est saine et viable », a déclaré M. Knapp, ajoutant qu'une firme de courtage avait accepté de l'aider à lever 300 mil-

lions de dollars pour accroître son capital. En outre, le holding aurait déjà vendu certains de ses actifs et aurait reçu des dépôts supplémentaires de la part de la Federal Home Loan Bank. Les milieux financiers américains se demandent si les autorités fédérales ne devront pas aller plus loin et intervenir comme elles l'ont fait pour la Continental Illinois.

La SEC vient, à ce propos, de décider d'accroître ses investigations sur la situation financière de cette banque. Les emprunts de la Continental Illinois auprès des autorités fédérales atteignent, le 13 août, 7,6 milliards de dollars, alors qu'ils n'étaient, une semaine auparavant, que de 6,6 milliards de dollars.

## Les négociations sur la dette extérieure se poursuivent entre l'Argentine et le FMI

Entre Washington, New-York et Buenos-Aires, l'échec de la dette extérieure de l'Argentine est lent et compliqué à débrouiller.

Selon le comité représentatif des banques créancières de l'Argentine, ce pays devait commencer à rembourser, dès le 15 août, un prêt de 125 millions de dollars versé le 2 juillet dernier. Les onze banques du comité ont également indiqué qu'elles venaient d'être informées par le Fonds monétaire international des « accords importants » conclus avec l'Argentine sur plusieurs objectifs essentiels de politique économique. Toutefois, les négociations avec le FMI sur le programme argentin se poursuivent, ajoute le communiqué bancaire.

Aux termes de l'accord conclu, le 30 mars dernier, entre les banques créancières et l'Argentine, la date de remboursement du prêt de 125 millions de dollars — destiné à permettre à Buenos-Aires de faire face aux intérêts dus sur sa dette extérieure — aurait pu être repoussée du 15 août au 1<sup>er</sup> octobre si le FMI avait accepté, avant le 14 août, la lettre d'intention présentée par l'Argentine. Or, si le comité se dit « encouragé » par les progrès réalisés au cours des négociations FMI-Argentine, il constate qu'il n'y a pas encore d'accord sur cette lettre d'intention.

Cependant, une mission d'experts du FMI devait, cette semaine à Buenos-Aires, procéder, avec les autorités du pays, à certains rajustements pouvant permettre d'aboutir à un accord final entre les deux parties, a indiqué le porte-parole du ministère argentin de l'économie. Pour sa part, le ministre de l'économie, M. Bernardo Grinspun, à son retour de Washington, où il a eu des entre-

tiens avec des experts du Fonds et avec les représentants du comité des banques créancières, a indiqué qu'il « n'était ni optimiste ni pessimiste » au sujet de l'éventuel refinancement d'une dette extérieure estimée à quelque 44 milliards de dollars. A la fin de la semaine dernière (le Monde du 14 août), le président Alfonsín avait estimé que la mission argentine à Washington était parvenue « à des accords substantiels au sujet d'objectifs importants du programme argentin ». — (AFP.)

Si le climat s'éclaircit, l'été bien-aimé de la Bourse de Londres. — Sinclair Research, premier fabricant britannique d'ordinateurs domestiques (et l'un des grands mondiaux) envisage son introduction en London Stock Exchange pour l'année prochaine, sans doute en février 1985, soit plus tôt que prévu, rapporte le *Financial Times*.

## MONNAIES

### BAISSE DU DOLLAR

Réamorcée le jour de l'Assemblée nationale sur les grandes places financières internationales, la baisse du dollar s'est poursuivie partout jeudi matin 16 août. Elle a été particulièrement sensible à Paris où la devise américaine s'est traitée à 8,7725 F contre un cours officiel de 8,80 F (le marché des changes n'avait pas fonctionné mardi à cause de la fermeture des banques à midi). A Francfort, le billet vert s'est inscrit à 2,8590 DM (contre 2,8827 DM). Il s'est échangé à 2,3900 F à Zurich (contre 2,4145 F). Partout, les courants d'échanges ont été normaux.

Les cambistes attribuent ce repli de billet vert aux difficultés d'un nouvel établissement financier américain, la Financial Corporation of America mais aussi aux rumeurs fausses d'un prochain accord sur le refinancement de la dette argentine.

L'or s'est légèrement redressé à Londres et se traitait avant midi aux alentours de 351,75 dollars l'once contre 350,90 dollars.

du 5 juillet au 30 août 1984  
**DIDEROT**  
A LA CONCIERGE  
expositions, créations  
projets de l'encyclopédie Vivante  
1, quai de l'Horloge - PARIS 1<sup>er</sup>  
Tous les jours de 10 h à 18 h

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		TROIS MOIS	
	+ les	- les	+ les	- les	+ les	- les	+ les	- les
SE-IL	8,730	8,760	- 40	- 38	- 95	- 30	- 225	- 115
SE-IL	8,730	8,760	- 77	- 38	- 132	- 75	- 314	- 191
Yen (100)	3,6410	3,6438	+ 150	+ 168	+ 303	+ 331	+ 913	+ 982
DM	3,0712	3,0739	+ 150	+ 166	+ 302	+ 328	+ 827	+ 890
FFr (100)	2,7275	2,7293	+ 119	+ 132	+ 236	+ 257	+ 643	+ 695
£ (100)	15,1900	15,1902	- 30	- 42	- 16	- 132	- 6	- 381
ES	3,6489	3,6704	+ 211	+ 234	+ 417	+ 451	+ 1191	+ 1278
L (1 000)	4,9785	4,9787	- 128	- 97	- 223	- 223	- 968	- 849
S	11,6272	11,6273	+ 43	+ 91	+ 115	+ 223	+ 572	+ 883

## TAUX DES EUROMONNAIES

	9/16	11/16	11/16	9/16	11/16	11/16	11/16	12/16	12/16
SE-IL	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 3/8	5 3/8	5 1/2	6	13/16
DM	11 1/4	11 3/8	11 1/4	11 1/4	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2	12
FFr (100)	1 3/4	2	4 5/16	4 5/16	4 1/2	4 5/8	4 15/16	5 1/16	5 1/16
£ (100)	13 3/8	14 3/8	13 3/4	14 1/4	14	14 1/2	15 1/8	15 5/8	15 5/8
L (1 000)	12 1/8	12 1/8	10 5/8	10 11/16	10 1/2	10 5/8	10 7/16	10 9/16	10 9/16
R. comp.	11	11	3/16	3/16	11 3/8	11 3/8	11 1/2	12	12 3/16

Ces cours participent au marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

**L'Éducation**  
JUILLET-AOÛT 1984  
**PALMARÈS 84 DES UNIVERSITÉS**  
Classes préparatoires - Sections de tech'sup - Ecoles de commerce - Ecoles d'agronomie - Vétérinaire - Interprétariat - Journalisme - Géographie - Histoire - Linguistique - Philosophie - Mathématiques.  
EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX  
11F



# SOCIAL

## SELON UNE ÉTUDE DE L'UNEDIC.

### Les femmes ont été les plus touchées par les restrictions de l'assurance-chômage décidées en 1982

Au fil du temps, on mesure mieux les conséquences du décret de novembre 1982 qui modifiait dans un sens restrictif les durées et les taux d'indemnisation des chômeurs. Aux 10 milliards de francs d'économie réalisés, en année pleine, par le régime de l'UNEDIC, alors mal en point financièrement, s'était ajoutée l'exclusion du système d'indemnisation de 230 000 chômeurs qui recevaient auparavant une allocation (le Monde du 24 juillet).

Dans son dernier bulletin de liaison, l'UNEDIC fournit certains éléments avec la publication d'une étude, réalisée auprès des chômeurs en cours d'indemnisation au 30 septembre 1983, et dont il ressort que les femmes ont été plus touchées que les hommes par les restrictions. Ainsi, alors qu'on a pu enregistrer une baisse globale de 12,7 % du

nombre des chômeurs indemnisés (de 1 364 000 en septembre 1982 à 1 190 000 en septembre 1983), il apparaît que la diminution a été plus forte chez les femmes (- 17,1 %) que chez les hommes (- 8,7 %). En conséquence, le pourcentage de femmes parmi les chômeurs indemnisés est passé de 50,8 % en 1980 à 48,1 % en 1982 et à 45,6 % en 1983. Ce mouvement, cependant, ne s'explique pas par le seul effet du décret de novembre 1982, qui n'aurait certainement fait qu'amplifier une tendance antérieure et qui s'est prolongée depuis avec la progression du chômage dans des catégories qui avaient été jusqu'à présent épargnées. C'est d'ailleurs ce que l'UNEDIC prend soin de préciser quand elle écrit qu'« il serait arbitraire de trancher sur les raisons de

ces évolutions en les considérant simplement comme des effets de la nouvelle réglementation ou comme la résultante de facteurs économiques ». Il reste que cette étude démontre, une fois de plus, l'inégalité entre hommes et femmes devant la crise de l'emploi, encore plus sensible parmi la population jeune. Les femmes subissent à leur absence de qualification, puisqu'on les retrouve en grand nombre dans les catégories de manœuvres, d'ouvriers spécialisés ou d'employés, dont la part, parmi les chômeurs indemnisés, a diminué entre 1982 et 1983. De même, elles supportent les durées de chômage les plus longues en moyenne (346 jours contre 320 pour les hommes), les plus de cinquante ans allant jusqu'à 657 jours. Enfin, compte tenu de leur salaire de référence, les femmes perçoivent des allocations plus faibles (89,52 F par jour en moyenne, contre 100,13 F pour les hommes, en allocation de base, par exemple). Depuis, le régime de l'UNEDIC a encore été modifié avec le nouveau système entré en vigueur le 1<sup>er</sup> avril dernier. Il devrait renforcer ces tendances.

# BASF

BASF Aktiengesellschaft

## Avis d'échange

des actions libellées au nom de Badische Anilin- & Soda-Fabrik Aktiengesellschaft

Après paiement du dividende pour l'exercice 1983, il faudra fournir de nouvelles feuilles de coupons pour les actions de notre société. Dans le cadre de cette opération, il est prévu d'échanger, en vertu de l'article 73 de la Loi sur les sociétés par actions de la République fédérale d'Allemagne (AktG), les actions libellées incorrectement du fait du changement de la raison sociale "Badische Anilin- & Soda-Fabrik Aktiengesellschaft" en "BASF Aktiengesellschaft" décidé le 20 juin 1973 par l'Assemblée générale.

Par la présente, nous invitons nos actionnaires à présenter les actions incorrectement libellées au nom de l'ancienne raison sociale "Badische Anilin- & Soda-Fabrik Aktiengesellschaft" avec la moitié gauche du talon de recouppement, pendant la période

du 3 septembre au 10 décembre 1984 inclus,

à l'un des établissements de crédit parisiens ci-dessous, durant les heures d'ouverture habituelles des guichets, en vue de leur échange contre des actions libellées au nom de "BASF Aktiengesellschaft" munies d'une feuille de coupons comprenant les coupons Nos 1 à 20 et le talon de recouppement:

Banque Paribas  
Banque Nationale de Paris  
Crédit du Nord  
Crédit Lyonnais  
Lazard Frères et Cie  
L'Européenne de Banque  
Société Générale

Selon décision de l'Assemblée générale de notre société du 29 juin 1984, le capital social est divisé uniquement en actions de 50 DM nominal. Il existe des titres représentant 1 action (50 DM) ainsi que des titres collectifs représentant 10 actions (500 DM), 20 actions (1.000 DM) ou 50 actions (2.500 DM).

Les nouveaux titres seront fournis aux actionnaires sans frais ni commissions. Pour le remboursement de la commission, les banques dépositaires sont priées de se mettre en rapport avec l'un des établissements précités chargés de l'opération d'échange.

Les nouveaux titres seront livrables à la Bourse des valeurs de Paris à partir du 3 septembre 1984. A partir de la même date, les titres incorrectement libellés au nom de "Badische Anilin- & Soda-Fabrik Aktiengesellschaft" ne seront plus livrables.

Les titres incorrectement libellés qui n'auront pas été présentés jusqu'au 10 décembre 1984 peuvent être invalidés conformément à l'article 73 de la Loi sur les sociétés par actions de la République fédérale d'Allemagne. L'autorisation nécessaire a été donnée par le tribunal d'instance de Ludwigshafen-sur-le-Rhin.

D-6700 Ludwigshafen-sur-le-Rhin, Août 1984

Le Directoire  
BASF Aktiengesellschaft

BASF

## L'EMPLOI DES HANDICAPÉS

### Le centre d'aide par le travail de Longueuil veut trouver un « crâneau »

Longueuil-Sainte-Marie. — Patrick, debout, machonne une longue tige d'herbe. Il paraît suivre la conversation d'un air distrait, qu'on dirait souriant, n'était son regard absent, comme tourné vers l'intérieur. Au contraire, Christiane, agitée, agressive presque, est toujours présente : toujours en train de prendre quelque chose à témoin ou à partie.

#### De notre envoyé spécial

longues années, ni une usine domine par le souci du rendement.

Le souci d'éviter l'usine se manifeste déjà dans la construction du CAT : achevés il y a trois ans, les bâtiments sans étage mêlent ateliers, salle à manger ou pièce de repos et bureaux. Les ateliers ont des formes irrégulières et « décalées » pour éviter tout aspect « militaire ». Aux trente « travailleurs handicapés » (logés par le centre dans trois maisons du village ou d'un village voisin) on a voulu donner le maximum d'autonomie et de responsabilité. Dans chaque « foyer », ils ont aménagé eux-mêmes leur chambre. Ils prennent en charge leur vie quotidienne — ménage, repas du soir et du week-end — dans la mesure de leurs possibilités et avec l'aide des éducateurs (pour les plus démunis, c'est l'éducateur qui fait et l'adulte handicapé qui aide). Ils vont au village faire leurs courses, en cas de nécessité avec une liste précise d'achats. Quelques-uns, qui l'ont souhaité, habitent même à Compiègne, à une douzaine de kilomètres de là, dans des appartements qui possèdent le centre, qu'ils à revenir passer un week-end au CAT pour échapper à la solitude.

Dans le travail aussi, l'équipe du CAT de Longueuil s'est efforcée de ne pas traiter les adultes handicapés comme d'éternels mineurs. Ainsi, depuis le 1<sup>er</sup> mars, la rémunération que verse le CAT à ses « travailleurs » n'est plus fixe. Elle varie selon leur « productivité », en fonction de la fois des capacités individuelles et de la durée du travail (de vingt-six à trente-quatre heures selon les individus) : elle va de 80 F à 2100 F par mois. Une inégalité qu'on ne trouve pas dans les ressources totales de chacun : à cette rémunération s'ajoutent un complément versé par le ministère du travail et l'allocation aux adultes handicapés, dont le montant croît avec l'insapacité. Mais alors que les plus handicapés tirent de l'assistance la plus grande partie de leurs ressources, pour les autres, au contraire, elle provient d'un véritable salaire : on a cherché à leur donner le sentiment qu'ils gagnent véritablement leur vie, comme les autres travailleurs.

Cette différenciation pourrait aboutir à une sorte d'encadrement des moins aptes, à l'intérieur même du CAT, mais elle est compensée par le fait que, dans les ateliers, comme dans les « foyers », on ne réunit pas les adultes handicapés par « niveau ». Tous sont appelés à manier les machines, quel que soit leur rendement au travail.

#### Vivre du revenu de son activité

Le CAT lui-même doit fonctionner selon les mêmes principes : les ateliers doivent vivre du revenu de leur activité. Le prix de journée accordé à l'établissement est entièrement consacré à l'hébergement, à la nourriture et aux activités non « productives ». Mais les sept ateliers peuvent-ils être rentables ? Certains fonctionnent à usage « interne », comme l'atelier cuisine, qui, avec quatre handicapés et un éducateur (cuisinier), sert soixante-quinze repas par jour. Le CAT n'ayant pas de personnel hôtelier.

La plupart, comme dans les autres CAT, sont dévolus à des travaux de sous-traitance (conditionnement de supports de base à fleurs, montage d'obstacles, d'interrupteurs

électriques, ou de fiches pour freins d'automobiles) et emploient ainsi quarante personnes sur soixante. Les handicapés accomplissent avec efficacité ces tâches répétitives relativement simples mais minutieuses : par exemple, disposer pièces, vis, écrous, les recouvrir d'un film plastique et les emballer ensuite dans des boîtes ; sceller des tiges dans des boîtiers ou encasturer les différentes pièces des interrupteurs — objets qui doivent répondre à des normes strictes (ni rayures, ni marques) pour être acceptés par le donneur d'ouvrage.

Un atelier de ce type, avec huit ou neuf personnes, peut ainsi réaliser six mille pièces par jour, là où, dans l'entreprise, quatre ouvriers en font sept mille — en adaptant la gamme de travail industrielle. Mais il est pourtant difficile d'« équilibrer » les dépenses. Sur un prix souvent bas, l'atelier, en effet, doit rémunérer ses ouvriers et les « éducateurs techniques » qui participent à la production, assurer l'entretien et l'amortissement des machines, plus nombreuses que dans un atelier normal si l'on veut permettre à tous de s'en servir — un « surcoût » qui s'ajoute au « surendrement ».

#### Ateliers de services ou sous-traitance

Pas facile non plus d'assurer un volume suffisant et régulier de travail — le centre ne peut évidemment faire d'heures supplémentaires. Du coup, pour de grosses commandes, on voit plusieurs CAT s'associer ou « sous-traiter » entre eux. Mais le plus souvent, la concurrence est sévère entre les CAT, auxquels conviennent et prisons disposent la sous-traitance, en pratiquant des tarifs souvent hors de leur portée.

Pour sortir de cette situation, le CAT de Longueuil-Sainte-Marie envisage de développer les ateliers de services. Comme le blanchissage qui emploie dix personnes, avec le même matériel qu'une blanchisserie commerciale : dans un angle tournant, plusieurs machines à laver ; plus loin, deux femmes étendent un drap sur une calandre, tandis que d'autres entassent des paquets de linge. Cet atelier, qui compte une dizaine de clients, dont deux restaurants, traite 1 tonne de linge par semaine et pourrait encore se développer.

Installée à l'arrière des bâtiments, une serre abrite l'atelier de jardinage : celui-ci, chargé de l'entretien des espaces verts du CAT, a des contrats pour ceux d'un ensemble immobilier et d'un centre de formation d'apprentis à Compiègne. Il vend aussi ses fleurs en pot aux habitants du village et des environs : chaque semaine, actuellement, un des travailleurs handicapés emporte sauges et légumineuses sur le marché de Pont-Sainte-Maxence.

Développer ces activités rencontre certains obstacles : très peu de travailleurs handicapés étant capables d'assurer la commercialisation des produits ou des services, les éducateurs doivent souvent le prendre en charge, alors qu'ils ont aussi à organiser les ateliers. Cependant, l'équipe de Longueuil estime que les prestations de services pourraient largement se substituer à la sous-traitance : « Il y a là un « crâneau » à prendre pour les CAT, estime le responsable des ateliers. Sur le plan commercial, mais aussi parce que le travail peut être vécu différemment par les handicapés ».

GUY HERZLICH.

## FAITS ET CHIFFRES

### Affaires

● **Textile** : la Chine inquiète par le protectionnisme américain. — Les mesures de restriction des importations de vêtements aux États-Unis, qui entrèrent en vigueur le 7 septembre prochain, menacent 50 000 emplois dans la Chine du Sud, indique-on à Hongkong dans les milieux textiles. La concession britannique importée en effet 90 % de sa laine et 60 % de ses toiles brutes de Chine populaire. Les mentions du « pays d'origine » des tissus des vêtements empêcheraient les exportations aux États-Unis. — (AFP.)

● **Cargill construisait une deuxième usine de jus d'orange au Brésil**. — Cargill agricole du Brésil, filiale du groupe américain, va consacrer 25 millions de dollars à la construction d'une deuxième usine, qui devrait permettre à sa production de jus d'orange d'atteindre 130 000 tonnes et à son chiffre d'affaires, de 180 millions de dollars, d'augmenter de moitié. Cargill, installé au Brésil depuis 1977, produit 14 % du jus d'orange concentré exporté par le Brésil. — (AFP.)

### Énergie

● **Nucléaire** : accord de coopération entre le Brésil et la Chine. — Le Brésil et la Chine ont signé, mercredi 15 août à Brasilia, un accord de coopération pour l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques.

Cet accord, le premier signé par la Chine avec un pays en voie de développement, permettra aux deux pays de coopérer dans les domaines de la recherche fondamentale, de la technologie de construction des centrales nucléaires, de la prospection et du traitement de l'uranium, de la fabrication d'éléments combustibles et de la sécurité.

La Chine se propose d'engager un important programme de construction de centrales nucléaires. La Chine, comme le Brésil, ne sont pas signataires du traité de non-prolifération nucléaire. — (AFP.)

● **L'Algérie veut doubler la capacité du gazoduc transsaharien**. — La Saipem, filiale du groupe pétrolier italien ENI, a conclu un contrat de 350 milliards de francs (1,75 milliard de \$) avec la Sonatrach algérienne, pour la pose de 350 kilomètres de gazoduc afin de doubler les capacités du gazoduc transsaharien, qui relie le champ algérien d'Hassi-R'mel à l'Italie, en passant par la Tunisie et la Sicile. Le projet, qui s'étalera sur deux ans, permettra à l'Italie de recevoir 9 milliards de mètres cubes de gaz en 1985 et 12 milliards en 1986, contre 7 milliards en 1984, chiffre prévu par l'accord de fourniture conclu en janvier 83 entre les deux pays. — (AFP.)

### Étranger

#### GRANDE-BRETAGNE

● **Fermeture de fronts de taille dans les mines**. — La direction régionale d'Écosse des Charbonnages britanniques (NCB) a annoncé, le 15 août, l'abandon de deux fronts de taille au puits de mine de Castlehill (est de l'Écosse), ce qui entraînera la perte de « plusieurs centaines » d'emplois. C'est la première fois depuis le début du conflit des mineurs, entré dans son sixième mois, qu'un tel abandon, pour cause d'entretien insuffisant, entraîne une perte d'emplois, a-t-on

fait remarquer aux Charbonnages. Ces deux fermetures porteraient à seize le nombre de fronts de taille perdus du fait de la grève, et vingt et un autres sont menacés, indique-t-on toujours au NCB. — (AFP.)

#### ISRAËL

● **Nouvelle hausse record du coût de la vie**. — Une nouvelle hausse record du coût de la vie en Israël — 12,4 % — a été enregistrée en juillet (6,3 % en juillet 1983). Cette hausse, qui correspond à un taux d'inflation annuel de 400 %, se traduit, pour les douze mois écoulés, par une augmentation des prix de 354 %. Le ministère des finances israélien a demandé à la centrale syndicale Histadruth de collaborer à « un gel des prix, des salaires, et des impôts ». Cette dernière a mis en garde le ministère contre « toute atteinte aux accords de travail », le gouvernement actuel de transition n'étant pas capable, selon elle, de planifier « comme il se doit un assainissement de l'économie israélienne ». — (AFP.)

#### ITALIE

● **Les coûts de production**. — L'Italie est le pays occidental où le coût du travail par unité de production a le plus augmenté entre 1975 et 1983. Selon une étude du Centre de statistiques d'entreprises de Florence (CISA), publiée par le quotidien économique *Il Sole 24 ore*, ce coût du travail a augmenté en moyenne de 58,6 % entre 1975 et 1983 dans le monde occidental (six pays étudiés).

Toutefois l'augmentation a été de 189 % en Italie, de 125 % en Grande-Bretagne et de 94 % en France, tandis qu'elle n'a pas dépassé 54 % aux États-Unis, 26 % en RFA et 13 % au Japon. En 1983, le coût du travail par unité de production a augmenté en Italie (+ 10,6 %), en France (+ 8,4 %) et en Grande-Bretagne (+ 3,3 %), tandis qu'il a diminué aux États-Unis (- 1,1 %), en RFA (- 1,3 %) et au Japon (- 1,9 %). C'est la première fois depuis 1975 qu'il diminue simultanément dans ces trois pays. — (AFP.)

● **Diminution de l'absentéisme des Indes**. — Selon une enquête nationale effectuée auprès d'un échantillon représentatif des entreprises à la demande de la fédération patronale du Piémont, le taux d'absentéisme a diminué de 9,46 % du temps de travail en 1982 à 9,09 % en 1983, tandis que le total d'heures de travail perdues pour cause d'absence de l'employé a diminué de 4,4 % d'une année sur l'autre en s'établissant à 154,29 heures en 1983.

Les « maladies professionnelles » représentent près de 51 % des motifs d'absence, tandis que les journées de travail perdues du fait de grève constituent 15 % du total.

#### RFA

● **Forte baisse du revenu des agriculteurs**. — Les agriculteurs ouest-allemands ont enregistré une perte de revenus d'environ 20 % pendant le saison 1983-1984, affirmé samedi le ministre ouest-allemand de l'Agriculture, M. Ignaz Kiechle, dans une interview au journal de Bonn *General Anzeiger*. « Cette perte a été causée en particulier par une mauvaise récolte l'an passé, des prix à la production très bas, notamment pour le porc, et des coûts de production très élevés », a indiqué M. Kiechle, qui espère de meilleurs résultats pour l'année agricole 1984-1985 qui a commencé au 1<sup>er</sup> juillet. — (AFP.)

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

*Banque de Neufville, Schlumberger, Mallet*

La Banque de Neufville, Schlumberger, Mallet annonce la diminution de son taux de base, qui passe de 12,25 % à 12 % à compter du 16 août 1984.

**N-SM**

**CIT**

**CIT-ALCATEL**

Le chiffre d'affaires hors taxes de la Compagnie pour le premier semestre 1984 s'est élevé à 3 034 millions de francs, contre 2 726 millions de francs au premier semestre 1983, soit une progression de 11,3 %.

Le chiffre d'affaires consolidé hors taxes du groupe CIT ALCATEL s'est élevé pour le premier semestre 1984 à 6 757 millions de francs, contre 6 127 millions de francs pour le premier semestre 1983, soit une progression de 10,3 %.

هكزا من الأصل







